

NUMÉRO
SPÉCIAL

« Le Monde » par lui-même



Le Monde

THE UNIVERSITY OF JORDAN
LIBRARY
SERIALS No. 56027
CLAS
DATE: 1987 11 11

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 12703 - 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

- DIMANCHE 1^{er}-LUNDI 2 DÉCEMBRE 1986

L'Europe en quête d'union

Les dix chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté européenne, auxquels se joindront les premiers ministres d'Espagne et du Portugal - les deux nouveaux membres dont l'adhésion doit devenir effective le 1^{er} janvier 1986 - se réunissent à Luxembourg lundi 2 et mardi 3 décembre. Ce sommet sera consacré essentiellement à l'examen des projets de réforme institutionnelle de la CEE. Il devait être précédé, samedi et dimanche, par une réunion ministérielle sur le même sujet.

En plaçant fort haut la barre de leurs exigences lors du précédent sommet européen, les 28 et 29 juin dernier à Milan, les chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté (ou du moins les sept membres du conseil qui avaient voté en faveur de la convocation d'une conférence intergouvernementale sur l'Union européenne) avaient pris un double risque.

Le premier était de voir les trois récalcitrants - Grande-Bretagne, Danemark et Grèce - se sentir désormais étrangers en processus ainsi engagé. Ce risque a été évité, les ministres des trois pays en question ayant joué le jeu communautaire, en particulier des Britanniques, qui à été apprécié par leurs partenaires. Ceux-ci, ayant de leur côté, ont marqué tout au long de ces cinq mois qu'ils n'avaient jamais songé faire bande à part. On semble s'être éloigné de ce concept des « deux vitesses », la première étant l'appareil des bons élèves et la seconde réservée à quelques mauvais sujets qu'on ne voulait tout de même pas renvoyer, qui était tellement à la mode ces dernières années.

Le deuxième péril qui guettait les Dix après Milan était celui de décevoir.

BERNARD BRIGOUDELX.
(Lire la suite page 4.)

MM. FABIUS ET JOSPIN LANCENT LA CAMPAGNE DU PS

La nostalgie de 1981

MM. Fabius et Jospin ont lancé, le vendredi 29 novembre, à l'Hippodrome de Paris, la campagne du Parti socialiste pour les élections de mars 1986, au cours d'un meeting qui a réuni 8 000 personnes.

Les socialistes ont deux héros, MM. Mitterrand et Badinter. Valeurs sûres du socialisme français, ils ont fait exploser l'applaudimètre, vendredi soir aux portes de Paris. MM. Fabius et Jospin, vedettes annoncées de la soirée, leur ont, en fait, abandonné le devant de la scène.

Quatre mois avant une échéance législative qu'on leur dit perdue, la simple évocation du nom du président de la République sonne comme un air de victoire sous les crânes socialistes. Pour ces militants - ils étaient huit mille massés sous un chapiteau à Issy-les-Moulineaux - le

10 mai 1981 n'est pas perdu dans les brumes d'un passé lointain : c'est encore la veille au soir. Quant au garde des sceaux - présent au premier rang - il paraît porter en lui les valeurs éternelles de la gauche non communiste, qui a été au fil des dernières

années, à la veille d'une bataille politique aux allures de combat désespéré, les socialistes se tournent vers ces deux monstres sacrés, pour ce qu'ils incarnent des rêves et des réalités de l'action politique. M. Fabius a appelé le succès en évoquant les « larmes » versées en cette « belle nuit de pluie et de fête » du 10 mai. M. Jospin a retenu le souffle de son auditoire en présentant M. Mitterrand comme l'un des atouts principaux des socialistes, celui qui a « marqué le chemin » avant 1981 mais aussi, pour la

campagne législative, lors de sa coiffée de presse du 21 novembre. Les socialistes se refont de beaux souvenirs.

A entendre les réactions de la salle, M. Fabius n'a jamais été plus percutant qu'au rappel de la disparition des joridietinos d'exception et de l'abolition de la peine de mort. Il n'a jamais mieux fait vibrer les militants qu'en prononçant le nom de M. Robert Badinter, qui, debout dans la salle, a recueilli, main levée, une ovation. Quant à M. Jospin, orateur moins chaleureux, moins « professionnel », plus didactique, il n'a soulevé l'enthousiasme - à ce point en tout cas - qu'une seule fois lorsqu'il a promis de combattre violemment les thèses de M. Le Pen.

JEAN-YVES LHOMEAU
et JEAN-LOUIS ANDRÉANI.
(Lire la suite page 6.)

LE SPECTACULAIRE SABOTAGE FERROVIAIRE AU JAPON

Un sursaut gauchiste

Près de trois mille policiers et cheminots ont été mobilisés pour protéger les opérations de réparation, et empêcher une réédition du sabotage qui a, paralyté, vendredi 29 novembre, le trafic ferroviaire entre Tokyo et Osaka (le Monde du 30 novembre). Quarante-huit personnes, notamment des dirigeants d'un groupuscule d'extrême gauche, le Chukaku (ou « Noyau central ») ont été arrêtées.

De notre correspondant

Tokyo. - Au Japon comme ailleurs, le gauchisme est passé de mode. Des mouvements de la fin des années 1960, il ne subsiste que

des groupuscules isolés, refermés sur leur dogmatisme et leurs rituels : casques, leurs militants vocifèrent régulièrement leurs slogans à la sortie des gares dans l'indifférence quasi générale. Seule la lutte des paysans de Marita contre la seconde tranche des travaux de l'aéroport international de Tokyo demeure, tel un abécédaire de fixation, le terrain privilégié d'action des groupuscules gauchistes.

Habités à cette contestation romanesque, les Japonais - et la police - ont été d'autant plus surpris de l'action, spectaculaire par son ampleur, entreprise par le groupe Chukaku vendredi 29 novembre. En sabotant le système de signalisation et de communication des Chemins de fer nationaux (JNR) à Tokyo et dans

six préfectures limitrophes ainsi qu'à Osaka, les Chukakis ont réussi à bloquer plus de cinq millions de personnes se rendant à leur travail. Cette action signifie-t-elle une résurgence de l'activisme gauchiste au Japon, les groupuscules passant de la tactique de l'opération sporadique à des actions visant à mobiliser une frange de la population sympathisante, comme ce fut le cas lors des incidents à la gare de Shinjuku à Tokyo en 1968 ? La police envisage, en tout cas, de renforcer les mesures de sécurité lors du prochain sommet des pays industrialisés qui se tiendra en mai dans la capitale japonaise, et un, éventuellement, de démembrer le groupe Chukaku.

PHILIPPE PONS.
(Lire la suite page 3.)

Le sort des otages français de Beyrouth

Le gouvernement reprend espoir après les contacts noués par son ambassadeur au Liban, le docteur Raad.

PAGE 16

Le combat d'Amnesty International contre la torture



L'organisation humanitaire Amnesty International appelle, ce samedi 30 novembre, à Paris, à une manifestation pour protester contre la torture qui sévit dans de nombreux pays et pour exiger la ratification par le plus grand nombre d'Etats possible de la convention internationale contre la torture adoptée par les Nations unies en 1984.

Chez les immigrés turcs en RFA

La descente aux enfers d'un journaliste allemand.

PAGE 4

Les nouvelles aumôneries de lycées

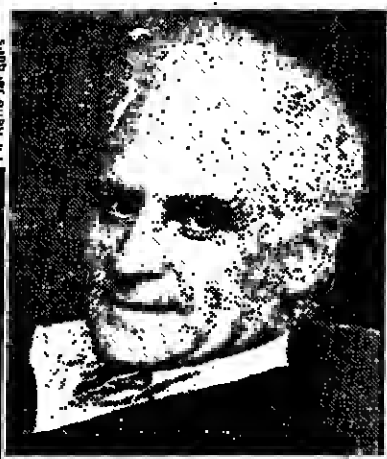
En quelques années, les lycéens et les aumôniers ont profondément changé.

PAGE 8

Dates (2) • Etranger (3 à 5) • France (6 à 8) • Culture (9) • Economie (13 à 15) • Mots croisés (11) • Programmes des spectacles (10) • Météorologie (11) • « Journal officiel » (11) • Carnet (8) • Radio-télévision (11)

PRIX MÉDICIS DE L'ESSAI

Michel Serres



LES CINQ SENS

Philosophie des corps mêlés

GRASSET

La voix des jeunes arabes de Lyon

Un petit groupe de militants veut être présent dans la société française, la critiquer sans la renier

La troisième marche pour l'égalité des droits et contre le racisme, organisée à travers la France depuis le 19 octobre, devait s'achever samedi 30 novembre par une manifestation à Paris. Ce défilé marque la volonté d'autonomie de certaines associations de jeunes Maghrébins, comme on le constate à Lyon notamment.

De notre correspondant régional

Lyon. - Ils veulent, à l'évidence, couper le cordon ombilical les reliant aux mouvements humanistes de la région lyonnaise. L'autonomie est le thème central des réflexions et de l'action des « jeunes issus de l'immigration » comme ils ne veulent plus qu'on les nomme. Arabes ils sont, Arabes ils se nomment. A quelques nuances - berbères - près, ils ont choisi de mettre en avant cette appartenance et cette épithète.

Les Jeunes Arabes de Lyon et Banlieue (JALB) sont nés officiellement au mois de mai dernier. Au local de l'association,

accroché aux pentes de la Croix-Rousse, ils sont huit ce matin-là pour faire partager leurs analyses et leurs projets. Huit dont quatre jeunes femmes. Huit dont six chômeurs. Deux chiffres qui donnent la mesure de l'intégration culturelle de ces militants et de l'échec de leur insertion sociale.

Leur souci primordial est de se faire entendre sur toutes les questions touchant les membres de leur communauté. Sans se cacher derrière des mots-pièges, les Jeunes Arabes de Lyon sont iconoclastes.

Mais cette affirmation spectaculaire a une double limite : le refus absolu de l'extrémisme ou sa version intégriste islamorévolutionnaire ; et le souci d'être présent dans la société française, de la critiquer sans la renier.

Ces jeunes Arabes n'ont pas encore compris pourquoi certains journaux avaient survolé la présence d'une toute petite poignée de manifestants distribuant un tract à la mémoire de Norredine Mechta qu'avait signé l'Organisation nationale maghrébine, et qui lançait un appel solennel à la communauté maghrébine de « cesser toute relation commerciale avec

les établissements dirigés par les juifs ». Menaçant, le tract précisait : « Notre organisation sanctionnera tout Maghrébin ne respectant pas ce mot d'ordre ». Selon les JALB, l'effervescence née du bombardement de l'état-major de l'OLP à Tunis n'excuse pas de tels débordements ; ils refusent toutes les tentatives de récupération politique et se méfient des slogans « internationalistes », des appels rituels à la solidarité avec le peuple palestinien. Comme le dit Faouzi « l'antiracisme, c'est, bien sûr, ne pas être antisémite ».

La défiance vis-à-vis des organisations antiracistes traditionnelles n'en est pas moins réelle. « Nous ne voulons pas, précise Farida, le bluff de l'unité ». Djida, vingt-huit ans, la présidente, critique les organisations « sclérosées qui agissent sur des schémas d'il y a vingt ans et qui ont du mal à nous considérer comme des acteurs et des décideurs ». Pour Karim, les choses se résument simplement : « Eux sont des idéologues ; nous nous sommes concrets ».

Pourtant les JALB ne sont pas maladroits dans l'art de la dialectique. Ce petit monde manie

volontiers les concepts...

Mais ce sont bien les questions concrètes de l'insécurité (des jeunes Arabes) et des crimes racistes qui les soude le plus efficacement. Eux, dont « l'unité réelle est celle du focié » (Faouzi), essaient de faire comprendre que les crimes sécuritaires vont « au-delà des Arabes ». Lundi, les JALB seront présents, avec des photos de leur ami Ahmed et des tracts, au palais de justice de Lyon. Les jurés des assises du Rhône vont juger pendant deux jours le meurtrier d'un jeune Arabe de Bron, relâché après six mois de détention préventive...

L'attente de directives concrètes est, elle aussi, évidente. « Qu'est-ce que je dois faire pour les élections ? M'inscrire ? Refuser ? » Ces jeunes Lyonnais ne veulent pas, en tout cas, se faire récupérer, tout en sachant que les campagnes électorales sont, pour eux, des périodes particulièrement critiques. L'extrême droite les inquiète. « Nous ne voulons pas, disent-ils, devenir arabes comme Le Pen devient français ».

CLAUDE RÉGENT.
(Lire nos informations page 8.)

صوتنا من الداخل

صباحنا من الامم

Dates

RENDEZ-VOUS

Samedi 30 novembre / dimanche 1^{er} décembre. — Luxembourg : réunion des ministres des affaires étrangères de la CEE. Visite du chef de l'Etat polonais, M. Jaruzelski, en Libye, en Algérie, et en Tunisie.

Lundi 2 décembre. — Québec : élections législatives. Inde : premier anniversaire de la catastrophe de Bhopal. Visite de M^{me} Edith Cresson. Assemblée plénière de l'Union de l'Europe occidentale. Luxembourg : Conseil européen.

Mardi 3 décembre. — Sénégal : rencontre des Croix-Rouge des deux Corées.

Samedi 7 décembre. — Cap Vert : élections législatives. Pologne : visite de M. Willy Brandt, président du SPD. Bangladesh : sommet à Dacca des pays de l'Asie du Sud.

Le Monde

7, rue des Italiens, 75447 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 65072 F
Tél. MONDIPR 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-46-72-23

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :

André Fontaine,

directeur de la publication.

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauvet (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cinquante ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

500.000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur en chef :

Daniel Verneil.

Coordinateur en chef :

Claude Sales.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles

sous réserve de l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 254 F 472 F 624 F 1 200 F

TOUS PAYS TRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ETRANGER (par avion)

1 - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS

399 F 722 F 1 089 F 1 380 F

2 - SUISSE, TUNISIE

394 F 712 F 1 044 F 1 300 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal

(ou chèque) doivent joindre ce

chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires (deux semaines ou plus) :

nos abonnés sont invités à formuler leur

demande sur remises ou notes avant leur

départ. Joindre la dernière bande d'envoi

à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire

tous les noms propres en capitales

d'impression.

PRIX DE VENTE A L'ETRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 8 dr. ; Tunisie,

850 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche,

20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,50 \$;

Chili, 400 \$; Espagne, 100 pes. ; E.U., 1,25 \$;

G.R., 50 p. ; Grèce, 110 dr. ; Irlande,

85 p. ; Italie, 2.000 L. ; Liban, 6.000 L. ;

Luxembourg, 40 L. ; Norvège, 11 kr. ;

Pays-Bas, 400 g. ; Portugal, 120 esc. ;

Roumanie, 400 F. ; Suède, 11 kr. ; Suisse,

1,50 C. ; Yougoslavie, 110 din.

IL Y A TRENTE-CINQ ANS, LA NAISSANCE DU MACCARTHYISME

Le dangereux histrion de l'anticommunisme

« J'ai là, entre mes mains, une liste de deux cents personnes connues du secrétaire d'Etat pour être membres du parti communiste, et qui pourtant travaillent encore au département d'Etat et en déterminent la politique. » Par ces paroles, prononcées il y a trente-cinq ans à Wheeling (Virginie occidentale), le sénateur du Wisconsin Joseph McCarthy sortait de l'ombre. Il allait désormais occuper le devant de la scène politique. Mais pour quelques années seulement. Sa chute fut aussi brutale que son ascension. Quatre ans plus tard, en 1954, le Sénat le condamna. Cette condamnation aggrava son déclin physique, stimula son goût immodéré pour le bourbon, bref accéléra sa mort. En 1957, à l'âge de quarante-huit ans.

Pendant ces quelques années, aberrantes pour ceux qui les ont vécues, ce démagogue, surdoué, n'en exerça pas moins une influence considérable en dehors même des Etats-Unis, puisque son nom est associé à celui d'un phénomène politique et social. « Joe » McCarthy est mort, mais qui pourrait prétendre que le maccarthysme a entièrement disparu aux Etats-Unis et ailleurs ? Malheureusement, la « chasse aux sorcières », la recherche de boucs émissaires, l'intrusion dans la vie privée, l'intolérance fanatique accompagnée de pressions et d'intimidations existent encore.

« Joe le mitraillier »

Les circonstances servent le court destin hors série de McCarthy. Au départ, Joe, cinquième enfant d'une famille de pauvres fermiers, se préoccupe surtout d'améliorer son image par tous les moyens, y compris par le mensonge. Ainsi, ce n'est pas au combat, comme il le dit, qu'il s'est brisé la jambe, mais en tombant dans un escalier... Il s'engage dans les « marines » au début de la guerre, mais c'est abusivement qu'il prétendra avoir accompli quatorze, puis dix-sept, puis trente missions à bord d'un bombardier. Cela ne l'empêche pas d'utiliser à fond sa réputation de « Joe le mitraillier » dans sa campagne électorale. Il est élu sénateur, battant le dernier héritier de la dynastie des La Follette, un distingué patricien incapable de tenir tête à la démagogie d'un McCarthy soutenu par les « proles » des syndicats — beaucoup sont contrôlés par les communistes — qui partagent son ressentiment à l'égard des classes privilégiées.

C'est tardivement et accidentellement que le nouveau sénateur découvre la vocation à la faveur d'une bataille électorale difficile. Jusque-là, il s'est surtout signalé au Capitole pour sa défense des intérêts de Pepsi-Cola (on le surnommait le « Pepsi Cola Kid »).

Mais il comprend que l'anticommunisme sera payant à tous égards et que le rôle de grand inquisiteur lui assurera la vedette, car les circonstances offrent un excellent terrain. En 1949, malgré des millions de dollars d'assistance, la Chine de Tchang Kaï-chek a été perdue. Puis les Russes ont fait exploser leur première

bombe nucléaire. A l'intérieur, Alger Hiss, haut fonctionnaire du département d'Etat, a été jugé pour espionnage puis condamné pour parjure.

Le discours de Wheeling est le point de départ d'une série d'enquêtes de plusieurs commissions du Congrès sur la « subversion » communiste au sein du gouvernement. Joe apparaît sur toutes les estrades. De sa serviette bourrée de documents, il sort une feuille de papier et la brandit en commençant son discours par la phrase rituelle : « J'ai là, entre mes mains... ». Que montre-t-il, au juste ? Selon certains, Joe

L'emprise de McCarthy était déjà trop grande dans le pays, ils n'osent pas encore prendre leurs distances.

Joe se présente partout comme le « petit garçon de ferme » du Wisconsin en lutte contre les privilégiés, contre l'establishment politique, contre les « intellos », dévoyés aux postes de responsabilité, notamment au département d'Etat. Son zèle anti-élite l'entraîne très loin. Il est relativement sans danger de s'en prendre au menu fretin des journalistes libéraux, ou même à un Philip Jessup, universitaire distingué, ambassadeur extraordinaire, accusé d'avoir « livré la Chine

favorable à son collègue. McCarthy traite le ministre de la guerre de « menteur », l'accusant d'avoir voulu, en « prenant Schine en otage », saboter ses enquêtes.

Les débats entre l'armée et McCarthy, télévisés en avril 1954, sont catastrophiques pour Joe. Pendant trente-cinq jours, vingt millions de téléspectateurs peuvent voir de près le grand inquisiteur, sa vulgarité, ses menaces, ses excois. Les débats ne tranchent pas le point de savoir qui, de McCarthy ou de l'armée, a raison. Mais les enquêtes sur les infiltrations subversives sont arrêtées. Quinze jours plus tard, une motion de censure est déposée au

garder leur emploi, les suspects, déjà coupables aux yeux de la commission, doivent ou bien se renier entièrement devant les inquisiteurs ou bien se transformer en indicateurs et dénoncer leurs amis.

S'appuyant sur les rapports « bruts » du FBI, donnant des informations souvent les plus douteuses sur la vie privée, les penchants et les mœurs des « suspects », les inquisiteurs interrogent ces derniers sur leurs lointaines activités, leurs affiliations de jeunesse à diverses organisations. A Hollywood, dans les milieux du cinéma, et de la télévision, les enquêtes prennent la proportion d'une véritable purge, odieuse et grotesque.

Pour l'exécution de Socrate

La tendance naturelle au conformisme ne pouvait être que renforcée par le maccarthysme. Beaucoup d'universités évitent délibérément les sujets controversés. Selon le journaliste Fred Cook, une majorité d'étudiants, dans une classe d'histoire, votent l'exécution de Socrate et, dans plusieurs États, des passants refusent de signer une pétition qui contenait des citations de la Déclaration d'indépendance et de la Constitution, jugeant ce texte « subversif ».

La condamnation de McCarthy par le Sénat met fin à cette période d'aberration. Le sénateur du Wisconsin avait-il jamais cru que le gouvernement était infiltré de communistes ? Caricaturement, à la différence de ceux qui le soutenaient, il n'était pas animé par le feu sacré de l'anticommunisme. Il ne se sentait pas une âme de croisé investi d'une mission. Sans doute, au fil des années, finit-il par croire à ce qu'il disait. Mais, finalement, il jeta l'éponge assez vite, ce que n'aurait jamais fait un homme de conviction. L'anticommunisme était pour lui un moyen d'arriver.

De manière assez inattendue, cet agent du conformisme fut le moins conformiste des politiciens. Il cultivait son image d'homme brutal, de buveur impénitent, de joueur de poker et d'amateur de boxe et de chevaux, sans doute parce qu'elle devait plaire à un certain nombre d'Américains. Il encourageait les photographes à le fixer sur la pellicule en ébriété, mal rasé, couché par terre près d'une bouteille de bourbon.

Seules les convictions lui manquaient, qui l'auraient aidé à surmonter l'adversité. D'où la vulnérabilité de ce dangereux histrion, capable aussi, parfois, de générosité. Mais la publicité était sa véritable nourriture. Il mourut le 2 mai 1957, à 48 ans. Juste à temps pour les nouvelles télévisées de 19 heures.

HENRI PIERRE.



ROUIL

aux communistes ». Il est encore moins risqué de dénoncer Owen Lattimore, professeur d'université, consultant du département d'Etat pour les affaires d'Extrême-Orient. « Lattimore est l'espion soviétique numéro un, dit Joe, je suis prêt à risquer ma carrière dans cette affaire. » Il perd cette partie de poker mais ne démissionne pas pour autant. Lattimore, qui le prend en employé l'expression « maccarthysme », est blanchi par une commission spéciale sénatoriale dont le rapport ultérieur condamne les accusations et les méthodes du sénateur comme une « tromperie et une supercherie ». Joe riposte en dénonçant les « loyaux complices du Kremlin, qui soutiennent ceux qui tuent nos soldats en Corée ».

Démagogie et whisky

Le flot de la démagogie l'entraîne encore plus loin. Le whisky également. Un jour il en vient aux mains avec le journaliste Drew Pearson. En juin 1951, il prend le risque d'attaquer le général Marshall, alors ministre de la défense, figure unanimement respectée. « Ce salaud aurait dû être destitué », avait dit Joe en parlant de Truman. A l'en croire, Marshall « est prêt à vendre sa grand-mère pour obtenir un avantage ». L'attaque précipita la retraite de Marshall, lassé et déçu, semble-t-il, par les bêtises de ses amis démocrates à le défendre plus vigoureusement.

Ce succès encouragea McCarthy à faire un pas de plus, mais dangereux. Il s'en prend à l'armée, qu'il accusa de négligences face aux « infiltrations communistes ». Il déclare le général Zwicker « indigne de porter l'uniforme » parce que ce héros de la guerre, couvert de décorations, a accepté la promotion d'un dentiste militaire, ignorant au demeurant qu'il était communiste. Il attaque ensuite le ministre de la guerre lui-même, Robert Stevens. Mais celui-ci est décidé à protéger « le prestige et le moral » des officiers. Cette fois, l'initiative de Joe va lui être fatale.

L'armée a, en effet, de solides griefs contre un des protégés du sénateur, un certain David Schine, qui a été recruté par Roy Cohn, le premier adjoint de McCarthy. Les deux jeunes gens se sont ridiculisés au cours d'une visite-éclair en Europe destinée à visiter si les bibliothèques des ambassades américaines ont bien éliminé de leurs rayons les ouvrages « écrits par des communistes et des crypto-communistes », comme l'a demandé le secrétaire d'Etat, John F. Dulles. Schine, politiquement illettré (dans un pamphlet, il confond Staline et Trotski, Marx et Lénine, est appelé sous les drapeaux. Cohn tente d'obtenir des

aurait reconnu qu'il s'agissait d'une vieille note de blanchisserie... En tout cas, jamais il ne donne les noms des deux cent cinquante communistes du département d'Etat, dont il réduisit le nombre à cinquante-sept pour le remonter ensuite à quatre-vingt-un. Plus tard, il se rétracta. Il ne s'agit pas de communistes, mais de simples « risques de sécurité » (alcooliques, homosexuels, etc.) ou de personnes ayant eu dans le passé des « relations avec des communistes ». La tactique est habile. Il affirme ne pouvoir donner les noms de ceux qu'il dénonce, car « il ne serait pas équitable de les nommer avant qu'ils aient eu une chance de répondre ». Ainsi, ce bouc apôtre évite d'avoir à fournir des preuves, tout en créant l'impression que la nation était trahie par une administration « contrôlée par les communistes ».

McCarthy joue sur du velours. Les républicains, dans l'opposition, ne sont pas mécontents d'avoir ce homme de main pour dénoncer les « vingt ans de trahison » des démocrates au pouvoir. Ces derniers, Truman en tête, se montrent timorés. Craignant que ne soit révélée la présence d'un « traître » au sein de l'administration, ils cèdent à la demande de McCarthy. Surtout les libéraux de la gauche, comme les sénateurs Humphrey et Douglas, qui proposent de mettre hors la loi le parti communiste. Leur pusillanimité encouragea Joe. Par ses outrances il discrédita la cause des militants de l'anticommunisme, comme Richard Nixon, et les membres de la commission des activités anti-américaines.

CORRESPONDANCE

Le « non » de Franco à Hitler

Le général Grimal (CR) nous écrit à propos de l'article consacré au dixième anniversaire de la mort de Franco (le Monde daté 17-18 novembre).

La simple équité demande que l'on reconnaisse l'immense service rendu par le général Franco au monde occidental et à la France, en particulier le jour où, à Hendaye, il refusa à Hitler la traversée de l'Espagne par l'armée allemande.

Il ne fait aucun doute qu'en ce début de 1941 ni les Anglais ni les Français d'Afrique du Nord n'auraient pu empêcher les Allemands d'installer des bases aériennes en Afrique du Nord s'ils avaient pu traverser librement l'Espagne. Les forces à la mer n'existaient pas, à cette époque, qu'elles soient britanniques ou françaises, face à une force aérienne puissante et bien installée. Le difficile chemin naval de la Méditerranée par Malte eût été coupé irrémédiablement. L'Egypte, non soutenue, rendue indéfendable ; Suez, le Moyen-Orient et son pétrole mis à la

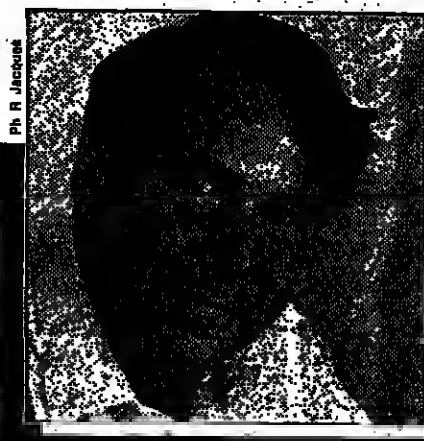
disposition de l'Axe. Quelques temps plus tard, les Japonais, qui firent des tentatives inopérantes devant un Ceylan indéfendable, eussent pu donner la main aux nazis. La carte de guerre que les Américains auraient trouvé un jour eût été infiniment moins bonne que celle qu'ils trouvèrent : une Afrique du Nord encore française, une Méditerranée disponible, la voie aérienne de l'Extrême-Orient par l'Irlande, Marakech, l'Egypte accessible aux flottes de torpilleurs volants, etc.

L'honnêteté oblige à reconnaître que Hitler commit une lourde faute (en notre faveur) en signant l'armistice et que Franco nous rendit un immense service, à Hendaye, en évitant la demande de Hitler, qui lui aurait permis de réparer son erreur.

C'est en tout cas ce que je jugeais personnellement, pendant cet hiver 1940-1941, que le sort de la guerre allait se jouer en grande partie depuis l'Afrique du Nord ; je fis donc des pieds et des mains pour m'y rendre et réussir.

Celui par qui le scandale arrive

PIERRE JUQUIN



AUTOCRITIQUES

GRASSET

Étranger

58824

LA FIN DE LA VISITE DU ROI DU MAROC A PARIS

Hassan II a confirmé à M. Mitterrand sa présence au prochain sommet franco-africain

A sa sortie de l'Élysée, après un deuxième et dernier entretien en tête à tête avec le président Mitterrand, le roi Hassan II a fait un bref bilan de sa visite en France, qui s'est achevée le vendredi 29 novembre. Il a confirmé qu'il venait de dire à son hôte qu'il assisterait au sommet franco-africain, du 11 au 13 décembre, à Paris. « Je pense, a-t-il dit, que le Maroc devrait apporter, même en tant qu'observateur, sa participation à ce sommet. Cela ne peut avoir que des côtés positifs. » Le Maroc avait assisté au précédent sommet franco-africain comme ob-

servateur : il était représenté par le prince héritier. En annonçant sa venue cette fois, le souverain fait une bonne manière à la France ; cela lui permet aussi de rester présent sur la scène diplomatique africaine après son retrait de l'OUA.

Le roi a démenti l'existence d'un projet visant à mettre sur pied une force maroco-sénégalaise d'interposition destinée à prendre la relève des troupes libyennes au Tchad, projet distinct de celui de Tripoli qui souhaiterait la présence de troupes libyennes dans cette force africaine.

Interrogé sur la rencontre entre le colonel Kadhafi et M. Hissène Habré que le Maroc pourrait faciliter, le roi a dit que « rien n'avait été décidé à ce sujet, mais que rien n'est improbable ni impossible ».

Le souverain a fait preuve d'un certain optimisme au sujet de l'éventuelle livraison de vingt-quatre Mirage-2000 à son pays, affirmant : « Ces Mirage deviennent de moins en moins des mirages. » A propos de négociations directes entre lui-même et les Israéliens, il a dit : « Je ne suis pas concerné, je n'ai pas de territoires occupés. »

EN ACCUEILLANT UNE CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR L'APARTHEID

La Libye a voulu redorer son blason en Afrique

De notre envoyé spécial

Tripoli. — L'Association des juristes africains (AJA) a réussi une « première » : la tenue dans la capitale libyenne, du 23 au 28 novembre, de la seule conférence internationale de quelque importance sur l'apartheid à avoir jamais été réunie en « terre africaine ». Cela peut paraître paradoxal, ont souligné des responsables de l'AJA (organisation privée créée en 1979 et présidée par le Sénégalais Benoit Ngom), mais « l'opinion publique la moins mobilisée contre l'apartheid est celle des pays africains ».

Le choix de Tripoli pour réunir cette Conférence internationale de solidarité avec les peuples sous domination de l'apartheid a pu soulever des objections — tenant à la nature du régime libyen. Mais après tout, relèvent certains dirigeants de l'AJA, pourquoi auraient-ils dû refuser l'offre qui leur avait été faite par la Libye — elle a pris en charge la totalité des frais — compte tenu du peu d'empressement manifesté par nombre d'autres pays africains ? Une première tentative de réunir une conférence similaire en janvier dernier au Cameroun ne s'était-elle pas soldée par un pitoyable fiasco ? Le gouvernement camerounais avait soudain fait savoir aux congressistes, franchement déçus, qu'à Yaoundé, la réunion ne pourrait avoir lieu faute d'autorisations nécessaires.

L'accueil de Tripoli fut plus hospitalier, même si les débats n'échappèrent pas toujours à une rhétorique inévitable — « la lutte se poursuit, la victoire est certaine ». A l'issue de quatre jours de travaux, en présence de représentants de la SWAPO (le mouvement nationaliste du Sud-Ouest africain, Namibie), de l'ANC (Congrès national africain, opposition clandestine sud-africaine), de personnalités telles que le poète sud-africain Breyten Breytenbach, et quelque deux cents juristes venant de trente-sept pays, le colloque a adopté une « Déclaration de Tripoli ». Elle appelle notamment à la création d'une Université Steve Biko (1) pour la jeunesse sud-africaine et d'un Fonds interna-

tional de solidarité pour les mouvements de libération d'Afrique australe. L'AJA a également décerné un prix Nelson Mandela au parlementaire américain George Crockett, qui a consacré une bonne partie de sa vie publique à lutter contre l'apartheid.

Briser

l'isolement diplomatique

En accueillant cette conférence, la Libye poursuivait, elle, un plus ample dessein : redorer son image de marque en Afrique. Les dirigeants libyens, souligne-t-on dans les milieux occidentaux à Tripoli, sont désireux de briser leur isolement diplomatique actuel. C'est dans cette perspective qu'il faut situer la visite que le colonel Kadhafi doit faire du 3 au 5 décembre au Sénégal — dont le chef de l'Etat, M. Abdou Diouf, est actuellement président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), — puis au Mali et au Burkina.

La conférence sur l'apartheid aura, d'autre part, permis une première, et encore très timide, reprise de contact entre la Libye et la Tunisie depuis la crise de cet été : de fait, venu dimanche à Tripoli à l'occasion du colloque, et certes en sa qualité de secrétaire général de la Ligue arabe, le Tunisien Chadli Klibi n'en a pas moins eu un entretien avec le ministre libyen des affaires étrangères, M. Ali Triki. Ce dernier s'était rendu quelques jours plus tôt à Alger pour tenter d'améliorer des relations algéro-libyennes mises à mal par la conclusion, en août 1984, d'un traité d'union entre Rabat et Tripoli. En bref, les dirigeants libyens paraissent se démenier ici et là pour réparer les dégâts d'une diplomatie erratique dont le principal résultat est d'avoir suscité l'hostilité de la quasi-totalité des voisins de la Libye.

ALAIN FRACHON.

(1) Dirigeant étudiant noir, chef du mouvement anti-apartheid, conscience noire, mort dans une prison de Pretoria, à l'âge de trente ans — dans des conditions qui n'ont jamais été éclaircies, — des suites d'un traumatisme crânien.

TENSION A LA FRONTIÈRE ÉGYPTO-LIBYENNE

Le Caire dément préparer une attaque

La Libye a dénoncé, vendredi 29 novembre, les concentrations de forces égyptiennes à la frontière entre les deux pays et a accusé le Caire de préparer une attaque. « Le régime égyptien prépare ses forces massées le long de la frontière libyenne en vue de lancer une attaque contre le peuple libyen », indique notamment l'agence officielle libyenne Jana. Au Caire, une source proche du ministère égyptien des affaires étrangères a qualifié les informations de Jana de « pure propagande » et a ajouté : « La Libye tente de provoquer l'Égypte, mais l'Égypte n'attaquera pas la première. »

Cependant, les concentrations de forces égyptiennes se poursuivent. Deux nouvelles divisions blindées ont été dépêchées à la frontière, rapporte notre correspondant au Caire Alexandre Bueclanti, citant des sources bien informées. Ces renforts portent à plus de cent mille hommes et à quatre divisions blindées les effectifs égyptiens déployés dans cette région, où la tension n'a cessé de monter depuis que l'Égypte a mis en cause la Libye dans l'affaire du détournement de Malte.

Le rédacteur en chef du quotidien officieux *Al-Ahram*, M. Ibrahim Naftei, considéré comme un des proches du chef de l'Etat, écrit que le président Moubarak lui a assuré que « l'Égypte avait la possibilité de frapper le terrorisme dans son autre », mais n'entendait cependant pas « punir un peuple pour les crimes d'un régime irresponsable ».

Même si le président Moubarak, estime-t-on au Caire, ne cherche pas une confrontation avec la Libye, la tension est telle que le moindre incident pourrait dégénérer.

Enfin, deux bateaux soviétiques sont en train de décharger des armements ultra-modernes en Libye, et notamment des nouveaux missiles sol-air à longue portée SA-5, a rapporté, vendredi 29 novembre, la chaîne de télévision américaine ABC. Ces armements, au nombre desquels figurent également des radars et des véhicules pour transporter le matériel, seraient livrés dans le port libyen de Misratah, a ajouté la chaîne, citant des sources appartenant aux services de renseignement américains.

Les immigrés au cercle militaire

C'était fête, spontanée et sans chichi, vendredi soir à la réception offerte au cercle militaire par le roi à ses « sujets bien aimés » établis en France. La petite statue équestre du maréchal Foch a failli être emportée par la vague humaine au moment où quelque deux mille immigrés essayaient d'accéder aux balcons, d'où l'on pouvait assister à l'arrivée du souverain et du président Mitterrand.

A défaut de les voir en chair et en os, on les a beaucoup acclamés pendant leurs allocutions retransmises en vidéo dans les différents salons bordés autour de la scène du palais du boulot. Le porte-parole de l'immigration marocaine commença par remercier « deux des plus illustres chefs d'Etat du monde pour tout ce qui a été entrepris en notre faveur ». A l'issue de ces allocutions, c'est l'arrivée du peuple français que nous recherchons. Il l'a trouvée « sur les chaises » (de montage) et aussi dans certaines maisons ouvertes par les compagnons de travail. Les propos du chef de l'Etat français à l'occasion de la visite royale lui ont mis « du baume au cœur », assure-t-il, avant de conclure par un vigoureux « Vive la France ! vive la France ! ».

D'autres vivats ponctuant l'allocution du roi, qui, en djellaba, s'exprime tour à tour en arabe et en français. « Les Français vont se trouver ennuyés par la démagogie électorale », dit-il, mais les Marocains doivent « faire confiance en leur sagesse ». Après ses entretiens, le roi « sait quels sont les sentiments de celui entre les mains de qui Dieu a voulu remettre la France ».

Ces sentiments, M. Mitterrand les exprime lui-même : « Vous apportez la qualité de votre travail et les richesses de vos coutumes et de vos traditions. Vous êtes les bienvenus. » « Les lois de la République » protégeront tous ceux qui les respectent et leur font confiance. « Faisant le bilan de ses conversations avec son hôte, il indique qu'il est longuement paré des problèmes que pose au Maroc, exportateur de légumes et de fruits, l'éclaircissement de la Communauté économique européenne. « Lundi prochain à Luxembourg, je serai l'avocat de vos justes intérêts », promet-il.

Avant lui, un ancien du Groupe des 75 — ces Français qui protestèrent contre la déposition de Mohammed V en 1953 — avait rendu un vibrant hommage à la

famille royale et stigmatisé « l'entreprise de démantèlement du Maroc » par des gens « oublieux » des sacrifices du Maroc au moment des luttes pour l'indépendance dans la région, allusion au Sahara occidental et à l'Algérie.

Quand les allocutions sont terminées, les conversations reprennent avec la cérémonie du thé, servi sur des plateaux à même les parquets. Elles sont souvent couvertes par le bande sonore d'un film sur grand écran exaltant la « marche verte » et retraçant une visite du roi dans les « provinces sahariennes ».

Aux trois étages de la vénérable maison de la place Saint-Augustin, les cris fusent régulièrement : « Hassan est notre roi et le Sahara notre Sahara. » La fête de l'immigration se transformait par moments en meeting sur les territoires contestés du Sud, et, en présence de M. Mitterrand, ce n'était certainement pas fortuit. Prudemment, celui-ci s'est contenté de déclarer que pour assurer la paix au Maghreb, « le meilleur moyen est de faire prévaloir le droit, le droit d'un peuple et le droit international ».

JEAN DE LA GUÉRNÈRE.

Washington se dit « consterné » par l'absence de coopération d'Israël dans l'affaire d'espionnage aux Etats-Unis

Les Etats-Unis ont vivement critiqué Israël, vendredi 29 novembre, se déclarant « consternés » par le fait que ce pays n'ait pas tenu ses promesses de coopérer pleinement avec eux dans l'affaire Jonathan Pollard, un Américain accusé par Washington d'espionnage au profit de l'Etat hébreu.

Cette déclaration traduit l'irritation croissante qui se manifeste aux Etats-Unis depuis l'arrestation, le 21 novembre, devant l'ambassade d'Israël à Washington, de Pollard, un analyste de la marine américaine. En raison des atermoiements de Jérusalem, cette affaire, noté-on à Washington, est en train de devenir un véritable scandale entre les deux pays, provoquant ce qui est considéré dans la capitale fédérale comme la plus sérieuse tension depuis la guerre du Liban.

Le porte-parole du département d'Etat, M. Redman, a précisé qu'Israël avait informé Washington mercredi, sans autres explications, que deux diplomates israéliens avaient quitté les Etats-Unis, le 22 novembre, à la suite de l'arrestation de Pollard. « Nous n'avons eu aucune explication au sujet de ces départs. Nous n'en avons pas été informés [au préalable] », a affirmé le porte-parole, qui a ajouté : « Le gouvernement israélien nous avait assuré de sa volonté de coopérer. Cependant, il n'a pas encore fourni la coopération pleine et totale que nous avions demandée : Nous sommes consternés. »

Le président Reagan a été informé de cette affaire le 21 novembre et il a immédiatement demandé au secrétaire d'Etat, M. George Shultz, d'ouvrir une enquête.

Selon le *New York Times*, les deux diplomates israéliens rentrés discrètement à Jérusalem, MM. Yossif Yagour et Ilan Ravid, auraient été en contact avec Pollard dans le cadre des activités d'une mystérieuse officine antiterroriste israélienne, du nom de Lekem. Pollard aurait fourni à ses interlocuteurs des preuves que les Etats-Unis avaient infiltré l'armée israélienne. Les officiels à Jérusalem se sont abstenus de commenter ces informations. Selon la chaîne de télévision américaine ABC, Jonathan Pollard aurait même rencontré M. Shimon Pérès, ou ses collaborateurs, le mois dernier lors de la visite du premier ministre israélien à Washington. Le FBI a ouvert une enquête à ce sujet.

Le gouvernement de M. Pérès, qui semblait vouloir admettre jeudi que des policiers américains puissent venir interroger, en Israël, les deux diplomates incriminés, pourrait même finalement accepter, si l'on en croit une dépêche de l'agence AP en provenance de Jérusalem, que MM. Yagour et Ravid retourneraient aux Etats-Unis, pour y répondre aux questions des autorités américaines, à condition toutefois de conserver leur statut diplomatique.

Tension entre Washington et Accra

Dans le cadre d'une autre affaire d'espionnage, le gouvernement américain a annoncé, vendredi, qu'il avait décidé d'expulser quatre diplomates ghanéens par mesure de rétorsion contre l'expulsion par le Ghana de quatre fonctionnaires de l'ambassade des Etats-Unis à Accra. Les

quatre Américains sont accusés par le gouvernement ghanéen d'être des agents de la CIA et d'avoir eu, dans le pays, des agissements « totalement inacceptables et contraires » à de bonnes relations. Les noms des Ghanéens n'ont pas été communiqués. Ils ont quarante-huit heures pour quitter les Etats-Unis.

Cet épisode est un nouveau rebondissement d'une affaire dans laquelle était impliqué M. Michael Soussooudis, cousin du chef de l'Etat ghanéen, le capitaine Rawlings (le *Monde* du 27 novembre). — (AFP, AP, UPI.)

A travers le monde

Sri-Lanka

● Vingt-quatre militants tamouls tués par l'armée. — Vingt-quatre militants séparatistes tamouls ont été tués mercredi 27 novembre par les forces de sécurité sri-lankaises lors d'une opération lancée à l'est du Sri-Lanka contre des maquisards soupçonnés d'avoir enlevé les responsables militaires. De source tamoule, on affirme que les forces armées sri-lankaises ont tué trente-cinq civils tamouls lors de cette opération. D'autre part, sept tamouls qui se trouvaient à bord d'un bus ont été tués le même jour, dans l'est du pays par des hommes armés. — (AFP.)

Tunisie

● Nomination d'un nouveau chef de la mission de la Ligue arabe à Paris. — M. Hamadi Essid (Tunisie), ambassadeur délégué permanent de la Ligue arabe auprès de l'UNESCO, a été nommé chef de la mission de l'organisation panarabe à Paris. Cette nomination a été décidée par M. Chedli Klibi, secrétaire général de la Ligue, pour remplacer M. Mohamed Yazid (Algérie), qui a quitté ce poste en avril 1983. Les fonctions de chef de mission ont été depuis cette date assurées par deux intermédiaires.

[Agé de quarante-huit ans, M. Essid a fait des études supérieures en sciences politiques à l'université de l'Oregon (Etats-Unis). Depuis 1979, il a été représentant personnel du secrétaire général de la Ligue avec rang d'ambassadeur. M. Essid a été aussi chargé du suivi des affaires palestino-libanaises. Il s'était rendu en mission dans plusieurs pays d'Afrique, en Amérique latine et dans le monde arabe.]

AU JAPON

Un sursaut gauchiste

(Suite de la première page.)

Celui-ci n'a pas revendiqué l'action de vendredi. Mais c'est la plus importante organisation du mouvement gauchiste japonais du point de vue de la mobilisation des militants. La faction rivale, Kakumaru (marxiste révolutionnaire), issue, comme les Chukaku, d'une scission intervenue en 1962 au sein de la Ligue communiste révolutionnaire (elle-même issue de la Ligue trotskyste), a perdu du terrain, préférant à la « lutte de masse » la pénétration des syndicats. Comme le montrent les récentes manifestations à Narita, les Chukaku peuvent mobiliser entre trois mille et

cinq mille militants, dont une bonne partie sont des fonctionnaires municipaux. Le groupe Chukaku a également un réseau clandestin qui a été, vraisemblablement, le maître d'œuvre de l'opération de vendredi. Opposés au Parti communiste, les gauchistes japonais ont toujours cherché un enracinement social afin d'assumer, conformément à l'orthodoxie léniniste, leur rôle d'avant-garde révolutionnaire. Dans le mouvement de reflux qui a suivi les grandes manifestations étudiantes des années 60, les gauchistes nippons ont choisi deux modes d'action. Certains ont été tentés par la violence : ainsi commença l'équipée terroriste de l'Armée rouge dont les derniers militants ont, semble-t-il, rejoint les rangs des Palestiniens après avoir perpétré des attentats spectaculaires comme celui, meurtrier, de l'aéroport de Tel-Aviv. D'autres ont cherché à pénétrer le mouvement ouvrier et à soutenir des luttes ponctuelles comme celle des paysans de Narita (ce fut notamment le cas des Chukaku).

L'action de sabotage de vendredi a deux significations. D'une part, alors que la lutte de Narita tend à reprendre pour la seconde tranche des travaux de construction de l'aéroport (cette lutte a commencé il y a presque vingt ans), les Chukaku entendaient mener une action exemplaire démontrant à l'opinion publique, peut-être aussi à eux-mêmes, qu'ils existent et représentent une force.

Deuxièmement, en s'attaquant aux Chemins de fer nationaux, les Chukaku ont choisi une cible symbolique. D'abord, parce que le projet de privatisation des JNR provo-

que de vives résistances de la part des syndicats (le PC en particulier craignant qu'à la faveur de la privatisation, ses syndicats ne soient démantelés). Ensuite, parce qu'à l'intérieur des deux syndicats des JNR existe une centrale (celle des cheminots de Chiba : Chiba Doro) favorable aux Chukaku. Il y a sept ans, un groupe d'un millier de cheminots de la préfecture de Chiba (où se trouve Narita), partisans de la poursuite de la lutte contre l'aéroport, s'est opposé à la direction nationale du syndicat (qui siège d'anciens Kakumaru) et a fait scission. Chiba Doro avait organisé, jeudi, une grève de protestation contre la privatisation des JNR. Les Chukaku avaient, pour leur part, annoncé une action de soutien : ce fut l'opération de vendredi.

Ce sabotage a embarrassé les syndicats (même Chiba Doro), mais il a démontré la vulnérabilité d'un système hypersophistiqué et centralisé comme celui des JNR. L'opération a, en outre, confirmé le soutien dont les Chukaku bénéficient parmi les techniciens des JNR sans la collaboration de certains d'entre eux, ils n'auraient pas pu connaître l'emplacement des équipements à neutraliser.

Ayant mis sur le sensationnalisme qui prévaut désormais dans les médias japonais, les Chukaku ont incontestablement obtenu un succès publicitaire en bloquant pendant une matinée une partie du trafic d'une mégapole comme Tokyo. Mais, à entendre les réactions des usagers, cette opération ne semble pas avoir accru leur popularité.

PHILIPPE PONS.

صلى الله عليه وسلم

صلى الله عليه وسلم

Étranger

RFA

La descente aux enfers de Günter Wallraff

Le livre d'intitule *Ganz unten* (Tout en bas) et il circule tout en haut du palmarès des meilleurs ventes en RFA. En un mois et demi, il a atteint la vente record de 550 000 exemplaires (1). Son auteur, Günter Wallraff, quarante-trois ans, est un spécialiste des « coups », une sorte d'Arène Lupin du journalisme d'investigation, dont les tribulations ont déjà conduit le lecteur dans l'intimité du journal à grand tirage *Bild*. Il s'était alors fait embaucher comme rédacteur de base dans ce fleuron de la presse Springer et avait décrit de manière accablante comment on y manipulait l'information. Plus tard, il avait tenu un piège au général Spöck, le premier chef de la révolution portugaise de 1976, en se présentant comme un marchand d'armes prêt à lui fournir les équipements nécessaires pour lancer un putsch contre les officiers de gauche qui l'avaient suppléant.

Les nouvelles aventures de Günter Wallraff nous emmènent, cette fois-ci, dans un monde à la fois très proche et terriblement lointain, celui des travailleurs immigrés de RFA. Pour ce faire, il s'est transformé physiquement. Günter Wallraff est devenu un Ali Levant fort crédible. Ses yeux bleus ont été masqués par des lentilles de contact marron, ses rares cheveux blonds recouverts d'une perruque noire, et se livre supérieure s'est ornée de la quasi-totalité des « gestarbeter », ces « travailleurs-hôtes », comme on appelle d'un jargon euphémisme outre-Rhin les travailleurs immigrés. Pendant quelques mois, Wallraff s'est efforcé de parler le « turo-allemand », ce petit nègre qui sort de l'argot français entre les multiples nationalités qui partagent le bonheur de participer au développement économique de la RFA.

L'intellectuel de Cologne se déplace de quelques dizaines de kilomètres et va s'installer en pleine Ruhr, à Duisburg. L'aventure

commence par une petite annonce dans le journal local : « *Étranger robuste cherche à transporter quel travail, même dur et salissant, même mal payé. Faire offre sous le n° 358458.* » Pendant plus de deux ans, de mars 1983 à août 1985, Wallraff va s'appliquer, avec une constance toute germanique, à explorer systématiquement les horizons qui s'ouvrent devant ceux qui n'ont pour survivre que leurs bras et leur « tête de Turc ». Il sera tour à tour manœuvre dans le bâtiment, employé d'une entreprise de nettoyage industriel, cobaye pour l'essai de produits pharmaceutiques. Il terminera sa « carrière » par une importante promotion : chauffeur garde du corps du patron de la dernière entreprise à l'embaucher. Ce dernier, un certain M. Adler, parcourt le livre comme l'exemple antithèse du personnage que Günter Wallraff incarne. C'est le chevalier d'industrie, marchand d'esclaves des temps modernes, qui « loue » de la main-d'œuvre à des grandes sociétés, comme Thyssen. Ces « sous-entreprises » sont en effet pour les grands de l'industrie, bien utiles pour faire assurer des tâches d'entretien, salissantes et mal payées, par des travailleurs qui ne pourront pas ainsi prétendre au statut et à la protection sociale du personnel fixe de l'entreprise.

Comme un roman...

Malgré cette toile de fond misérabiliste, le livre de Wallraff se lit comme un roman policier. Il faut dire que l'auteur va très loin dans sa mise en lumière de la face cachée de la prospérité occidentale. Sa quête du baptême catholique, par exemple — il sonne à la porte d'une bonne dizaine de curés avant d'en trouver un (un prêtre émigré de Pologne) qui accepte de le faire entrer dans la communauté des fidèles, — a quelque chose de pathétique.

Le moineau de bravours consiste en une mise en scène

montée par Wallraff et quelques amis à lui. M. Adler, dant Wallraff-Ali est devenu le chauffeur, est contacté par de mystérieux personnages qui lui demandent, au nom de la direction d'une centrale nucléaire, de lui envoyer de toute urgence une équipe pour réparer une fuite de combustible. Il s'agit d'un travail extrêmement dangereux, puisque l'irradiation à laquelle vont être soumis les ouvriers est de nature à provoquer, à plus ou moins long terme, des maladies importantes, voire des cancers. Attiré par l'appât d'un gain important, Adler demande à son chauffeur de recruter des volontaires, si possible des immigrés en situation irrégulière, qu'il sera facile de faire expulser ensuite.

L'affaire se terminera devant la gare de Duisburg, où de faux policiers viendront interrompre le tragique. Au fil des pages, qui sentent la fumée soufrière des cheminées de la Ruhr, la bière éternelle des bistrotiers derrière l'usine, on découvre également quelques bons mots qui pimentent la lecture ordinaire de la classe ouvrière de RFA. Telle cette « bonne histoire » qu'un contremaitre raconte avec force éclats de rire à Wallraff-Ali : « Quelle est la différence entre les juifs et les Turcs ? Réponse : pour les juifs, la plus dure est passée ! »

Le livre perd beaucoup, c'est dommage, à être traduit en français. Mais cette traduction est nécessaire, ne serait-ce que pour donner à ceux dont c'est la tâche d'observer l'Allemagne une autre vision du pays que celle issue des salons d'ambassade.

LUC ROSENZWEIG.

(1) Günter Wallraff vient de verser 1 million de deutschemarks (3 millions de francs) prélevés sur ses droits d'auteur à une fondation qu'il a créée, Solidarität avec les étrangers.

★ GANZ UNTEN, Günter Wallraff, Kiepenhauer et Witsch, 19,80 DM (prix de 60 F).

LE CONSEIL EUROPÉEN DE LUXEMBOURG

L'Europe en quête d'union

(Suite de la première page.)

De conseil en conseil, ils avaient créé une certaine attente dans les milieux favorables à la construction européenne. S'ils ne parviennent pas à un accord à Luxembourg, ou même si cet accord se limite à quelques gadgets institutionnels, ils risquent fort d'accroître l'idée que la Communauté est décidément incapable de se donner un avenir politique.

Les réunions ministérielles qui ont précédé le sommet n'ont pas été très encourageantes. Une nouvelle réunion est organisée ce samedi et dimanche, pour tenter de rapprocher les points de vue avant que les chefs d'Etat et de gouvernement prennent la relève lundi matin (retenu par d'autres obligations, M. Mitterrand n'arrivera, lui, qu'à l'issue de cette première séance de travail, où la France sera représentée par M. Dumas et M. Lalumière).

Sur plusieurs points, et non des moindres, les analyses des uns et des autres demeurent, en effet, assez divergentes. Même le principe d'un « grand marché intérieur unique », dont la réalisation devrait devenir effective en 1992, recouvre des réalités qui ne sont pas identiques pour tous les Etats membres. Certains d'entre eux ne semblent guère disposés à renoncer aux obstacles et restrictions que leur législation oppose à ce que l'on appelle désormais les « quatre libertés de circulation » : celles qui concernent les personnes, les marchandises, les capitaux et les services, à l'intérieur de l'ensemble de la Communauté. C'est, en particulier, le cas des Anglais et des Allemands.

Il se retrouvent également pour s'opposer à une véritable coopération monétaire. Sir Geoffrey Howe, le secrétaire au Foreign Office, et M. Gerhard Stoltenberg, le ministre allemand des finances, sont plus que réticents. Ils limiteraient volontiers leurs ambitions, sur ce terrain, à un accroissement modéré du rôle de

l'ECU et au développement des mouvements de capitaux. Quant aux projets institutionnels, ils ne suscitent pas, eux non plus, un enthousiasme unanime. La dévolution de nouveaux pouvoirs au Parlement européen, à beaucoup plus la faveur des Italiens que des autres membres de la CEE ; même les Français et les Allemands, qui avaient naguère laissé quelques espérances à M. Spinelli, le président de la commission institutionnelle de l'Assemblée des Dix.

L'extension des pouvoirs de la Commission de Bruxelles est moins controversée entre les gouvernements, mais surtout en raison de leurs communes réticences. Quant à la création d'un secrétaire permanent chargé d'assurer le suivi de la Coopération politique européenne (CPE), autrement dit de tout ce qui tend à harmoniser, voire à unifier dans une certaine mesure, la politique étrangère des Dix devenus Douze, elle ne se heurte à aucun refus de principe, mais elle n'est pas vue de la même façon par tout le monde.

Pour certains, en particulier les Britanniques, les Danois, les Grecs, voire les Irlandais, il ne doit pas s'agir d'une nouvelle structure importante, mais d'une petite équipe réduite et purement administrative. Pour d'autres, dont la France, la nomination d'un « grand » secrétaire permanent permettrait de concrétiser l'existence de cette CPE, symbole de l'existence d'une unité diplomatique des Douze. Et l'on pourrait multiplier les exemples de di-

vergences, en particulier sur la réforme du processus de prise de décision entre Etats membres, question à propos de laquelle ressort inévitablement le débat sur l'abandon de l'unanimité (et non de la règle, comme on le dit à tort) du vote à l'unanimité.

Faut-il, dans ce contexte, s'attendre — comme on le redoute un peu du côté britannique — à une initiative franco-allemande, à un « coup » susceptible de provoquer un sursaut ? M. Dumas s'est rendu jeudi après-midi à Bonn, et s'y est entretenu avec M. Genscher durant plusieurs heures. Mais le ministre des affaires étrangères ouest-allemand, ayant eu, en outre, une longue conversation avec le gouvernement fédéral, il s'en faut de beaucoup sur le chapitre communautaire. Et le souvenir du faux pas de Milan, où MM. Kohl et Mitterrand avaient lancé spectaculairement un projet de traité sur l'union européenne précipitamment ramené aux dimensions d'un « simple document de travail » devant la grise mine de leurs partenaires et de M. Delors, peut inciter Paris et Bonn à une certaine circonspection.

Da moins les Douze se réunissent-ils à Luxembourg avec une volonté assez générale d'avancer quand même. On sent d'expérience que la préparation d'un sommet comporte toujours une part de « gestulation ». Et que les proclamations préalables, si éphémères soient-elles parfois, ne signifient pas nécessairement que la réunion proprement dite va déboucher sur une impasse.

BERNARD BRIGOLEUX.

REPÈRES

URSS

Un nouveau chef au département général du comité central

Moscou. — La Pravda du vendredi 29 novembre cite M. Anetoli I. Loukianov dans les fonctions de chef du département du comité central du PC soviétique. M. Loukianov succède à ce poste à M. Klovit Bogdanov, âgé de soixante-deux ans et qui avait été nommé au mois de juillet 1983. Le département général du comité central constitue une sorte d'administration interne de cet organisme. Il avait été dirigé de 1965 à 1983 par le prédécesseur immédiat de M. Gorbachev à la tête du PC soviétique, Constantin Tchemenko. Député au Soviet suprême de la République socialiste fédérative soviétique russe (RSFSR) pour une circonscription de la région de Rostov, M. Loukianov, cinquante-cinq ans, avait été nommé premier adjoint du chef du département général pendant l'été 1983. — (AFP.)

ÉTATS-UNIS

Prochaine démission du conseiller scientifique de M. Reagan

Le conseiller scientifique du président Reagan, M. George Keyworth, l'un des principaux avocats de l'initiative de défense stratégique (IDS ou « guerre des étoiles »), quittera son poste le 31 décembre pour passer au secteur privé, à annoncé, vendredi 29 novembre, M. Bruce Abell, directeur adjoint pour les affaires publiques du bureau scientifique de la Maison Blanche. M. Keyworth, qui a travaillé pendant quatre ans et demi avec le président, va fonder une entreprise avec M. Herbert Meyer, vice-président du conseil national des renseignements de la CIA, qui démissionnera également. Selon M. Abell, leur firme s'occupera de renseignements stratégiques pour les entreprises et aidera ces dernières à analyser les informations sur les conséquences des technologies de l'avenir. — (AFP.)

PARAGUAY

Scandale financier

Asunción. — La justice paraguayenne s'est entamée, vendredi 29 novembre, des poursuites contre le président de la Banque centrale, M. Cesar Romeo Acosta, impliqué dans un scandale financier, une affaire d'évasion de devises et d'écroulement bancaire pour laquelle sont actuellement poursuivies une cinquantaine de personnes. Plusieurs fonctionnaires de la Banque centrale récemment destituée ont directement accusé M. Acosta d'être responsable de la gigantesque évasion de devises qui se chiffre officiellement à 34 millions de dollars, mais pourrait atteindre 1 milliard de dollars. Les directeurs de dix-huit sociétés fantômes sont mêlés à l'affaire. Treize personnes ont été arrêtées, les autres étant en fuite. Cette fraude s'effectuait par le biais de fausses opérations de commerce extérieur pour bénéficier de dollars bon marché (trois fois moins cher que sur le marché parallèle). — (AFP.)

PHILIPPINES

Mesures de représailles contre l'Australie

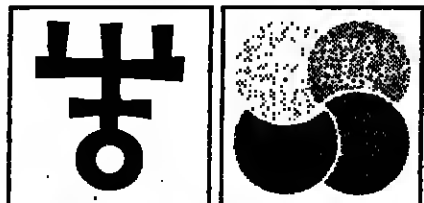
Manille. — Répliquant à des propos officiels australiens jugés « insultants » pour le président Marcos, le gouvernement philippin a décidé, vendredi 29 novembre, d'interdire à l'aviation militaire de Canberra d'accéder à une base militaire américaine installée sur son territoire. Les pilotes de l'armée de l'air australienne, de même que les autres alliés des Etats-Unis dans la région, ont normalement accès à Clark, l'une des deux grandes bases stratégiques mises à la disposition des forces américaines par Manille. Devant son Parlement, M. Bill Hayden, chef de la diplomatie australienne, a récemment déclaré que les progrès de la guerre communiste aux Philippines étaient liés aux « abus » et aux « injustices » du régime Marcos. — (AFP.)

L'Inde en mouvement

UN PANORAMA DE L'INDE - L'ANCIENNE ET LA NOUVELLE

EXPOSITION COMMERCIALE DE L'INDE

Du 6 au 15 décembre 1985



Parc des Expositions
Paris - Porte de Versailles - Hall N° 7

PROFIL DES EXPOSANTS

- Entreprises industrielles de pointe des secteurs public et privé
- Présentation de la région la plus industrialisée de l'Inde - l'Etat de MAHARASHTRA en tant qu'invité
- Activités
- Réalisations industrielles : après le témoignage culturel de l'Inde à travers l'actuel « Festival de l'Inde », voici celui de ses capacités industrielles et commerciales
- Opportunités commerciales avec la France, le Communauté Economique Européenne et les pays francophones
- Ouverture de nouvelles perspectives de coopération et d'investissements industriels d'intérêt commun
- Étroite collaboration dans divers pays

TEMPS FORTS

- Séminaires sur des thèmes d'actualité - coopération industrielle indo-française et projets clés en main dans d'autres pays
- Présentations de mode textile et dégustations de plats exotiques
- Section de vente exclusive de produits typiques de l'artisanat indien

Heures d'ouverture :

Visiteurs professionnels : 10 h à 13 h

Grand public : 14 h à 18 h

Entrée : 5 F

Directeur : Indian Trade Exhibition

Organisateurs : Trade Fair Authority of India, Pragati Maidan

New Delhi-110 001 (INDIA) - Tél. : 331-7529, 331-5245

Tlx : 031-61022, 031-61311 - Cable : COMEXH

ÉGYPTE

Pèlerin-touriste au Sinaï

Un massacre de touristes israéliens par un soldat égyptien « fou » a récemment rappelé que l'accès au Sinaï n'était pas encore sans risques. Mais la péninsule — accueillant peu de touristes — leur réserve un monastère-treasure.

Correspondance

Sainte-Catherine. — Longtemps, le mont Sinaï a été le bout du monde. Or voici que le monde se rapproche de lui. Déjà, Israël avait goudronné une route jusqu'à Sainte-Catherine — et les touristes venant d'États peuvent toujours l'utiliser sous un régime de formalités simplifiées, en vertu des accords de Camp David. A son tour, l'Égypte a bitumé la voie d'accès par l'ouest. Un petit aéroport fonctionne à 10 kilomètres de l'abbaye. N'importe qui peut désormais poser ses pas dans les empreintes de Moïse. Comment ce monastère, l'un des plus anciens, l'un des plus célèbres de la chrétienté, va-t-il résister à notre époque ?

Venant en voiture de la capitale égyptienne, le visiteur franchit d'abord le canal de Suez par un tunnel flambant neuf. Le canal lui-même, des berges surélevées l'empêchent de le voir. Il n'apercevra que des bateaux qui paraissent naviguer dans le sable.

L'immense gîteau feuilleté du Sinaï s'affaisse dans la mer Rouge. Des posers d'oléoducs nous arrêtent pour un peu d'eau à boire. Sauterelles noires sur la mer : ce sont des plates-formes à pétrole, HLM plantées dans le sable. Chameaux broutant le long d'une conduite. Contrôles d'identité. Torcheurs. La route s'enfonce dans la montagne, des mottes de beurre se profilent devant les falaises violettes. Quelques acacias, comme dans la brousse africaine.

Est-ce l'osses des Souris, ou celle du Pharaon ? En arabe, les deux noms sonnent de même. C'est ancien évêché se trouve aujourd'hui réduit à un village, dans une longue palmeraie. Des moniales grecques y vivent sous la garde d'un vieux bédouin au visage couleur de cigare.

La route monte encore. Fortes-resses volcaniques, piliers d'orgueil et de justice. Depuis Le Caire, le compteur a marqué 400 kilomètres. Des cyprès faillissent d'une étroite vallée : Sainte-Catherine.

Pour votre gîte, vous n'aurez que l'embarras du choix. Les Israéliens ont laissé un petit hôtel

à l'aéroport. Un autre a surgi de la rocaïlle, là même où Sadate voulait édifier un sanctuaire des trois religions abrahamiques. Il y a aussi un dortoir, au pied du couvent. Mais si vous jouissez de hautes protections, vous pourrez être hébergé *intra muros*. N'ayez crainte, on ne vous hissera pas, comme naguère, au moyen d'un treuil, bien que l'engin soit en parfait état de marche. Vous entrez en vous baissant, par une porte en cibanne. Des bédouins vous conduisent à votre cellule. Vous tournez le robinet ; merveille, il y a même de l'eau chaude !

Une profusion de vie

Vu des terrasses, le couvent se révèle disparate. Des galeries de bois à la mode balkanique surplombent un dédale de constructions en pisé, badigeonnées de chaux. La grande église édifiée sous Justinien est couverte de tôle ondulée, et flanquée d'un clocher roman du XIX^e siècle. Un bâtiment de 1950 déploie des arcades Renaissance. Le tout tassé dans un quadrilatère d'épais remparts, qui furent réparés sur ordre de Kléber. Mais peu importe ; ce qui compte, c'est la profusion de la vie au cœur du désert.

13 h 35 : le soleil disparaît derrière la montagne, vous enflez un épais linge. Le couvent se trouve à 1 500 mètres d'altitude. Les ouïts d'hiver, il y gèle.

Jadis, Sainte-Catherine comptait jusqu'à cent moines, y compris les anachorètes du voisinage. De nos jours, l'effectif est tombé à quinze, voire à dix, car il y a toujours quelques religieux dehors, en ville ou à l'hôpital. Certains de ces moines sont des novices dont le visage exprime l'ardeur ; mais souvent, me dit-on, les néophytes abandonnent. Un cénobite roumain de passage a fait des études à Brive-la-Gaillarde. Un autre religieux, plus âgé, vit de préférence dans une caverne des alentours.

Furieusement grec

L'archevêque-abbé partage son temps entre le monastère et son prieuré du Caire. Elu à la tête de Sainte-Catherine voilà une dizaine d'années, Mgr Damianos jouit d'une situation sans équivalent dans l'Eglise orthodoxe : il ne dépend d'aucun patriarche. Il porte d'ailleurs le glorieux titre de despote. Mais, ce dehors des offices, nul oserait ne le distinguer de ses frères. C'est un moine ordinaire, tout en noir, à la barbe grise poivre et sel, et dont le seul trait particulier est de parler français.

Sans doute l'abbaye pourrait-elle retrouver un effectif plus en rapport avec son prestige si elle recrutait parmi les nombreux orthodoxes de langue arabe qui vivent dans les pays du Levant. Autrefois, d'ailleurs, sa population était en partie éthiopienne. Au siècle dernier, les chroniqueurs signalaient encore la présence de plusieurs slaves et d'un Arabe de Damas. Mais aujourd'hui, que voulez-vous, on est grec, furieusement grec.

Ce qui n'empêche pas de cultiver une certaine tradition œcuménique. Les croisés venaient ici



faire leurs dévotions ; ils ont laissé leurs blasons. Si je suis admis moi-même, c'est sur la recommandation d'une aimable dame copte. Mieux encore : l'enceinte contient des mosquées, sans doute bâties à des fins vexatoires par un sultan mamelouk, et acceptée aujourd'hui de bon cœur. Elle ne sert plus guère, mais Sadate vint y prier, et on l'entretient avec soin.

Depuis fort longtemps, du reste, les moines vivent en société avec leurs vassaux bédouins — à l'heure actuelle, une douzaine d'hommes de peine et de gardiens, dont les familles logent au village voisin. Ils sont musulmans. Un abbé de jadis voulait les baptiser. « Des oncles comme les bédouins », répondit gracieusement le vicéroi Méhémet-Ali, ne rapportez rien au Christ. Mieux vaut ne pas créer de difficultés au gouvernement.

A 4 heures, sonnent les matines : une entreprise mystique et quelque peu magique de conjuration des ténèbres, qui se déroule au moins jusqu'à 7 heures. Puis après une pause où chacun vogue à ses occupations, les moines se terrent : le couvent est livré aux barbares. Européens, Égyptiens de tout poil... Aujourd'hui, ce sont surtout des soldats fidjiens de l'ONU — robustes gaillards en treillis qui s'interpellent et se photographient joyeusement d'un bout du monastère à l'autre. Et cela se renouvelle cinq jours par semaine. Rude assaut, en vérité. Mais la vocation des monastères.

Quant aux quelques invités du couvent, ils se débrouillent avec les provisions apportées de la ville — que les moines agrémentent d'un bol de soupe ou d'un concombre. L'une de ces personnes est une dentiste d'Athènes, habituée des lieux. Siôt annoncée, moines et bédouins se disputent ses services ; elle dispose d'ailleurs d'un cabinet sommairement installé.

Le couvent sommeille pendant que les chats, ces grands oubliés de l'Evangile, jouent avec le linge qui sèche. Vêpres. Repas du soir. Le générateur électrique s'est mis en marche, nous aurons du courant jusqu'à 10 heures. Et comme je m'assonne de cette intrusion du progrès : « C'est bien commode, me répond-on. Du reste, la lampe à pétrole n'est-elle pas artistique, elle aussi ? »

Parmi les trésors de Sainte-Catherine, le buisson ardent mérite d'être mentionné le premier, car c'est sur son emplacement qu'a été bâti le monastère. Mais il a cessé de brûler. Il est bien vert aujourd'hui, et d'une espèce que je ne saurais définir. On a recouvert ses racines d'une chapelle si sacrée qu'il faut se déchausser sur le seuil.

La main de Mahomet

La bibliothèque passe pour la plus riche du monde en vieux manuscrits après celle du Vatican. Elle possède la plus ancienne Bible en langue syriaque, et une Bible palimpseste, recouverte de quatre écritures successives. La perle des perles, hélas ! la plus vieille Bible en grec, le *Codex Sinaiticus*, a été subtilisée en 1859 par un nommé Tischendorf, érudit allemand au service du tsar. Il avait promis de la rendre ; un reçu affiché dans le monastère en fait foi. Ce coquin préféra la garder, en assurant que sans son intervention le précieux texte aurait probablement servi, comme d'autres, à couvrir des pots de cornichons. Mauvaise raison : dix ans plus tôt, un autre voyageur avait déjà signalé l'importance du manuscrit (1).

Mais de toute façon, les moines ne pouvaient pas grand-chose contre l'empereur de Russie, qui était aussi leur bienfaiteur. Le *Sinaiticus* demeura donc à Saint-Petersbourg jusqu'en 1933, date à laquelle Staline le vendit au British Museum pour se faire des dévotion.

Alors, on se consolera en lisant une déclaration d'amitié de Mahomet, peut-être fabriquée par les moines pour s'éviter des ennuis avec les califes, et signée du dessin d'une main, puisque le Pro-

phète ne savait pas écrire. Ou encore un édit de protection de Bonaparte, « voulant favoriser le couvent du Mont-Sinaï pour qu'il transmette aux âges futurs la tradition de notre conquête, et par respect pour la nation juive dont la cosmogonie nous retrace les âges les plus reculés ». Curieux préambule !

Des randonneurs dans la mosquée

Protégé par son isolement, le monastère est passé sans dommage à travers la querelle des images. Il a donc conservé des icônes datant des premiers temps de Byzance. Les plus belles remontent toutefois au XVII^e siècle. J'en décrirai une seule, inspirée de l'œuvre de Jean Chrysostome, qui fut moine en ces lieux : presqu'une image sur fond d'or, l'humanité gravité l'échelle de la perfection : beaucoup trébuchaient en route, et tombent dans les bras trop accueillants des démons.

Que sont devenus, en revanche, les portraits de Louis XIV et de Louis XV offerts par ces monarques ? Mais j'ai mieux à faire. Enveloppé dans son voile, un guide bédouin me conduit de nuit vers le mont Moïse. Sous la pleine lune, le massif se découpe comme une estampe. Si le cœur vous en dit, vous pouvez grimper par le chemin des Trois-Mille-Marches. Nous avons choisi un itinéraire plus élémentaire. Deux heures suffisent, sans autre difficulté que le vent qui donne l'onglée.

Au sommet, sous le ciel pâlisant, une petite église close, et une mosquée où des randonneurs suisses ont passé la nuit sans vergogne. Le soleil se lève au-dessus du golfe d'Akaba, se déverse en une grande boule rose et or. Chaque montagne lève le front pour recevoir sa grâce. Nous pensions être les plus hauts, mais une cime nous dépasse encore : le djebel Katrine, où le corps de sainte Catherine fut porté par les anges après son martyre. Tout un monde en convulsion nous récite les commandements de l'Écriture : « Tu te tiendras debout sur le rocher. Et quand passera ma gloire, je te mettrai dans le creux du rocher et je te couvrirai de ma main » (Exode, 33, 21). Théophanie de pierre, paysage de colère divine, dont la lumière qui monte dégage lentement une nouvelle sérénité.

NICOLAS SAUDRAY.

(1) Ce détail, et quelques autres, sont extraits du livre d'Oleg Volkoff, *Voyageurs russes en Égypte*, Institut français d'archéologie orientale, Le Caire, 1972.

UNE SEMAINE A BORD DE L'« ACHILLE-LAURO »

Quand le souvenir est de la croisière...

Le commandant et les marins de l'Achille-Lauro ont déjà beaucoup parlé. Parfois à tort et à travers. Mais on s'embarquant pour des vacances à bord du paquebot qui fut tragique, on apprend tout de même certaines choses...

Correspondance

A bord de l'Achille-Lauro. Soirée de variétés au cours de cette vingtième et dernière croisière méditerranéenne de la saison, la seconde après le détournement du bateau. « J'espère qu'il n'y pas de terroristes dans la salle », glisse Miguel en souriant. Derrière la bouillade, on le sent teodu. Il vient de chanter quelques chansons juives : les mêmes qui, peu de semaines auparavant, lui avaient valu d'être repéré par les pirates. Il soupire : « Dire que j'ai failli mourir pour une mélodie... »

Le spectacle se déroule au salon dit « des tapisseries » qui, jadis, s'enorgueillissait de ses gobelins. C'est là que les otages ont été entassés pendant une cinquantaine d'heures. Au centre, l'estrade circulaire de l'orchestre

qui, au début du détournement, tint lieu de toilettes publiques.

On imagine la scène, tandis que les terroristes menaçaient de « tout faire sauter ». « Toutôt ils brandissaient leurs mitraillettes en hurlant, toutôt ils se montraient amicaux », raconte un barman napolitain qui soutient n'avoir jamais eu peur. « Ils n'arrêtaient pas de parler de leur mère, de leur père, de leur cousin mort », dit Gerardo de Rosa, commandant du navire. Plus ils parlaient, plus ils se sentaient forts. Celui qui me tenait en joue était très jeune et très nerveux. Sa main tremblait en permanence.

« Je devais peser chacun de mes mots, faire preuve d'une infinie psychologie pour qu'il ne s'énervait pas trop. Et il s'énervait d'un rien ! » D'après de nombreux récits de témoins, les pirates ont eu certains gestes amicaux. « Ils nous ont jeté en pâture des cigarettes qu'ils avaient payées ». Néanmoins, Anglais et Américains ont été contraints de monter sur la plate-forme située au-dessus du salon des tapisseries, puis, dans une mise en scène fracassante, les pirates l'ont entourée de bidons d'essence et d'explosifs. Le calvaire des passagers sur ce bûcher

prêt à servir a duré près de cinq heures. Il semble que trois des membres du commando étaient déterminés à y mettre le feu et que le quatrième s'y est opposé. Mais il n'a pu empêcher le meurtre de Léon Klinghoffer. Son infirmité lui interdisait l'accès à la plate-forme où étaient rassemblés les Anglo-Saxons.

« Ne vous inquiétez pas ! »

Persone ne nous dit que le malheureux ait montré son hostilité aux pirates. En outre, équipage et commandant jugent très improbable — contrairement à des témoignages sans doute dictés par des fantasmes — que quelqu'un ait pu assister au meurtre de l'Américain. Aussitôt après, l'un des pirates, très menaçant, a ordonné à un jeune serveur portugais de jeter le corps par-dessus bord. Celui-ci étant trop lourd, un des coiffeurs du paquebot, qui sortait des toilettes où les otages avaient été finalement autorisés à se rendre, a été réquisitionné pour l'aider. Les deux hommes ont été ensuite sommés de changer leurs vêtements ensanglantés et surtout de se taire.

L'épouse de Léon Klinghoffer « errait comme une folle », me dit-on, à la recherche de son mari.

Un des pirates l'aurait alors embrassée sur le front en lui disant : « Il est à l'hôpital, ne vous inquiétez pas ».

Le coiffeur n'est pas de cette vingtème croisière. Il est malade, torturé de cauchemars. Le jeune Portugais lui, est à bord. Livide. Dans ses yeux, toute la terreur du monde. Terreur rétrospective, mais aussi crainte de ce qui pourrait lui arriver, notamment s'il parle trop. Autour de lui, on insiste un peu lourdement sur la « puissance internationale des Palestiniens ». Son regard semble nous dire : « Cessez donc de remuer le couteau dans la plaie... »

Le commandant de Rosa paraît las d'évoquer cette affaire. Et puis « une instruction est en cours ». Le détournement s'est-il modifié son travail ? « C'est plutôt moi qui ai changé », répond-il d'une voix calme. « Je me méfie moins aux passagers. Je deviens timide. Je sens qu'on me regarde comme quelqu'un d'important. Cela me pèse ». Garçons de cabine, serveurs, hôtes, etc., sont régulièrement interrogés sur le drame. Certains des curieux éprouvent cependant une excitation.

Pour son commandant, l'Achille-Lauro est désormais le

bateau le plus sûr du monde. Il faut reconnaître qu'à Gênes l'embarquement a été spectaculaire. Passeports cent fois contrôlés, bagages fouillés et passagers scrutés à grand renfort de soldats en armes. Mais, dès le lendemain, à Naples, première escale, au milieu des embrassades, des grands gestes et d'un joyeux désordre, il était possible de monter à bord sans montrer patte blanche. Le bateau était cbez lui puisque Achille Lauro fut maire de la ville et président du club de football.

Des marins éméchés

A bord, une kyrielle d'agents de sécurité veillent. Certains sont aisément repérables. On chuchote que « ce sont des Israéliens se faisant passer pour des Argentins ». Un homme est, de toute évidence, le chef des services de sécurité du navire. Il est seul à soutenir le contraire. A l'entendre, il ne s'occupe que de « relations publiques ».

L'équipage, qui fit « tourner » le bateau pendant la tragédie, mérite un hommage. Mais, pour expliquer certains premiers récits surprenants — notamment sur l'assassinat de l'Américain, — on murmure que certains marins trop

prolixes après le drame et voulant visiblement jouer les héros... étaient éméchés. Ils se seraient un peu trop remonté le moral en allant chercher au bar cigarettes et boissons pour les otages.

En plein drame, un passager s'est plaint de sa cabine et a exprimé... le désir d'en changer. Un autre, alors que tout était fini, clamait à la cantonade qu'il avait « couché avec un des terroristes » et que des Anglais « avaient été violés sur la plate-forme ». D'autre part, on a découvert un coffre à valeurs dévalisé. Il ne semble pas que ce soit le fait des membres du commando.

Le commandant de Rosa évoque son accablée avec les pirates au moment de leur départ du bateau. « Comme dit le proverbe, on fait un pont d'or à l'ennemi qui s'en va. Je n'aurais tout de même pas prendre le risque de les froisser au dernier moment en refusant de les embrasser. Pour moi, ce geste voulait sans doute dire : merci de partir, et pour eux ; merci de nous avoir permis d'éviter le pire... »

Le pire a été évité. Mais la chaise roulante de Léon Klinghoffer n'a pas fini de hanter les lieux.

JACQUES TIANO.

صلى الله عليه وسلم

France

Le lancement de la campagne du PS

MM. Laurent Fabius, premier ministre, et Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, ont ouvert la campagne électorale socialiste par un meeting qui a réuni environ 3 000 personnes sous un chapiteau dressé, le vendredi soir 29 novembre, sur l'aéroport de Paris.

L'Internationale, définitivement attestée, semble-t-il, par la limite d'âge, a été remplacée par la Marseillaise et l'hymne de PS, qui a ouvert et clôturé la réunion, tandis qu'une gigantesque rose apparaissait sur le podium,

derrière MM. Fabius et Jospin, « au cœur à l'ouvrage », comme ils l'ont dit eux-mêmes. M. Rocard, lui, était absent.

Tout au long de la soirée, le chef du gouvernement et le chef du PS ont multiplié les signes de fraternité et d'amitié, M. Fabius allant jusqu'à embrasser M. Jospin quand le premier secrétaire du PS lui a succédé à la tribune.

Bien que cette manière de voir les choses agace prodigieusement M. Jospin — il l'a redit

vendredi — il semble que M. Fabius, qui a fait le discours le mieux adapté aux circonstances, l'ait emporté aux points, alors que M. Jospin, chaleureusement applaudi lui aussi, s'en est plutôt tenu à un style pédagogique qui convient mieux aux réunions internes au PS.

Comme au congrès de Toulouse, le premier ministre a réussi à faire vibrer une salle — au premier rang de laquelle se déployait une brochette de ministres et de personnalités socialistes — prompte à s'enflammer.

M. Fabius : continuer à construire ou rebrousser chemin

M. Laurent Fabius, premier intervenant, invite d'abord les socialistes à reconnaître « avec honnêteté [qu'ils ne sont] pas favoris » seize semaines avant les élections de mars 1986. Mais, ajoute-t-il, « les seuls combats qu'on ne peut remporter sont ceux qu'on renonce à livrer ». Pendant la campagne, le message qu'il lancera aux Français « en conservant le rôle et le ton qui doivent être ceux du chef du gouvernement » et avec son tempérament et ses mots propres, sera : « Nous avons assaini le passé, nous sommes en train de construire pour les vingt années qui viennent. Avec nous, la nation avance, nous voulons faire gagner la France ».

Pour M. Fabius, les Français jugeront d'abord sur un bilan « reçu par l'opinion de façon contradictoire ». « D'un côté, dit-il, les Français approuvent séparément beaucoup des résultats obtenus (...), mais la somme de tout cela, c'est-à-dire la politique même de la gauche, elle, est majoritairement condamnée ». Pourtant, l'essentiel à ses yeux est que la France « a connu en cinq ans la plus importante évolution économique, sociale et culturelle depuis ces quarante dernières années ».

« Alors, demande-t-il, est-ce qu'on va sanctionner le courage ? » M. Fabius rappelle le bilan de la gauche dans tous les domaines et lance : « Arrière donc les amertumes ! Arrière les lassitudes, arrières les regrets ! ».

Le chef du gouvernement critique alors l'opposition pour affirmer : « La droite de 1986, c'est surtout l'addition des trois D : démagogie, démolition et division. » Il ajoute : « Le libéralisme que prêchent leurs théoriciens est devenu sans bornes (...). Combien de fois ai-je entendu cette phrase à propos des problèmes de la droite : « Ils disent qu'ils feront cela mais, finalement, vous verrez, ils n'oseront pas ». Eh bien moi, je ne suis pas d'accord (...) pour prendre ce mauvais risque ! (...) Non, la France de 1986 ne doit pas être celle du bon plaisir de licencier, du pouvoir absolu d'un seul dans l'entreprise, de la remise en cause des syndicats ou de la restriction des libertés au nom de la xénophobie ; ce n'est pas

avec une vision passéiste qu'on affrontera les défis du futur ».

M. Fabius juge encore que l'identité des socialistes « a été mystérieuse » et tient en trois valeurs : les libertés, l'égalité des chances, la fraternité. Pour lui, ces trois valeurs sont « incarnées dans le projet international de la France ». Il affirme : « Nous avons besoin d'une Europe sociale, technologique et monétaire qui devra être aussi politique, pour le plus grand bien de la France » et lance : « Si je devais retenir une seule fierté de mon propre gouvernement, ce serait le refus net, obstiné, permanent et finalement contagieux au plan international de la ségrégation en Afrique du Sud ».

M. Fabius s'interroge ensuite sur ce que « le socialisme moderne » peut apporter à la France dans les quinze années qui viennent. Selon lui, cette période sera dominée par les problèmes du savoir, de l'emploi, du développement. C'est pourquoi la prochaine législature sera avec les socialistes « une législature de la formation et de la recherche scientifique », de « l'aménagement négocié du travail », du « soutien au développement et au développement », soit à long terme un projet ainsi défini : « meilleur partage du savoir, du temps, des richesses ». « Je suis convaincu, ajoute-t-il, que si nous (...) tournons le dos à ces trois piliers, nous assurons notre futur ».

Le premier ministre souligne que le PS doit « se fixer pour objectif d'être l'une des grandes forces d'alternance, autour de qui s'organiserait la vie politique française ». Il ajoute : « Le courage que vous avez montré à affronter le réel, vous pouvez largement en être fiers ! Ne le portez pas comme une blessure, mais comme un acquis qui vous rend forts pour les combats d'aujourd'hui ! La gauche n'est pas une parenté. La gauche n'est pas une exception. La gauche a été une expérience. Il nous faut continuer, non pour durer, mais pour construire et pour gagner ».

Il affirme que le PS doit être le parti de l'ouverture « et que la question posée en mars 1986 sera : « Les Français veulent-ils continuer à construire ou veulent-ils rebrousser chemin ? ». Il souhaite, lui, que le pays ait « une France d'avance ».

M. Jospin : être le premier parti de France

M. Jospin énonce les atouts et les handicaps des socialistes à la veille des législatives. Parmi les atouts, il cite les résultats économiques et sociaux de la politique du gouvernement ; la présence de M. Mitterrand à l'Élysée au-delà de 1986 et le fait qu'il ait, au cours de sa conférence de presse du 21 novembre, « marqué le chemin » ; un parti qui a « perdu des plumes » électorales mais conservé ses valeurs ; les contradictions et les ambitions concurrentes de la droite.

Parmi les handicaps, il relève une croissance trop modeste (donc pas de progrès sur les salaires, pas de forte réduction de chômage, contrairement à ce que la gauche souhaitait et promettait) ; une « droite fouillée sans vergogne par l'extrême droite et qui a exploité des problèmes de société qui se posent dans tous les pays développés » ; une opinion « déçue et irritée qui s'est détournée » des socialistes ; un « air du temps » défavorable aux valeurs de la gauche ; un rapport des forces « si défavorable qu'il paraît décourageant d'avance, qu'il inscrite dans les idées que les Français ont faites ».

M. Jospin ajoute : « Nous avons tenu les rênes dans la durée, dans l'ordre, dans la paix civile. Les Français savent, maintenant, que nous savons le faire (...) Nous avons fait la réforme — conformément à la tradition des socialistes —

et la gestion, conquête des socialistes ».

Le premier secrétaire du PS dénonce très vivement l'attitude de la direction du PCF qui a « fait faux bond », a « manqué à la gauche quand c'était dur », s'est « dérobée à son devoir » et se comporte aujourd'hui « comme si elle n'avait pas existé entre 1981 et 1984 », comme si elle avait été absorbée et par un « iron noir ». Il y a, dit-il, « un blanc dans les biographies » des dirigeants communistes. Il ajoute : « Ne les excluons pas, mais ne les attendons plus pour avancer ».

M. Jospin promet de conduire, notamment à Paris, une campagne « sans faiblesse » contre M. Le Pen et ses thèses. Il considère que l'opposition n'a pas de projet positif et ne propose aucune mesure sérieuse. Il fait le compte des différences entre la droite et la gauche (information, secteur public, immigration, fiscalité, protection sociale, notamment) et insiste sur deux projets du PS que M. Mitterrand avait évoqués sans enthousiasme au cours de sa conférence de presse du 21 novembre : la mutualisation des risques de la mutation économique, le revenu minimum social garanti.

Il assigne au Parti socialiste un objectif : être en 1986 au premier rang des partis politiques français.

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

La recherche ne disposera pas des mêmes avantages fiscaux que le cinéma

La recherche est une priorité nationale. Chacun en est convaincu que l'Assemblée nationale et le Sénat ont facilement tombés d'accord sur ce point de loi sur la recherche et le développement technologique. Mais sur les moyens de mettre en œuvre ce principe, les opinions divergent. Aussi, le vendredi 29 novembre, en discutant ce texte en deuxième lecture, les députés ont, pour l'essentiel, révisé le projet dans la version qu'ils avaient adoptée une première fois et que les sénateurs avaient sensiblement amendé (le Monde des 29 juin, 30 juin-1^{er} juillet et 24 octobre).

Des modifications apportées par le Sénat ont été observées que les déclarations de la commission des finances, qui facilitent celle-ci : mais les contraintes financières des personnes venant du privé travailler dans un organisme public ne pourront être que de six ans maximum, seuls les réfugiés politiques pouvant être accueillis sans limitation de durée.

Les socialistes seraient-ils, pour l'essentiel, repliés sur un rêve prolongé depuis 1981 ? Si l'on secoue trop la dormance, il grogne. « Arrête de pleurer », a lancé une grosse voix, dans la salle, lorsque M. Jospin a eu l'idée suspecte de rappeler que la gauche n'a pas réalisé tout ce qu'elle avait promis, et notamment la réduction du chômage. « Arrête de pleurer », c'est le rêve du 10 mai qui passe.

JEAN-YVES LHOMEAU et JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

M. Emile Touati, président sortant du consistoire israélite de Paris, dénonce, dans l'édition d'Information juive (numéro de novembre-décembre), à propos des élections au conseil d'administration du consistoire, dont le second tour doit avoir lieu le 8 décembre, « une campagne déshonestable (qui a payé ?) et sans scrupule (...) menée par une liste d'opposition à base essentiellement séculière et constituée de bribe et de broie ».

M. Touati, qui s'en prend en ces termes à la liste formée, contre la sienne, par des partisans du grand rabbin de France, M. René Samuel Sirat, (le Monde du 27 novembre), écrit : « Nous

Propos et débats

M. Gaudin : le scrutin majoritaire en 1988

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a déclaré, le vendredi 29 novembre, sur Sud-Radio, qu'il faudrait attendre 1988 que le président de la République soit élu au scrutin majoritaire. M. Gaudin, soulignant que le scrutin proportionnel annule l'effet de la dissolution de l'Assemblée nationale par le président de la République, puisque de nouvelles élections renouvellent les mêmes dirigeants de l'opposition au Palais-Bourbon, a expliqué : « Je ne vois pas pourquoi on ne passerait pas pour restituer [au chef de l'Etat] cette arme de la dissolution ».

M. Mermaz : M. Barre, moins irresponsable

M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, a déclaré, le vendredi 29 novembre, au cours d'un « Face à la presse » sur FR 3-Alpes, que M. Raymond Barre est, à propos des dénationalisations, « infiniment moins irresponsable que ses partisans ». M. Mermaz a expliqué, d'autre part, que la cohabitation n'est pas un problème pour la gauche, dont il a affirmé la volonté d'ouverture. Il a ajouté : « Il vaut mieux affronter la crise avec la gauche au pouvoir parce qu'elle prend en compte la dimension humaine, ce que la droite ne fera jamais ».

M. Pasqua : Mitterrand comme un zozo

M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, a déclaré, le vendredi 29 novembre, devant des militants de son mouvement réunis au casino d'Enghien-les-Bains (Val d'Oise), que « seul François Mitterrand pouvait démythifier le socialisme et dégoûter les Français de ses sottises ». « Néanmoins », a ajouté M. Pasqua, les Français ont enfin compris que, pour que le pays soit prospère, il faut que les entreprises soient prospères et fassent du profit. Cela, nous n'aurons jamais pu le faire entrer dans le crâne des Français ».

A propos de l'affaire Greenpeace, M. Pasqua a expliqué : « Ce que l'opposition reproche à Mitterrand, ce n'est pas d'avoir engagé cette opération, c'est, plutôt, de l'avoir fait comme tout ce qu'il fait, c'est-à-dire comme un zozo, avec un résultat grotesque ».

M^{me} Garaud : Où sera le pouvoir ?

M^{me} Marie-France Garaud, candidate aux élections législatives à Paris, a interrogé, dans un long entretien publié par l'Express (daté 29 novembre-5 décembre), sur la cohabitation. « Où sera le pouvoir après 1986 ? demande-t-elle. Qui exercera le pouvoir ? Y aura-t-il seulement un pouvoir ? On songe à partager le pouvoir, mais on ne partage que le non-pouvoir. » Selon M^{me} Garaud, ceux qui poussent à la cohabitation sont des « hypothèses », ceux qui s'y engagent sont des « naïfs ». Elle estime que, si les députés envoient à l'Assemblée nationale une majorité clairement hostile à sa politique, le président de la République devra en tirer les conséquences et que, si le vote est ambigu, il pourra dissoudre l'Assemblée et « interroger de nouveau le pays en s'engageant, cette fois, personnellement ».

AU SÉNAT

Le monologue de l'opposition sur les affaires sociales et la culture

Continuant l'examen « partiel » du budget par des discussions sur thèmes auxquels ne participent pas les élus de gauche, l'opposition, majoritaire au Sénat, a évoqué, le vendredi 29 novembre, la politique menée depuis 1981 en matière de travail, de santé, de solidarité sociale, et de culture.

Pour M. Jean-Pierre Fourcade (RI, Haute-Seine), président de la commission des affaires sociales, « on mesure l'échec d'une politique économique à ses conséquences sociales ». Ses collègues ont, sur ce registre, multiplié les exemples : dégradation du marché du travail comme l'affirme M. Louis Souvet (ratt. adm. au RPR, Doubs), inefficacité de certaines filières de formation, comme l'explique M. Jean Madelain (Un. cent., Ille-et-Vilaine), menace de désorganisation du système hospitalier et protection sociale marquée par l'austérité, comme l'assure M. Jean Chérioux (RPR, Paris), absence de politique cohérente de la Sécurité sociale et « caractère précaire des artifices comptables » auxquels « on recourt

le gouvernement sans compter le caractère inquiétant » des prévisions financières, comme l'affirme M. Louis Boyer (RI, Loiret).

Contestant le fait que l'opposition n'ait pas d'« idées » dans ce domaine, M. Fourcade préconise quatre orientations : dissocier les régimes de protection sociale, accentuer la concurrence dans les différents régimes (en faisant plus appel à la mutualisation), développer la complémentarité entre service public et privé notamment, et favoriser la politique contractuelle entre les partenaires sociaux.

Que les crédits destinés à la culture frottent la barre symbolique du 1 % aurait pu être de nature à satisfaire les sénateurs. M. Maurice Schumann (RPR, Nord) le reconnaît, mais, dit-il, deux critères ne sont pas satisfaisants. En l'occurrence, le patrimoine est « sacrifié » aux opérations de prestige et la province pâtit d'une action excessivement parisienne.

A.Ch.

La nostalgie de 1981

(Suite de la première page.)

Les socialistes — si l'on se fie au meeting d'Issy-les-Moulineaux — s'émouvent lorsqu'on leur parle un langage balisé par des repères indestructibles. Ils s'enflamment pour le SMIC, Léon Blum, l'impôt sur les grandes fortunes, l'épanouissement de la culture, les libertés, l'égalité des chances et la fraternité, contre la ségrégation sociale et raciale, l'apartheid, les « revenants » de la droite.

Ils s'éveillent — repère tout neuf — à l'économie. La gestion qui, pour les socialistes, est une « conquête », comme dit M. Jospin, s'inscrit aujourd'hui parmi les valeurs militantes. Jamais, avant 1981, on n'aurait imaginé que des vivas salueraient un jour l'annonce d'un indice des prix.

Mais ils sont comme indifférents à d'autres traces — desinées pour l'avenir — que celles déjà creusées depuis 1981. Pas le moindre applaudissement, même de politesse, n'a soutenu les

grands projets de M. Fabius pour la prochaine législature et au-delà. Seul un silence — attentif, au mieux — a salué les grandes lignes du programme socialiste exposé par M. Jospin, singulièrement le revenu minimum garanti et la mutualisation des risques de la mutation économique, projets qui ne suscitent, apparemment, chez M. Mitterrand, qu'une moue boudeuse.

Les socialistes seraient-ils, pour l'essentiel, repliés sur un rêve prolongé depuis 1981 ? Si l'on secoue trop la dormance, il grogne. « Arrête de pleurer », a lancé une grosse voix, dans la salle, lorsque M. Jospin a eu l'idée suspecte de rappeler que la gauche n'a pas réalisé tout ce qu'elle avait promis, et notamment la réduction du chômage. « Arrête de pleurer », c'est le rêve du 10 mai qui passe.

JEAN-YVES LHOMEAU et JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

LE CONFLIT AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ JUIVE

Le président du consistoire de Paris dénonce « un vent de cléricisme et d'intégrisme »

M. Emile Touati, président sortant du consistoire israélite de Paris, dénonce, dans l'édition d'Information juive (numéro de novembre-décembre), à propos des élections au conseil d'administration du consistoire, dont le second tour doit avoir lieu le 8 décembre, « une campagne déshonestable (qui a payé ?) et sans scrupule (...) menée par une liste d'opposition à base essentiellement séculière et constituée de bribe et de broie ».

M. Touati, qui s'en prend en ces termes à la liste formée, contre la sienne, par des partisans du grand rabbin de France, M. René Samuel Sirat, (le Monde du 27 novembre), écrit : « Nous

avons assisté, ainsi, à un flot de mensonges éhontés, de procès d'intention, d'interprétations malveillantes, d'insinuations hypocrisies, de suspensions révolutionnaires, d'exagérations perverses, sans compter les manœuvres d'intimidation. Le développement de telles mœurs séculières est profondément écœurant ».

M. Touati met en cause, en outre, « un vent de cléricisme et d'intégrisme contraire aux traditions du judaïsme authentique et qui, écrit-il, s'est levé sur nos communautés ».

Ce courant, ajoute-t-il, se prétend majoritaire alors qu'il est loin de

l'être. Une véritable caste entend ainsi régner sur nos communautés et nos existences au lieu de les animer. Monopoliçant la Thora, imbue de certitudes tranchantes, elle veut revenir sur l'organisation du culte en France et commander les « feux » à des tâches subalternes de financement ou d'exécution. [M. Touati place le mot « laïcs » entre guillemets parce que la distinction entre clercs et laïcs n'existe pas dans la religion juive, les rabbins n'étant pas des prêtres.]

Information juive reproduit, d'autre part, un extrait du discours prononcé par M. Ady Sieg, président de l'Alliance israélite universelle, lors de l'assemblée générale de celle-ci, le 23 octobre dernier. M. Sieg déclare : « Il est normal que les hommes de foi fassent connaître la loi, normal qu'ils en valent les mérites, normal qu'ils en démontrent le rôle central dans le judaïsme, mais il n'est pas normal qu'ils veuillent contraindre les autres au même comportement, pas normal, surtout, de mettre en demeure les juifs de choisir un camp, comme s'il y avait d'un côté les vrais, les bons juifs, les pratiquants et, de l'autre, tous les autres. C'est anormal, c'est dangereux et d'une prétention inacceptable ! ».

M. GERIGNY PRÉSIDENT DE LA CONFÉDÉRATION SYNDICALE DES AVOCATS

La Confédération syndicale des avocats (CSA, modérée) a un nouveau président, M. Christian Gerigny, du barreau de Bourges.

[Né le 30 juin 1942 à Bourges, M. Gerigny a obtenu son doctorat en droit en 1969 pour une thèse sur la réforme des professions juridiques et judiciaires. Avocat à Poitiers de 1965 à 1969 où il a été secrétaire de la conférence du stage, il s'installe ensuite à Bourges où il a été élu bâtonnier en 1984. Il est l'un des fondateurs du Rassemblement des nouveaux avocats de France d'où est née, à la suite d'une fusion avec l'Association nationale des avocats, la CSA.]

La Cour de cassation rejette le pourvoi de trois condamnés de la tuerie d'Auriol. — La Cour de cassation vient de rendre un arrêt par lequel elle rejette les pourvois formés par Jean-Joseph Maréchal, cinquante-quatre ans, ancien responsable du SAC de Marseille, Lionel Collard, trente-six ans, agent technique, et Ange Pletti, trente-sept ans, postier, contre l'arrêt de la cour d'assises des Bouches-du-Rhône les condamnant le 17 mai 1985 à la réclusion criminelle à perpétuité pour leur participation à la tuerie d'Auriol le 19 juillet 1981.

Dans leur arrêt, les magistrats suprêmes ont considéré qu'aucune irrégularité de nature à entraîner la cassation n'avait été constatée dans le déroulement de la procédure. La condamnation des trois hommes est désormais définitive, comme l'était celle de Jean-Bruno Finocchietti, trente-cinq ans, instituteur, Didier Campagna, trente-trois ans, postier, tous deux condamnés à vingt ans de réclusion criminelle, et Jean-François Massoni, trente ans, postier, condamné à quinze ans de réclusion criminelle, qui ne s'étaient pas pourvus en cassation.

Les dix inculpés de l'affaire du Coral seront jugés en correctionnelle

La 10^e chambre correctionnelle de Paris, présidée par M. Henri Malergue, examinera, à partir du 19 janvier 1986, l'affaire du Coral d'Almargues (Gard). « Lien de vie » pour enfants inadaptés où des actes de pédophilie auraient été commis, selon la longue enquête qui a suivi les révélations d'un pensionnaire, au mois d'octobre 1982.

Après trois ans d'une instruction tumultueuse, le magistrat instructeur, M. Michel Salzmann, a signé jeudi 28 novembre une ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel pour dix inculpés : le directeur du Coral, M. Claude Sigault, son épouse, Marie Sigault, Jean-Noël Bardy, Roger Corvès, et le psychiatre Alain Chispiello, comparant sous l'inculpation d'attentat à

la pudeur sans violence sur mineurs de moins de quinze ans par une personne ayant autorité.

Yves Renard et Gérard Durand répondront à la même accusation, mais sans être considérés comme des personnes « ayant autorité sur la victime », alors que Raymond Hurty, Jean-Patrice Lantz et Dominique Lahanoue (en fuite) sont poursuivis à la fois pour attentat à la pudeur sans violence sur mineurs de moins de quinze ans et excitation de mineurs à la débauche.

Le professeur René Scherer, Philippe Robert, Roger Offrand, Bruno Harand et Dominique Marceau ont bénéficié d'une ordonnance de non-lieu.

René Hardy condamné pour diffamation envers trois grands résistants

M. René Hardy, ancien chef du réseau Résistance Fer, a été condamné jeudi 28 novembre par la 17^e chambre correctionnelle de Paris dans deux procès intentés respectivement par le général Guillaumin de Bénéville et les époux Lucie et Raymond Aubrac, tous trois grands résistants, qui s'estimaient diffamés par les propos tenus à leur égard dans l'ouvrage *Derniers mots*.

Dans le livre, René Hardy considérait comme suspecte la libération de Raymond Aubrac après son arrestation par les Allemands le 17 mars 1943. Il prétendait, en outre, avoir confié au général de Bénéville qu'il avait été lui-même arrêté par la Gestapo le 7 juin 1943, interrogé par Klaus Barbie, puis libéré le 10 juin 1943, avant de se rendre à la réunion de Caluire où Jean Moulin fut arrêté, le 21 juin 1943.

Le tribunal, présidé par M. Emile Cabé, note dans ses jugements que l'auteur et son éditeur n'ont fait aucune démonstration relative à leur bonne foi et constaté seulement qu'une lettre du général de Bénéville, opposant un démenti formel

aux accusations de René Hardy, a été insérée dans l'ouvrage. En conséquence, M. René Hardy et M. Claude Durand, directeur des éditions Arthème Fayard, ont été condamnés, à 10 000 francs d'amende chacun pour diffamation envers le général de Bénéville et 5 000 francs d'amende chacun pour diffamation envers les époux Aubrac. L'auteur et l'éditeur devront, en outre, payer les frais d'insertion des extraits du jugement dans trois publications, au choix des parties civiles qui obtiennent le franc symbolique de dommages et intérêts.

● *Suicide d'un détenu à la prison de Bois-d'Arcy.* — Bruno Sahli, vingt-trois ans, détenu à la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy (Yvelines) s'est donné la mort, le jeudi 28 novembre, dans sa cellule. Il était emprisonné depuis le mois de mars dernier, pour des vols avec violence commises à Neuilly à l'encontre de personnes âgées, qu'il dépouillait de leurs bijoux. Bruno Sahli s'est pendu à la fenêtre de sa cellule en se servant de son drap de lit décomposé en bandes tressées.

Les parents de Grégory Villemain déposent une plainte contre Muriel

Nouvel épisode dans l'affaire Grégory : ses parents Jean-Marie et Christine Villemain, rendus le 29 novembre à Epinal, déposent plainte contre la jeune belle-sœur de Bernard Laroche, Muriel, mineure au moment de la mort, le 16 octobre 1984, de leur enfant.

Cette plainte accompagnée d'une constitution de partie civile a été déposée auprès de M. Jean-Michel Lambert, juge d'instruction, par l'un des trois avocats des époux Villemain, M. Thierry Moser. Elle vise « les faits de complicité d'assassinat, de non-opposition à crime, de non-assistance à personne en danger et de non-dénonciation de crime ». M. Thierry Moser a ainsi expliqué l'initiative de ses clients : « Plus que jamais convaincus de la culpabilité du premier inculpé décidé le 29 mars 1985 sans avoir obtenu l'ordonnance de non-lieu venant solliciter, Jean-Marie et Christine Villemain nous ont chargés de déposer plainte avec constitution de partie civile contre la jeune fille dont les déclarations ont été jugées accablantes pour son beau-frère par les hauts magistrats de la cour

d'appel de Nancy (...). Nous espérons que notre démarche permettra d'avancer sur le chemin de la vérité et de la justice, un chemin qui semble peu fréquenté en l'état actuel du dossier. »

Le but recherché par la défense est effectivement très clair : « Faire rouvrir la piste Laroche » dont M. Moser indique par une sorte d'euphémisme qu'il « est décidé le 29 mars 1985 ». Ce jour-là, Bernard Laroche fut assassiné par son cousin Jean-Marie Villemain, inculpé et inculpé depuis cette date. Bernard Laroche avait été lui-même inculpé et écroué le 5 novembre 1984, pour l'assassinat de Grégory. L'essentiel des charges retenues à son encontre provenait du témoignage de sa jeune belle-sœur, Muriel. Placé en garde à vue et interrogé longuement par la gendarmerie, la jeune fille avait déclaré, à l'époque, être allée avec son beau-frère chercher Grégory le 16 octobre 1984 et l'avoir emmené à Docalles, là où l'enfant fut jeté dans la Valogne.

Muriel, après avoir confirmé ce témoignage devant le juge d'instruction, s'était ensuite rétractée, affirmant avoir fait ces déclarations

« parce que les gendarmes avaient menacé de la placer en maison de correction ». Bernard Laroche avait été remis en liberté, le 4 février 1985, tandis que les parents de Muriel déposaient une plainte contre les enquêteurs de la gendarmerie, plainte actuellement à l'instruction à Dijon.

Il appartient maintenant à M. Jean-Michel Lambert, de donner suite à cette plainte. S'il la déclare recevable, le magistrat devra inculper la jeune Muriel, quitte à prononcer un non-lieu par la suite. Si le magistrat refuse cette plainte, les défenseurs des époux Villemain feront très probablement appel.

● *Le directeur de la coopérative agricole de Vesoul inculpé d'abus de confiance.* — M. Antoine Simplot, cinquante-six ans, directeur général de la coopérative agricole de Vesoul-Belfort (CAVB) a été écroué, le jeudi 28 novembre, à la maison d'arrêt de Vesoul par décision de M. Jean-Michel Sommer, juge d'instruction de Vesoul.

M. Simplot a été inculpé d'abus de confiance, de tentative d'escroquerie, de faux, et d'usage de faux. Cette inculpation fait suite au dépôt de bilan de la CAVB. — (Corresp.)

Défense

LE COLLECTIF BUDGÉTAIRE DE 1985

Les actions extérieures des armées françaises auront coûté 1 240 millions de francs

Les actions extérieures des armées françaises en 1985 auront coûté environ 1 240 millions de francs, et elles ne seront qu'à très partiellement remboursées au ministère de la défense par le collectif budgétaire de fin d'année décidé en conseil des ministres. Cette somme de 1 240 millions de francs représente, en réalité, ce que les spécialistes financiers appellent le « surcoût » des opérations extérieures, c'est-à-dire le supplément de dépenses occasionnées par le fait que les forces françaises sont hors de métropole.

À la fin des années, le gouvernement a attribué, mercredi 27 novembre, un collectif budgétaire de 555 millions de francs pour couvrir leurs dépenses exceptionnelles en 1985. Cette « enveloppe » se répartit ainsi : 500 millions de francs pour les actions extérieures, 47 millions de francs en faveur de la gendarmerie (notamment ses dépenses de carburant et de téléphone), et 8 millions de francs pour accélérer les études destinées à améliorer la discrétion acoustique des sous-marins nucléaires et à mettre au point le radar Orchidée transporté par des hélicoptères Super-Puma qui serviront à l'observation de la Force d'action rapide.

En réalité, la somme de 500 millions de francs allouée pour les actions extérieures en 1985 est très inférieure à ce que les armées françaises estiment avoir dépensé au Liban, en Afrique et en Nouvelle-Calédonie durant l'année.

Si l'on en croit des évaluations du ministère de la défense, en effet, le « surcoût » de la Force interarmes des Nations unies au sud du Liban (FINUL) est de 220 millions de francs, et celui des « casques blancs » observateurs ou des gardes de l'ambassade française à Beyrouth est de 112 millions de francs. Soit un total de 332 millions de francs pour la seule présence française au Liban, dont seulement 220 millions doivent, en principe, être remboursés par l'ONU.

De même source, on indique que le stationnement des forces françaises en Centrafrique, depuis le repli de certaines unités de l'opération « Manta » au Tchad, s'est élevé à 378 millions de francs. Enfin, le maintien de l'ordre en Nouvelle-Calédonie représente un « surcoût » en 1985 de 530 millions de francs, non compris les frais entraînés par le

début des travaux (environ 35 millions de francs) de construction d'une nouvelle base interarmes qui devrait revenir, en fin d'opérations, à 430 millions de francs.

1 000 motos pour les gendarmes

● Au total, donc, le « surcoût » des opérations extérieures en 1985 a été, selon le ministère de la défense, de 1 240 millions de francs. Il a été de 386 millions de francs en 1981, de 620 millions en 1982, de 1 600 millions en 1983 et de 1 900 millions de francs pour la seule année dernière. En allouant 500 millions de francs en 1985, à l'occasion du collectif de fin d'année, pour couvrir partiellement ce « surcoût » des opérations extérieures, le gouvernement a demandé aux armées de prendre à leur charge le reste de leurs dépenses, soit environ 740 millions de francs.

Cette initiative du conseil des ministres a contraint le ministère de la défense à redéployer différemment les crédits votés par le Parlement. Il a prélevé sur ses crédits de fonctionnement la somme de 740 millions de francs en réalisant des économies sur certaines rémunérations et frais de mission, en réduisant certaines dépenses de fonctionnement courant et utilisant certaines provisions.

Dans le même temps, cependant, le premier ministre a décidé d'attribuer une enveloppe spécifique supplémentaire à la gendarmerie nationale. C'est ainsi qu'une somme de 37,5 millions de francs lui permettra d'acheter les tests nécessaires au dépistage des conducteurs en état d'ivresse. De même, il a été prévu de consacrer 20 millions de francs à l'achat de quatre cents motocyclettes BMW de 800 centimètres cubes, qui s'ajoutent à l'acquisition de six cent modèles de même type inscrite au budget de 1985. Cette commande de BMW a été décidée dans l'attente de la mise au point par Ligier d'un engin expérimental de 750 centimètres cubes.

● *Des écologistes à Mururoa.* — M. Friedrich-Wilhelm Baringdorf, président du groupe parlementaire écologiste et pacifiste, Arc-en-ciel, à l'Assemblée européenne, et M. Jean Lambert, secrétaire général de cette organisation, ont été invités à visiter, samedi 30 novembre, le site nucléaire de Mururoa, en Polynésie française, où viennent d'avoir lieu huit essais souterrains. C'est la première fois que des écologistes allemands sont admis à se rendre sur l'atoll. M. Baringdorf est accompagné de M. Louis Eyrant, député européen (socialiste).

1955-1962 LE TEMPS DES RUPTURES L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR : TOME 2



Rupture en France où les en Algérie épuisent la en Europe plus divisée mur coupe Berlin en deux. Rupture dans le tiers-monde quand s'achève le temps des colonies. Rupture à l'échelle internationale lorsque à Suez, en 1956, les Occidentaux sont divisés et qu'à Cuba, en 1962, la planète se retrouve au bord du gouffre. Le deuxième tome de l'Histoire au jour le jour vous fait revivre cette période charnière de notre époque. Il rassemble les articles les plus significatifs publiés par le Monde sur tous ces événements et sur bien d'autres encore : le commentaire de Sirius lors du rappel du général de Gaulle en mai 1958, les éditoriaux d'octobre 1957 sur le vol du premier Spoutnik et d'octobre 1962 sur l'ouverture du concile Vatican II, le portrait d'Imre Nagy, chef de l'insurrection hongroise... Il rappelle la chronologie précise des événements. Il présente la reproduction des « unes » historiques du Monde et une série originale de cartes pour mieux comprendre les situations. L'Histoire au jour le jour est un ouvrage de référence qu'il faut lire et conserver dans sa bibliothèque.

LE TOME 2 VIENT DE PARAÎTRE, 212 PAGES
En vente chez tous les marchands de journaux

Le Monde

“GRAND JURY” RTL - Le Monde

JACQUES SANTER

Président du Gouvernement Luxembourgeois

dimanche 18h15

animé par Alexandre BALOUD

André PASSERON et Bernard BRIGOUTEUX (Le Monde)
Paul-Jacques TRUFFAUT et Olivier MAZEROLLE (RTL)

depuis Luxembourg en direct sur

RTL

صكنا من الالهل

II^e FESTIVAL DE CINÉMA DE RIO

En souvenir d'Orson Welles et de Tancredo Neves

Le film le plus intéressant que nous ayons vu à ce jour au II^e Festival du cinéma qui se tient actuellement à Rio-de-Janeiro, est *Ce n'est pas toute la vérité*, de Roger Spangher. Il propose au spectateur de suivre l'itinéraire d'Orson Welles venu tourner en 1942, à travers le pays, *It's all True*. Le gouvernement américain veut alors promouvoir l'amitié entre les nations américaines, Orson Welles est délégué à Rio-de-Janeiro comme ambassadeur privilégié pour exprimer sur pellicule cette volonté de rapprochement. Il arrive tout auréolé du prestige de *Citizen Kane*. Il prévoit de réaliser deux sketches, l'un sur le carnaval, l'autre sur un pêcheur, Jangara, qui a parcouru, seul sur un simple radeau, treize cents kilomètres pour présenter les revendications de ses camarades de travail au dictateur Vargas. L'affaire se termine tragiquement : le pêcheur se noie accidentellement en rejoignant son éventure pour le film.

Entre-temps, Welles est devenu *Persona non grata* à la RKO, la firme productrice. On lui coupe les vivres. Roger Spangher a retrouvé les actualités, les coupures de presse et photos de l'époque. Il invente un citoyen Welles étrangement brésilien, aussi fasciné par le pays, ses habitants, ses paysages, sa culture, que dix ans plus tôt Eisenstein l'avait été par le Mexique, lors du tournage de *Que Viva Mexico*. Ce n'est pas toute la vérité est un film émouvant, surprenant, intelligent qui

renouvelle un genre peu fréquent au cinéma : l'essai.

L'enfer, phénomène unique dans ce genre de manifestation, le festival avait couronné un documentaire, *vingt ans après*, d'Eduardo Coutinho. Le cinéaste, à travers le destin d'une famille, faisait revivre l'histoire du pays sous la dictature, entre 1964 et 1981. Un nouveau documentaire, *Ciel ouvert*, de João Batista de Andrade, raconte l'histoire du président Tancredo Neves, porté par le suffrage universel à la magistrature suprême, mais décédé, après une longue agonie, avant même d'avoir pu assumer ses fonctions.

Sans génie mais sans faille, le cinéaste nous fait partager avec tact et sensibilité cet « apprentissage de la démocratie » de tout un peuple. Homme de gauche, João Batista de Andrade laisse fleurir les contradictions comme à plaisir, exalte sans dogmatisme, sans tour de passe-passe visuel ou idéologique ce qu'il appelle le « consensus », mot identique dans nos deux langues. On y croit, on est ému. Le Brésil veut la démocratie, il l'obtiendra, il la gagnera, malgré la mort d'un président vénéré.

Nous sommes encore plus surpris par un modeste document vidéo, *Santo morte et vivante*, de Sergio Waisman, payé par les parents de la jeune femme, entrée dans la clandestinité en 1970, arrêtée et torturée en 1973, morte un peu plus tard. Le film nous touche par sa simplicité, son absence totale de haine.

LOUIS MARCORELLES.

La Haute Autorité va édicter une réglementation sur le sponsoring à la télévision

La Haute Autorité de la communication audiovisuelle rendra publique, d'ici une quinzaine de jours, une réglementation sur le sponsoring à la télévision. Un texte assez strict, rédigé en accord avec M. Georges Filloud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, et attendu par l'ensemble des professionnels de la publicité, ainsi que par les trois chaînes.

Parrainage, sponsoring, entrée de nouveaux partenaires dans les productions télévisées... Jamais, sans doute, la pratique que recouvrent ces termes n'avait provoqué autant de controverses dans les milieux de la télévision et du monde politique. Seule une réglementation pouvait, apparemment, y mettre fin. Ce sera chose faite, puisque le texte préparé depuis plusieurs semaines par la Haute Autorité, et annoncé par M. Filloud (le 14 novembre devant le Sénat), figurera dans les prochaines éditions des cahiers des charges des sociétés de programmes.

Il s'agit de répondre à un double objectif. D'abord, mettre fin aux dérapages observés ces derniers temps dans les usages publicitaires des chaînes publiques que d'aucuns n'hésitent plus à qualifier de « publicité clandestine ». Les exemples sont multiples : mentions répétées du nom d'un dictionnaire pendant un jeu télévisé, distribution de cadeaux dont la marque est clairement identifiable ou allusion subtile à telle ou telle firme. Il fallait également satisfaire la demande devenue pressante des publicitaires, des annonceurs et des chaînes elles-mêmes, très soucieux de se voir enfin notifier une sorte de code de bonne conduite. Car le verrou à santé, et chacun sait que le mouvement est désormais irréversible.

Tout a commencé il y a près d'un an, lorsque la Haute Autorité, consciente des difficultés budgétaires des chaînes publiques, a admis le principe d'une ouverture en direction de nouveaux partenaires pour aider au financement des programmes. Cette prise de position était une innovation importante dans le secteur de l'audiovisuel, mais elle comportait des risques dont les neuf sages étaient conscients.

Pour prévenir les « atteintes possibles à la déontologie et à l'indépendance des sociétés nationales », ils pensaient alors qu'il

suffisait de proposer « un cadre de règles générales ayant valeur de référence » et de faire appel à la « vigilance » des responsables des chaînes.

La Haute Autorité a vite fait de constater qu'il existait, bel et bien, des dérives et que des règles répressives fondamentales étaient « ouvertement contournées ». Le 22 mai dernier, les présidents des chaînes recevaient une « recommandation » dans laquelle la Haute Autorité rappelait quelques règles essentielles : obligation pour les présidents des sociétés de programmes d'exiger de leurs annonceurs un « comportement irréprochable » ; nécessité de « veiller au respect de la règle de séparation entre contenu des programmes et communication

publicitaire » ; recommandation de « privilégier autant que possible », en matière de coproduction avec des partenaires extérieurs, les grandes compagnies nationales et d'éviter les « accords permanents ou préférentiels » au profit d'un « partenariat diversifié » ; enfin, exigence de « conventions claires » qui limitent la contrepartie consentie aux coproducteurs à la signature de leur nom aux génériques de début et de fin d'émission.

En réalité, les responsables des sociétés nationales ont rivalisé d'imagination pour diversifier les pratiques, multiplier les accords avec des entreprises et des annonceurs divers, au point de susciter des polémiques et d'alarmer les pouvoirs publics. Les neuf ont

donc décidé de se montrer intransigeants.

La réglementation qui va être publiée sera précise et contraignante. Le sponsoring sera interdit pour les émissions dites « en série » (exemple : « Cocorico-boy ») et ne sera autorisé que dans deux cas précis : pour une émission dite « unitaire », c'est-à-dire ponctuelle, et pour les retransmissions d'un événement particulier indépendant de la chaîne (concerts, compétitions sportives, etc.). Ces nouvelles règles du jeu attendues, qui tentent de moraliser ou d'assainir une situation devenue préoccupante, ne risquent-elles pas pourtant de poser quelques problèmes aux patrons des chaînes publiques qui manquent d'argent ?

ANITA RIND.

VU

MICHÈLE COTTA AU « JEU DE LA VÉRITÉ »

Entre dire vrai et ne pas mentir

Michèle Cotta a-t-elle eu tort de se prêter au « Jeu de la vérité », version Sabatier ? Selon une de ses interlocutrices, elle avait « tout à perdre et rien à gagner ». Fallait-il participer à une émission grand public après Mireille Mathieu et avant Chantal Goya, et répondre aux questions entre deux chansons ?

Elle s'en est expliquée : après une certaine discrétion, la Haute Autorité se devait de présenter un bilan devant les téléspectateurs. Elle aurait pu ajouter que le « Jeu de la vérité » (40 % d'écoute) attire une audience beaucoup plus vaste que d'autres émissions plus sérieuses, comme « L'heure de vérité » (14 % d'écoute). M^{me} la présidente a-t-elle convaincu ? Elle a fait preuve d'honnêteté, d'humour et de modestie. Ce n'est pas fortuit si, en début d'émission, au lieu de

juré de dire toute la vérité, elle a promis de « ne pas mentir ». Nuance. En effet, sans esquiver les questions, elle nous a souvent laissés sur notre faim, dans un débat qui est resté terre de bout en bout. Sur les relations entre la Haute Autorité et le pouvoir, par exemple, elle a refusé de critiquer le gouvernement pour avoir lancé la cinquième chaîne sans consulter la Haute Autorité. Quant à M. Berlusconi, « personne n'a rien contre lui », a assuré M^{me} Cotta, candidate. Si ses méthodes sont contestables, la télévision privée, elle, est inéluctable ». Elle a été plus convaincante — quand, face aux attaques de la droite, — elle a défendu la Haute Autorité, « instance de régulation nécessaire comme il en existe dans tous les pays démocratiques ». Pour elle, les véritables problèmes sont la

concurrence entre les chaînes, le coût énorme des productions originales, la publicité clandestine, l'impossible partage équitable du nombre limité de fréquences pour les télévisions locales...

Il y eut un moment d'émotion lorsque Michèle Cotta a avoué que sa première réaction — favorable — au reportage sur la mort en direct de la petite Colombienne, victime du tremblement de terre, avait été modifiée par les critiques de ses collègues. Pude, mais sincère, elle reconnaît qu'il est plutôt agréable de presider une organisation d'hommes. Cette situation durera-t-elle ? Légèrement, je suis présidente jusqu'en 1988, sourit-elle, mais les voies du Seigneur — et de la politique — sont impénétrables.

ALAIN WOODROW.

Graziella Martinez au Café de la danse

Rue de Lappe, près de la Bastille, vient de s'ouvrir le Café de la danse, une ancienne forge, un bel espace avec un plateau de 140 m², deux cent cinquante places, et, en mezzanine, un bar pour grignoter et boire.

Le Balajo est voisin du Café de la danse, mais on ne risque pas de les confondre. Pour Catherine Atlani, propriétaire et animatrice, son « bistrot » devrait lui permettre de continuer une recherche sur le geste, la voix, l'écriture, l'image et le son, commencée au Moulin de Robec, près de Rouen. Des cours (danse vocale, sculpture-danse), des expositions, une revue, accentuent le côté culturel de l'endroit.

Le souvenir des spectacles chorégraphiques de Catherine Atlani, ce sentiment angoissant d'être piégé par un discours où la danse n'est plus que le véhicule — indécodable — d'une pensée, peuvent expliquer qu'on ne se soit pas précipité dès l'ouverture.

Elle s'identifiait à « Giselle »

Heureusement, Graziella Martinez vient y jeter un grain de folie : car Graziella est folle et donne à ses fantasmes des formes et des couleurs insensées. Danseuse, comédienne, chorégraphe ? On ne sait pas trop, mais les premières apparitions de cette Argentine, voici plus de vingt ans, tenaient de la provocation.

Voix acide et corps menu, elle s'identifiait à *Giselle* et détournait ce ballet bien avant qu'il soit question de réécriture. A Amsterdam, avec sa troupe « White Dreams », dans une débauche d'images irrationnelles, elle plongeait dans le psyché-

délisme. Il y eut l'époque burlesque, avec un vieux partenaire anglais tout à fait dans le ton kitsch à la mode. Aujourd'hui, Graziella réapparaît toujours marginale, avec un spectacle préparé à Châtillon. C'est bien elle, avec son accent latin américain, son œil malin ; mais ce n'est plus tout à fait elle. Elle ne montre plus ses seins. Petite dame replète poudrée de blanc et bouche en cœur, elle ressemble à une poupée modern style. A ses côtés, deux jeunes officiantes exécutent des danses qui évoquent aussi, bien le lancer du lasso que la brasserie papillon.

Graziella Martinez est toujours aussi folle mais sa folie a vieilli, a perdu le rythme et le mordant ; elle sent la nostalgie : nostalgie de Buenos-Aires ? « Personne ne monte dans le train qui entre en gare », dit une voix off.

La scène est nue ; seuls éléments : une cloche de couvent ou de bateau et une porte qui ne débouche sur rien. La musique d'Hélène Sage sert de fil conducteur à ce bric-à-brac onirique d'où émergent quelques images poétiques : une femme-taurin révant sur une musique d'Hector Piazzola, et Graziella trottant une vitre imaginaire dressée entre elle et le public.

MARCELLE MICHEL.

* Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, jusqu'au 8 décembre, 20 h 30.

Je vous embrasse de tout mon cœur bien déchiré

CRETEIL
Maison des Arts

48.99.94.50
Métro Créteil Préfecture

DERNIERE 11 DECEMBRE
LES NUITS ET LES MOMENTS
(Crébillon fils/Jules Renard)

mise en scène Charles Tordjman / Théâtre Populaire de Lorraine

Charles Tordjman opère un rapprochement lumineux entre deux temps, tandis que ses interprètes se dédoublent en deux fois.
Gilles Costas LE MATIN

François Clavier et Coco Felgeiroles y font merveille.

Guy Dumaz LE NOUVEL OBSERVATEUR

François Clavier et Coco Felgeiroles sont les musiciens virtuoses de cette partition pour petite musique de nuit.

Didier Méreaze TEMOIGNAGE CHRÉTIEN

Cette mise en scène a la force d'un drame épistolaire porté par le jeu absolument précis de deux comédiens Coco Felgeiroles et François Clavier.

Brigitte Salino L'ÉVÈNEMENT DU JOUR

Charles Tordjman marie amour et érotisme.

Claudine de Barone LE MONDE

C'est joué à la perfection... une soirée raffinée...
Jean-Pierre Léonardini L'HUMANITÉ

GALERIES

Gobelins des faubourgs

L'exposition a lieu au diable, enfin hors des circuits habituels des galeries : près de la place de la Nation. Mais on ne regrette pas le déplacement. Les deux grands morceaux d'affiches lacérées de Villégé sont somptueux. Et ils n'avaient pas été montrés depuis la Biennale de Paris de 1961. C'était le beau temps du nouveau réalisme. Hains et Villégé, deux de ses représentants, et quelques autres exploitaient à grande échelle l'arrachage d'affiches aux palissades, autorisées ou non. Pas n'importe quelles affiches. Ils choisissaient leurs morceaux, ceux embellis par l'usure du temps, les déchirures des passants, l'épaisseur des messages accumulés en couches de papier successives. C'étaient leurs « Gobelins des faubourgs » tissés sur la basse lisse des traitoirs. Comment ne pas céder à l'envie de citer pareille formule de Hains.

On pensait alors que le peintre de chevet avait vécu, que l'absorption lyrique n'en pouvait plus, qu'il fallait prendre ailleurs, du côté de la réalité urbaine, industrielle, mécanique, publicitaire... A la rue. Et l'art avec les officieuses de se faire un « nouveau look » en lettres et visages éclatés, en images et slogans perdus, retrouvés, en couleurs sélectionnées. Où les effets sont trop forts pour ne pas soupçonner par dessus le travail anonyme le dernier coup de main de l'artiste creusant des failles, recollant des bouts. Celui qui enlève le morceau, comme on dit.

G. B.

* Espace Claudine Bréquet, 10, passage Turquetil, jusqu'au 14 décembre.

15 000 spectateurs ont déjà emprunté le « BOULEVARD DU MÉLODRAME »

AUBERVILLIERS

GROUPE TSE

Centre Dramatique National
Direction : ALAIN ARIAS

BOULEVARD DU MELODRAME

une pièce de JUAN PIÑEIRO
révisée par ALFREDO ARIAS

avec
JEAN ROCHEFORT
dans le rôle de Robert Macaire

Jean BENCUIQUI - Amélie BERG - Facundo BO - Olimpia CARISI
Christine DEJOUX - Larry HACER - Patricia HOLYOLUX - Alain LAHAYE
Michèle LOUBET - Jean PÉREIRA - Pierre-François PISTORIO - ZOBEIDA

Decor : Fabio PALAMIDISE - Costumes : Claude GASTINE - Luminaires : André DIOT
Son : Pierre-Jean HORVILLE - Assistante à la répétition : Josépha NICARD

Mise en scène : **Alfredo ARIAS**

Une coproduction du Centre Dramatique National d'Aubervilliers et du Théâtre de la Commune
avec le partenariat du Comité Local de la Région de Paris

THEATRE DE LA COMMUNE
2, rue Lalande-Personne 93200 Aubervilliers
Tél : (1) 48.34.67.67

صلى الله عليه وسلم

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 30 novembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 40 **Série noire** : le Grand Môme. D'après le roman d'ADG, adapt. M. Leviant, réal. J. Ertaud, avec P. Leski, J. Denis, G. Garcin. Une voiture qui roule paisiblement sur une route de campagne est prise d'assaut par trois loubards : une seule rescapée, une fillette, est emmenée dans une maison close au moment où l'on fête l'arrivée d'une nouvelle recrue, Lolita. C'est le premier grand rôle à la télévision de la belle Polonaise Alexandra Lorka. Un polar mené à un rythme d'enfer.

22 h 15 **Droit de réponse** : Rassurer-nous. Avec P. Jarlegan, directeur des relations du GAN, J. Lallemand, président de la Fédération française des sociétés d'assurances, B. Vinstock, président de la Fédération nationale des syndicats d'agents généraux d'assurances et d'autres invités.

0 h Journal.

0 h 15 **Ouvert la nuit** : Les incorruptibles.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2



20 h 35 **Variétés** : M. Sardou, chanteur de jazz. *Amour de Michel Sardou : Coluche, Johnny Hallyday, Serge Gainsbourg, Eddy Mitchell.*

21 h 55 **Les histoires d'Once Upon a Time** : Ivanhoé.

22 h 25 **Méga** : Les enfants du rock. Rock'n'roll graffiti, avec Sylvie Vartan, Roberto Seto.

les Playmates, Dominique Grange, les Chaussettes : Sex machine, avec les gags, les stars, les clips... et ZZ Top. Grace Jones, le groupe Arcadia, Madonna, Jeff Beck. Portrait de Jeanne Maw.

0 h Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 4 **Disney Channel**. Cocktail de dessins animés et de programmes de Disney Channel.

21 h 55 Journal.

22 h 20 **Feuilleton** : Dynastie.

23 h 5 **Musique**.

FR3 PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

17 h 30, Paris kiosque : 18 h 55, La panthère rose : 19 h 5, Atout pic : 19 h 15, Informations : 19 h 35, Image magique : 19 h 55, La panthère rose.

CANAL PLUS

20 h 35, Têlémag : La grille de l'assassin : 22 h 5, Mike Hammer : la mort en barre : 23 h, Le radeau d'Oliver : 0 h, Anthropephages, film de J. d'Amor : 1 h 20, Clandestino, film de P. Barta : 2 h 45, Virus, film de K. Fukusaku : 4 h 35, Dollars, film de R. Brooks.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 **Zola**, malade, de Cosmas Koroncos, musique de M.-B. Servier et B. de Chénier. Avec M.L. Bonfanti et A. Cury : à 22 h, Berre : Léon Schwarzenberg chez Julien Gracq.

22 h 10 **Démarches** avec... Maryline Delphie.

22 h 30 **Musique** : XI^e concours international de piano Frédéric Chopin (Varsovie, du 1^{er} au 20 octobre 1985) : résumés des concours précédents.

0 h Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 **Concert** (en direct du Théâtre des Champs-Élysées à Paris) : Symphonie n° 1 de Beethoven : *Messe solennelle pour le sacre de sa majesté le roi Charles X*, par l'Orchestre national de France, et les Chœurs de Radio-France, dir. R. Muti, chef des chœurs, J. Jouineau.

23 h 5 **L'Europe antisémite 1922-1933** : œuvres de Eisler, Weill.

0 h Festival de Lille.

Dimanche 1^{er} décembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

13 h Journal.

13 h 25 **Série** : Starsky et Hutch.

14 h 20 **Les habits du dimanche**.

15 h **Allée au pays des merveilles**.

16 h 30 **Tiercé à Autouillet**.

17 h 45 **Série** : Salut champion.

18 h 45 **Scout à la une**.

19 h 30 **Les animaux du monde**.

19 h 55 **Feuilleton** : Dallas.

20 h **Sept sur sept**.

20 h **Invité** : Christine Ockrent.

20 h Journal.

20 h 35 **Cinéma** : Ne pleure pas. Film français de J. Ertaud (1978), avec C. Vanel, S. Joubert, X. Labrousse, C. Laurent (Rediffusion). D'après un roman de Guy Lagorce, un film à phase contre l'intolérance et la brutalité. Le réalisme est poussé très loin, l'interprétation excellente.

22 h 20 **Sports** : dimanche soir.

23 h 20 Journal.

23 h 35 **C'est à lire**.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

12 h 45 Journal.

13 h 20 **Tout le monde le sait**.

14 h 30 **Série** : Le juge et le pilote.

15 h 20 **L'école des fans**.

16 h 15 **Kiosque à musique**.

17 h **Série** : Madame le juge. Rediffusion de la série policière adaptée par Alphonse Boudard et réalisée par Edouard Molinaro. Avec Simone Signoret dans le rôle de M^{me} le juge.

18 h 30 **Feuilleton** : Maguy.

19 h **Stade 2**.

20 h Journal.

20 h 35 **Emmenez-moi au théâtre** : Le Sablier. de Nina Companeez. Avec F. Huster, A. Blancheteau, A. Canovas, M. Chevalier... En 1757, quelques jours après la tentative d'assassinat de Louis XVI par Damiens, le jeune chevalier de Vailbrun quitte le village d'Angerville pour rencontrer une riche comtesse, mais il croise la blonde Angélique... Amours, aventures.

23 h 15 **Méga** : Projection privée. Émission de M. Jullian, réal. A. Tarta et P.-A. Bouzang. Avec le professeur Lhermitte (professeur de neurologie et neuro-psychologie à l'hôpital de la Salpêtrière), Marcel Jullian commentera l'actualité culturelle de la semaine. En regardant des films, des documents sonores, des images, on pourra suivre autres de l'écrivain William Stryker, du peintre Mattia, de Jean Guidoni, du cerveau et de la science-fiction au cinéma.

0 h Journal.

0 h 25 **Bonsoir les clips**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

13 h Paris-kiosque.

14 h 20 **Chanson puzzle**.

14 h 30 **Magazine 85**.

15 h **Émission pour les jeunes** (et à 19 h 10).

17 h 30 **Décibels**.

18 h **Culture Clip**.

18 h 30 **Jeu** : Documenta secrets.

19 h 30 **RFO hebdo**.

20 h **Série** : Benny Hill.

20 h 35 **Blue Jean** : la « saga du jean ». P. Kimari, émissaire de D. Friedman. Neuf, usé, délavé, on ne le remarque plus tant il est porté par tout le monde. Neuf cent millions de jeans ont

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 1^{er} DÉCEMBRE

— M. François d'Aubert, député UDF de la Mayenne, répond aux questions des journalistes au cours de l'émission « Forum » de RMC, à 12 h 30.

— M. Jacques Sauter, président du gouvernement du Luxembourg, est l'invité du « Grand jury RTL-Le Monde », sur RTL à 18 h 15.

— M. Jean Popper, secrétaire national du PS, participe au « Club de la presse » d'Europe-1, à 19 h (retransmis en clair sur Canal plus, à 19 h 45).

LUNDI 2 DÉCEMBRE

— M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, est l'invité de l'émission « Face au public », de France-inter, à 19 h 15.

LES SOIRÉES DE LUNDI

TF1 20 h 35, **Richard III**, film de L. Olivier ; 22 h 55, **Étoiles et toiles** ; 23 h 55, **Journal** ; 0 h 10, **C'est à lire**.

A2 20 h 35, **Série** : Les derniers jours de Pompeii ; 22 h 10, **Série** : Le cerveau ; 23 h, **Journal** ; 23 h 35, **Bonsoir les clips**.

FR3 20 h 35, **La Marianne de Charles**, film de P. Chevalier ; 22 h 5, **Journal** ; 22 h 30, **Boîte aux lettres** ; 23 h 25, **Prélude à la nuit**.

CHEZ PHOX PAS D'INTOX

1980F FUJI DL 200 avec obj. F2,8/32 mm. Compact 24 x 36 motorisé, autofocus, flash incorporé, prébobinage combiné à chargement automatique. Réglage DX.

phox CHEZ PHOX, PAS D'INTOX

350 PHOTOGRAPHES DANS TOUTE LA FRANCE

LES LILAS : PHOTO CINE RECORD - 151, rue de Paris - Tél. 43 62 71 21

PARIS 2^e : PHOTO CINE CHOISEUL - 87, passage Choiseul - Tél. 47 96 27 30

PARIS 9^e : SELECTION PHOTO CINE - 21, boulevard Malesherbes - Tél. 47 42 33 58

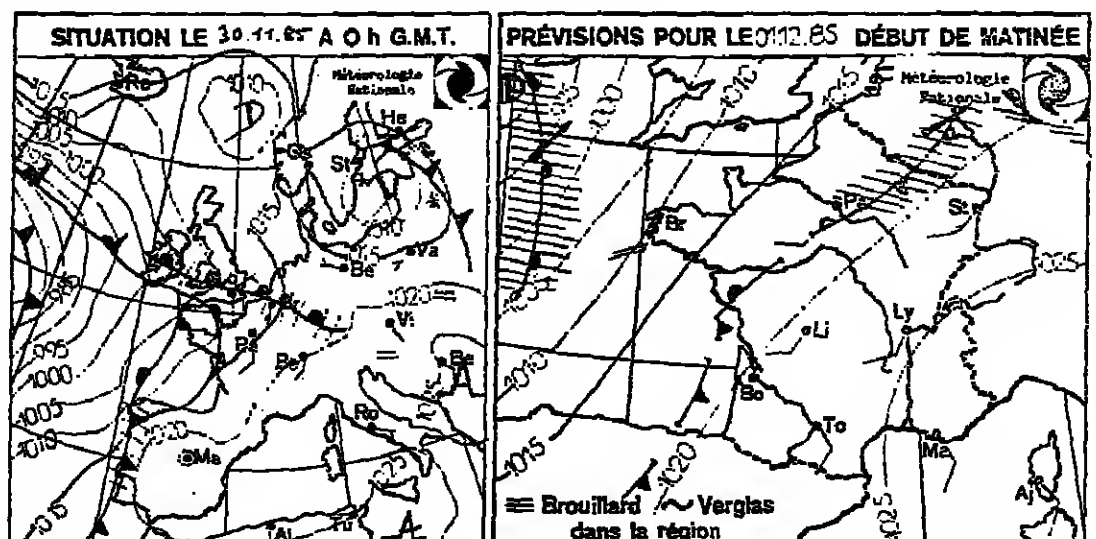
PARIS 14^e : P.S. - 57, rue de Châteaudun - Tél. 48 74 73 81

PARIS 16^e : SELECTION PHOTO CINE - 91, rue de la Fayette - Tél. 48 78 07 81

PARIS 18^e : PHOTO - CINE - VISION - 85, avenue Mozart - Tél. 42 89 37 69

SENLIS : PHOTO DE LA HALLE - 27, place de la Halle - Tél. 44 53 10 67

MÉTÉOROLOGIE



Front quasi stationnaire Front chaud Front froid Pluie Brouillard

Verglas Neige Averses Vent fort Occlusion

Evolution probable du temps en France entre le samedi 30 novembre à 8 heures et le dimanche 1^{er} décembre à 24 heures.

Un vaste système dépressionnaire sur l'Atlantique dirigé sur la France un flux de sud-ouest de plus en plus doux ; le courant perturbé associé atteindra les régions du nord-ouest tandis que le reste du pays sera protégé par un champ de pression relativement élevé.

Dimanche : Un temps très nuageux ou couvert prédominera de la Bretagne à la Normandie et au Nord.

Des Pays de la Loire, au Bassin Parisien, au nord du Massif Central et aux régions du Nord-Est, les nuages abondants le matin, feront place l'après-midi à quelques éclaircies ; les précipitations éventuelles ne seront pas significatives. Enfin, du Sud-Ouest, aux Alpes et à la Méditerranée, un temps peu nuageux ou nuageux se maintiendra au cours de la journée.

Les températures minimales, seront positives, et dépasseront même parfois 10 degrés des côtes.

À la fin de l'après-midi, les températures maximales, toujours en hausse,

atteindront 14 à 21 degrés du Nord-Ouest au Sud-Ouest, 10 à 15 degrés du Nord-Est au Centre-Est, 15 à 18 degrés près de la Méditerranée. Le vent de sud-ouest soufflera modérément ou assez fort près des côtes atlantiques et de la Manche.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 29 novembre, le second le minimum de la nuit du 29 novembre au 30 novembre) : Ajaccio, 15 et 6 degrés ; Biarritz, 14 et 11 ; Bordeaux, 13 et 6 ; Brest, 12 et 11 ; Brest, 13 et 12 ; Cannes, 11 et 4 ; Cherbourg, 9 et 9 ; Clermont-Ferrand, 9 et 5 ; Dijon, 4 et 1 ; Digne, 12 et 10 ; Embrun, 6 et 2 ; Grenoble-St-M-H, 5 et -1 ; Grenoble-St-Claude, 5 et -1 ; La Rochelle, 10 et 8 ; Lille, 2 et 1 ; Limoges, 7 et 6 ; Lorient, 12 et 12 ; Lyon, 9 et 7 ; Marseille-Marinade, 14 et 9 ; Menton, 13 et 6 ; Nancy, 2 et 1 ; Nantes, 12 et 10 ; Nice-aéroport, 13 et 6 ; Nice-Ville, 13 (a.c.) ; Paris-Montsouris, 8 et 6 ; Paris-Orly, 8 et 6 ; Pau, 15 et 2 ; Perpignan, 14 et 3 ; Rennes, 12 et 10 ; Rouen, 7 et 6 ; Saint-Etienne, 9 et 2 ; Strasbourg, 1 et 0 ; Toulouse, 14 et 2 ; Tours, 8 et 6.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 20 et 9 ; Genève, 6 et 4 ; Lisbonne, 12 et 11 ; Londres, 5 et 4 ; Madrid, 9 et -2 ; Rome, 16 et 8 ; Stockholm, 0 et -5.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

EXPOSITION-VENTE

TAPIS AFGHANS. — Une exposition-vente de tapis afghans et d'objets d'artisanat d'Afghanistan a lieu du 30 novembre au 15 décembre à Paris. Organisée par l'Amitié franco-afghane (Afana), elle est réalisée au profit de l'aide humanitaire distribuée directement par des bénévoles de l'association aux villages afghans bombardés. Tous les jours de 10 heures à 20 heures, 8, rue Christine à Paris, 6^e. Tél. : 43-26-04-14.

★ AFRANE, BP 254 75524 Paris cedex 11.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4108 HORIZONTALEMENT

I. Arrêts de « rigueur ». — II. Sandwich, pour les Anglais. Prénom. — III. Peut être ennuyeux dans certains cas, très amusant dans d'autres. Symbole chimique. — IV. Fait les gros titres à l'étranger. Un train que l'on peut prendre en marche. — V. Puff. — VI. Préposition. — VII. Peut venir d'une grosse tête ou d'une forte tête. Mesure. — VIII. Élément d'une colonne. Fait donc battre les cœurs ou se dilate la rate. — IX. Sont à éviter pour un travail soigné. Conjonction. Un point. — X. Vierge. — XI. Poinçonnage. — XII. Poinçonnage. — XIII. Poinçonnage. — XIV. Poinçonnage. — XV. Poinçonnage.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
I															
II															
III															
IV															
V															
VI															
VII															
VIII															
IX															
X															
XI															
XII															
XIII															
XIV															
XV															

considérer comme les premiers venus. — XV. Possessif. Trop poit ou juste ce qu'il faut. Ancienne pépinière de philosophes.

VERTICALEMENT

I. Filtre solaire. Lumières d'étoiles. — II. Chère même lorsqu'elle est ordinaire. Petit lac. — III. Petit faubourg ou grande volonté, c'est selon. Le mot de la fin. Élément d'un réseau. — IV. Ont toujours une bonne place pour des bonnes

Solution du problème n° 4107

Horizontalement

I. Oatologie. — II. Supère. Ri. — III. Têt. Bas. — IV. Enigme. Je. — V. OIT. Buse. — VI. Laudateur. — VII. Dure. Ne. — VIII. Gré. Drain. — IX. Lo. Dépara. — X. Etui. En. — XI. Este. Est.

Verticalement

I. Ostéologie. — II. Tactis. Rote. — III. Aptitude. Us. — IV. Du. Dit. — V. Guimbarde. — VI. R. Euterpe. — VII. Sc. Aune. — VIII. Rajour. — IX. Bise. Rensit.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

LUNDI 2 DÉCEMBRE

« Les primitifs français », 14 h 30, Louvre, porte Denon (Arctus).

« L'Opéra », 14 heures, devant entrée (Ch. Marie), ou 13 h 30 (P.-Y. Joliet).

« Gros, Géricault et Delacroix au Louvre », 14 h 30 (Clio).

« Les Gobelins », 14 h 30, tél. 47-34-36-63 (Clio).

« Versailles : grande et petite écurie du château, collections de moulages antiques grecs et romains », 14 h 30, grille petite écurie.

« Peinture française du dix-septième siècle au Louvre », 14 h 15 devant bureau information.

« Les salons de l'hôtel de Lassay », 15 h 30, 128, rue de l'Université (M. Hager).

« Histoire et fonctionnement de l'Hôtel des Ventes », 15 heures, sous loge, sortie méro Richelieu-Drouot (M. Ragueneau).

« Les grandes affaires criminelles de l'histoire de France. Vie quotidienne des Parisiens d'Henri IV à Zola. Les registres d'écrit sous la terreur », 15 heures, 4, rue des Carmes (I. Hautier).

« Salons de l'Hôtel de Lauzun, tél. la veille 42-57-06-77 (Arctus et curiosités de Paris).

« L'hôtel de Lassay », 14 h 30, métro Invalides, sortie Université (Carte d'identité) (E. Romann).

« Un quartier de roture, Belleville et son cimetière », 14 h 30, sortie métro Télégraphe (V. de Langlade).

« Le vieux Muffetard », 14 h 30, métro Censier-Daubenton (Les Filaneries).

« Le Marais, la place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

CONFÉRENCES

21 bis, rue Notre-Dame-des-Victoires, 15 heures : « La République de Novgorod et Alexandre Nevski ».

11, rue Jacques-Bingen, 14 h 30 : « Paris à la Belle Époque ».

36, rue Bergère, 19 h 30 : « De la souffrance à la plénitude ».

62, rue Madame, 14 h 30 : « Art contemporain : dada et le surréalisme ».

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 30 novembre :

DES DÉCRETS

● Modifiant le décret du 27 août 1948 déterminant les indemnités diverses susceptibles d'être payées au titre de la solde aux militaires des armées de terre, de mer et de l'air.

● Modifiant le décret du 14 février 1979 portant extension aux départements d'outre-mer de la loi du 31 décembre 1970 relative aux groupements fonciers agricoles.

● Modifiant le code du travail (deuxième partie : décrets en Conseil d'État) et relatif à la négociation collective et au règlement des conflits du travail dans la marine marchande.

UNE DÉLIBÉRATION

● Du 5 novembre 1985 portant recommandation relative à l'utilisation par les candidats aux élections politiques et les partis politiques de fichiers publics et privés en vue de l'envoi de documents de propagande et de la recherche de financement.

Le Monde REGIONS

Auvergne

Le service de CASIMIR

Un pôle technologique CASIMIR (Centre d'appui et de stimulation des industries par les moyens de l'innovation et la recherche) vient de voir le jour en Auvergne, à Clermont-Ferrand. Ce dispositif, soutenu par l'Etat et le Conseil régional dans le cadre du IX^e Plan, a été mis en place autour du potentiel constitué par les deux universités clermontoises, les grandes écoles d'ingénieurs et les laboratoires associés du CNRS.

CASIMIR se veut un réseau de compétences au service des entreprises auvergnates. Il agit déjà dans les domaines suivants : conception et fabrication assistées par ordinateur, mécanique et contrôle de la qualité, polymères et matériaux composites, informatique-productique, qualité industrielle, agro-alimentaire, métallurgie, micro-électronique, automatisme, électricité.

Douze ingénieurs et techniciens ont été recrutés. L'Etat investit 14,5 millions de francs pour la durée du Plan sur cette opération, la part de la région s'élevant à 7 millions de francs.

Compartment anglophone

« Train-in english » est le titre d'une initiative de l'Ecole supérieure de commerce de Clermont-Ferrand et de la SNCF. Dès aujourd'hui, et durant tout l'hiver, les voyageurs de la ligne Clermont-Paris pourront parfaire leurs connaissances en anglais avec des professeurs anglophones dans un compartiment réservé à cet effet. Les séances ont lieu les mercredis et jeudis, sauf veilles de fêtes et vacances scolaires, dans deux trains : celui quittant Clermont-Ferrand à 8 h 17 et celui descendant de la gare de Lyon à 17 h 30.

Le prix de la séance est fixé à 95 francs pour les particuliers. Une formule d'abonnement est également proposée ainsi que des conditions propres aux entreprises.

CORSE

Granit pour l'Italie

Depuis le mois de juin, une entreprise insulaire, Granicoorse, produit des dalles de granit rose et noir, extrait dans la région de Zonza, en Corse du Sud, et taillé dans la zone industrielle de Bastia. 4 500 mètres carrés de dalles sont exportés chaque mois. Principal client en même temps que concurrent : l'Italie.

Granicoorse devrait bénéficier pour se développer et diversifier sa production d'un financement européen de 2 millions de francs, lié au programme intégré méditerranéen (PIM). — D. A.

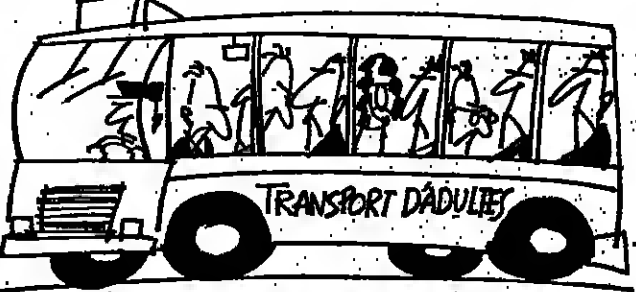
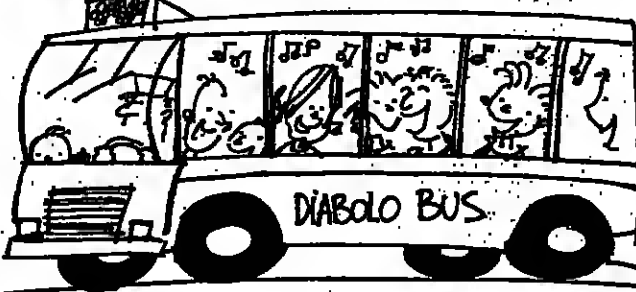
Besançon met ses jeunes en mairie

C'est une étrange classe dont Robert Schwint, sénateur socialiste, maire de Besançon, négocie le contrat de collège, a assuré la rentrée en insérant dans leurs fonctions les cinquante-cinq membres du conseil des jeunes dont Besançon est la première ville de plus de cent mille habitants à se doter.

Eus en octobre dernier par leurs pairs des classes de 5^e des 14 collèges publics et privés de la ville, ces jeunes édués, dont le mandat n'a pas de fondement juridique, ont sagement été écoutés par le « maître ».

Ils avaient beaucoup à dire, beaucoup de revendications à exprimer : « Des endroits pour se retrouver et boire des chocolats, car les cafés ne nous acceptent pas toujours », et une discothèque pour les treize-quatorze ans, davantage de terrains de brosses, de piscines couvertes, de zones pour la pêche à roulettes, plus d'argent aux mairies et moins de punks sur le chemin des écoles... sans compter le droit de mûcher du chewing-gum pendant les cours.

Les préoccupations exprimées par ces jeunes porte-paroles, dont la campagne électorale a été, il est vrai, « épaillée » par les professeurs (ce qui a peut-être réduit les chances de cancers géniaux...) ne se limitaient pas à cela : la pollution des eaux du Doubs, les crottes de chien sur les trottoirs, les clochards pour lesquels il faudrait des



conseil des jeunes apparaît en effet dans les rues de Besançon, un bus spécialement étudié pour les moins de dix-huit ans.

Un bus nommé Diabolo

Les techniciens de la Compagnie des transports bésançonnais ont travaillé à partir de projets présentés par un groupe d'élèves. Ce nouveau bus, baptisé « Diabolo », est équipé d'une sonorisation stéréophonique destinée à diffuser les meilleurs tubes du moment, et on l'a équipé d'un « tableau de libre expression » où les graffiti et messages personnels seront admis. Des chauffeurs volontaires... et psychologues seront affectés à ce nouveau service.

Les initiateurs du projet comptent sur les gadgets du nouveau bus pour attirer leur jeune clientèle et limiter les effets du fameux conflit de générations aux heures de pointe. Il n'est pas question en effet d'interdire aux enfants l'usage des véhicules ordinaires. Seul à courir le risque de voir le conseil municipal des jeunes créer la ségrégation.

Quant à savoir si les plus de dix-huit ans auront le droit de prendre un Diabolo, l'histoire ne le dit pas. De toute façon, il est convenu qu'il ne transporterait alors d'être... « empoisonnés ».

CLAUDE FABERT.

ILE-DE-FRANCE

Les dépenses dépasseront 5 milliards de francs en 1986

« Il s'agit d'un budget d'expectative », a déclaré, le mardi 27 novembre, M. Alain Glotter, vice-président chargé des finances en présentant le projet de budget de l'Ile-de-France pour 1986. « Il faut, en effet, se garder une marge de manœuvre puisque ce sont nos successeurs, après mars 1986, qui auront à l'appliquer, et puisqu'il faudra peut-être décaler des crédits pour payer les rémunérations des conseillers régionaux si le projet de loi sur la limitation des cumuls des mandats est voté ».

En dépenses ordinaires et crédits de paiement, le budget de l'Ile-de-France sera de 5,051 milliards de francs (+ 4,2 % et + 16,6 % si l'on tient compte des 538,8 millions de francs représentant le transfert aux régions, à partir de l'été prochain, des lycées). Les autorisations de programme, elles, restent stables (+ 0,9 %). Globalement, le budget d'Ile-de-France consacre une priorité, comme l'an dernier, aux investissements et modère la pression fiscale.

La dotation globale de fonctionnement (DGF), qui représente avec

960 millions de francs l'essentiel de la contribution de l'Etat (l'Ile-de-France est la seule région à bénéficier de cette dotation), baisse, en France constante. Si le conseil régional maintient au même niveau la taxe spéciale d'équipement, qui rapporte la même somme que la DGF, en revanche, elle relève la taxe sur les permis de conduire (130 F au lieu de 120 F), la taxe additionnelle aux droits d'enregistrement (dont le taux passerait de 0,65 % à 0,80 %), et enfin la taxe sur les cartes grises (+ 6 %).

Du côté des dépenses, ce sont les transports qui se taillent la part du lion, puis le logement et la politique de l'eau.

Par rapport aux autres régions, l'Ile-de-France a le plus fort budget en valeurs absolues et relative puisqu'il représente 430 francs par habitant en 1985, contre 283 francs en province (les extrêmes étant le Centre avec 216 francs et Provence-Alpes-Côte d'Azur avec 359 francs). Mais depuis 1982, la progression des dépenses en Ile-de-France est beaucoup plus faible

(+ 7,3 % par an) qu'en province (+ 19 %).

Commentant le projet de budget, M. Michel Girard, président (RPR) du conseil régional, a dénoncé la politique gouvernementale, qui s'apparente à un « processus d'étranglement des finances locales », en faisant allusion à deux projets précis :

— le refus de faire prendre en charge par le Fonds de compensation de la TVA les acquisitions de terrains effectuées par les collectivités locales en 1984 (un « trou » de 1 milliard de francs environ) ;

— puisque, dans son projet de budget 1986, l'Etat réduit sa contribution aux régions de retraite définitives, « il oblige la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) à compenser le trou, pour 4 milliards de francs. C'est du racket ». Au ministère de l'Intérieur et de la décentralisation on explique qu'il s'agit simplement de mettre en œuvre le principe de la solidarité nationale.

F. GL.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

L'appel du Sud

La « lettre M » éditée à Montpellier vient de publier une analyse de l'Observatoire régional du changement économique et social (ORCES) sur l'émigration en Languedoc-Roussillon. Voici, quelques traits marquants :

Entre 1975 et 1982, le Languedoc-Roussillon a décroché le palme d'or de la croissance démographique française : + 1,1 % par an, contre + 0,47 % pour la France. Le mouvement naturel étant quasiment nul, l'expansion démographique de la région est pour sa totalité due aux nouveaux Languedociens : 304 000 hommes et femmes dont 44 000 étrangers ont entre 1975 et 1982 répondu à « l'appel du Sud ».

Contrairement à l'idée reçue, ces nouveaux languedociens « viennent dans la région pour travailler, non pour chahuter au soleil. Ils sont attirés par les créations d'emploi : de 1975 à 1982 les emplois ont progressé de 10 %, trois fois plus qu'en France en moyenne. Si l'emploi s'est rétréci ces dernières années au niveau national, il a continué en Languedoc-Roussillon à croître légèrement.

F. GL.

Autre constatation : longtemps l'agglomération de Montpellier apparaissait comme la seule bénéficiaire de cette expansion démographique. Ce schéma est aujourd'hui dépassé : la croissance est plus diffuse et il y a modération de la dominante montpelliéraine.

Cependant si les parties vivantes de la région sont plus nombreuses, si l'on constate une meilleure habitation des points forts, les zones défavorisées restent défavorisées et la prospérité des zones favorisées ne fait que souligner leurs handicaps.

MIDI-PYRÉNÉES

Les Pyrénées vont sortir de l'ombre

Près de 30 000 téléspectateurs de six départements de la chaîne pyrénéenne pourront recevoir d'ici cinq ans tous les programmes du service public, lorsque seront éliminées ce que les spécialistes appellent les « zones d'ombre ». Tel est le résultat d'un protocole d'accord signé à Toulouse par TDF (Télédiffusion de France) et le CIDAP (Comité interdépartemental pour le développement et l'aménagement des Pyrénées).

Ce plan d'aménagement des zones de montagne, qui prévoit l'installation de près de 225 émetteurs ou récepteurs, a été mis à l'étude en 1984. Il coûtera 38 millions de francs payés à égalité par TDF et les collectivités locales intéressées.

C'est l'Ariège qui, au regard de l'Atlas dressé par TDF, fait figure de département le plus défavorisé. Sur ses 195 000 habitants, plus de 8 800 — soit 4,5 % de la population — sont mal desservis par le réseau TDF. — G. V.

NORD-PAS-DE-CALAIS

Suspensions en série

Le Nord détient le record de France des suspensions de permis de conduire : les autorités judiciaires et administratives ont sanctionné 9 561 automobilistes dans ce département en 1984. Viennent ensuite la Seine-Maritime (8 555 suspensions), le Morbihan (6 180), le Val d'Oise (5 676) et le Pas-de-Calais (5 585). En revanche, indique le Centre de documentation et d'information de l'Assurance (CDIA), dans les départements de la Lozère, des Alpes-de-Haute-Provence et du Cantal, les conducteurs se font très rarement confisquer leur triptyque rose (respectivement 170, 437, 441 suspensions en 1984).

Sur l'ensemble du territoire, plus de 250 000 permis ont été suspendus au cours de l'année écoulée.

POINT DE VUE

Le Méné-Rennes même combat

Par PAUL HOUÉE,

maire de Saint-Gilles-du-Méné (Côte-du-Nord), président du Comité d'expansion du Méné.

Le pays du Méné, dans les Côtes-du-Nord, fête le vingtième anniversaire de son comité d'expansion, ou pourrions dire de sa résurrection. Les vingt et une communes de cette région de Bretagne centrale menacées par l'exode rural allaient à une mort lente. Elles se sont groupées pour se ressaisir, et le 29 novembre, René Soucheon, ministre délégué auprès du ministre de l'Agriculture, a signé avec leurs représentants une charte intercommunale qui va leur permettre de mieux préparer l'avenir. Au centre du « pays », la commune de Saint-Gilles-du-Méné, dont le maire, Paul Houée, est aussi président du comité d'expansion. Il nous explique comment et pourquoi il a osé se jumeler avec le capitaine de la Bretagne, Rennes.

Rennes a multiplié les jumelages avec plusieurs villes étrangères de grand renom. Mais pourquoi avoir choisi de s'associer avec Saint-Gilles-du-Méné, une petite commune rurale de 519 habitants au centre de la Bretagne ?

Les maires de Rennes et de Saint-Gilles sont unis par une amitié antérieure à leurs responsabilités municipales : elle remonte à leur engagement commun dans la promotion des pays, conçus comme des zones d'interdépendance ville-campagne. Eus maires en 1977, ils ont voulu mettre en œuvre de nouvelles relations entre la capitale bretonne et la Bretagne intérieure.

Mais surtout cette coopération veut créer de nouvelles relations entre citoyens et ruraux. Ils se connaissent si mal ! Hier, les jeunes ruraux rêvaient de la ville merveilleuse et la paupérisaient de tous leurs vœux ; aujourd'hui, ils savent les avantages et les limites de la vie urbaine. Maintenant, c'est au tour des citadins de peupler la campagne de tous leurs rêves insatisfaits. Mais que savent-ils des difficultés et des joies de l'existence quoti-

dienne, du travail à la ferme, à l'atelier, de la vie d'un village et d'un bourg par un soir d'hiver ?

Les habitants du Méné ont de même besoin de découvrir que Rennes n'est pas seulement l'hôpital de Pontchaillou, l'usine Citroën ou les établissements universitaires, mais que c'est d'abord une vie de quartier, avec ses problèmes d'emploi, d'habitat.

Permettre aux citadins et aux ruraux de partager leurs avantages réciproques, en éliminant toute exploitation commerciale, toute réduction folklorique, toute domination culturelle, tel est l'un des objectifs de ce jumelage, qui se réalise de manière progressive et discrète.

Tout commença le 17 juin 1978, lorsque cent vingt personnes de Saint-Gilles (le quart de la population locale) furent reçues avec chaleur et grand honneur par le maire, Edmond Hervé, le conseil municipal et de nombreuses associations de Rennes. Le 15 octobre suivant, c'était au tour de la municipalité et des familles saint-gilloises de recevoir cent

treinta Rennais dans une ambiance de fête et de cordialité.

Depuis lors, les retrouvailles régulières ont pris des formes variées. En 1979 et 1980, les enfants ont été les principaux bénéficiaires de ces échanges : classe de mer commune entre enfants de Saint-Gilles et enfants de Villejean, « classe de villa », de trois jours pour les enfants de Saint-Gilles, réception de plusieurs classes de Rennes à Saint-Gilles. Et les anciens maintiennent fidèlement les échanges.

Mais la meilleure façon de se connaître est encore de consommer ensemble. Plusieurs projets attendent d'être concrétisés. Dans le cadre du contrat de pays, il fut envisagé de créer à Rennes une Maison du Méné, vitrine commerciale, touristique et culturelle du Méné ; cette initiative pourrait être reprise à l'échelon plus vaste des pays de Bretagne. A plusieurs reprises, a été avancée l'idée d'un village de vacances, pour accueillir des familles de quartiers populaires, ayant besoin de repos ou de convalescence ; elles trouveraient à Saint-Gilles l'environnement physique et surtout humain dont ils ont besoin.

Les perspectives les plus audacieuses se situent dans le domaine économique. Saint-Gilles et le Méné n'ont d'autres ressources que leur agriculture et leurs importantes activités agro-alimentaires. Allonger le processus de transformation, diversifier les produits et leur présentation selon les goûts des consommateurs,

mieux valoriser les sous-produits par le recours aux biotechnologies, sont les seuls moyens de créer des emplois et des revenus stables. Le Méné dispose des atouts et unités de transformation les plus performants de Bretagne, mais il lui manque les laboratoires de recherche appliquée et les circuits de commercialisation indispensables.

De là, est née l'idée d'une filière agro-alimentaire et biotechnologique comportant en amont à Rennes les laboratoires de recherche appliquée et de transfert des technologies, dans le Méné les unités d'abattage, d'extraction et de première transformation ; en aval à Rennes, les unités de transformation plus élaborées et de mise en marché. Le Méné fait de cet objectif l'une des priorités de sa charte intercommunale.

Il y va de l'aménagement et du développement équilibré de la Bretagne entière. Cela suppose une planification régionale, des conventions de coopération à différents niveaux. Cela exige avant tout une adhésion populaire, la mobilisation des communes, des associations, des comités de pays autour d'objectifs concrets pour une meilleure répartition des ressources et une égalité des chances. Au lieu d'une Bretagne livrée aux puissances d'argent, qui ne conduiraient qu'au gonflement coûteux et inhumain de vastes concentrations urbaines et au désert des campagnes intérieures.

Économie

REPÈRES

Japon : excédent commercial toujours considérable

L'excédent de la balance des comptes courants japonais s'est très légèrement réduit en octobre, revenant à 4,77 milliards de dollars contre 4,88 milliards le mois précédent. La balance commerciale, pour sa part, resta fortement excédentaire : 5,40 milliards après 5,27 milliards de dollars en septembre, soit 43,8 milliards pour la période janvier-octobre. Le ralentissement des ventes de matériels d'équipement électronique a provoqué une baisse de 4 % entre avril et septembre des bénéfices d'exploitation cumulés des grandes sociétés, selon un institut économique privé, le Wako Research Institute of Economics. Le chômage atteignait officiellement 2,8 % de la population active en octobre, 0,1 % de plus qu'en septembre. Il s'agit du taux le plus élevé enregistré depuis le début de l'année. Par contre, l'inflation reste modérée. Sa poussée a été contenue à 1,4 % en octobre et à 2,3 % sur douze mois.

Plan Baker : les banques réticentes

Les Etats-Unis font monter la pression auprès des banques occidentales et leur demandent d'accepter, avant le 15 décembre, le plan Baker, du nom du secrétaire américain au Trésor qui a fait, lors de l'assemblée annuelle du Fonds monétaire international à Séoul, des propositions pour répondre aux difficultés nées de la dette du tiers-monde. Ce plan en trois points prévoit un effort d'assainissement de la part des pays lourdement endettés, une plus large intervention de la Banque mondiale et l'attribution à quinze pays de 20 milliards de dollars de crédits supplémentaires sur trois ans de la part des banques commerciales. Un président de la Deutschebank, M. Alfred Harthausen, a bien résumé le sentiment des milieux bancaires le vendredi 29 novembre en indiquant que le plan Baker serait appliqué « s'il n'y a pas d'autre solution » et qu'il convenait d'obtenir des éclaircissements sur l'attitude des gouvernements intéressés comme de la Banque mondiale.

APRÈS LE CONGRÈS DE LA CGT

En attendant l'heure des comptes

« Ils vous disaient moroses, moribonds... votre enthousiasme a répondu », s'est exclamé M. Jean-Claude Laroze, le vendredi 29 novembre, en clôture du 42^e Congrès de la CGT. Et de fait, c'est dans la liesse, l'explosion de joie et de confiance même que les congressistes ont achevé leurs travaux, échantant, dansant et scandant leur refrain : « Oh là là ! Oh là là ! A la CGT, on est toujours là ! ». La CGT est effectivement toujours là, et ce serait une erreur de l'ensevelir, même avec 700 000 adhérents de moins en sept ans, selon les chiffres officiels. Mais il ne suffit pas de réunir 978 délégués (seulement) dans ses murs pendant près de six jours pour gonfler les problèmes et retrouver à la base un dynamisme qui s'insolentement disparu. L'auto-persuasion est mauvaise conseillère.

Dans la foulée d'une « clarification » sur les responsabilités du gouvernement socialiste qui s'est faite sans heurts — au niveau du congrès — la CGT a repris le chemin de l'action afin de rassembler les salariés pour, selon la formule de M. Laroze, « infléchir, inverser les orientations de la politique actuelle » et « réduire les prétentions patronales ». Le congrès a décidé d'une journée d'action de « grande ampleur » pour le 4 décembre contre le projet de loi sur l'aménagement du temps de travail, avec un enthousiasme d'autant plus grand que l'on prête au texte plus de « dangers » qu'il n'en a, en rajoutant

l'extension du travail de nuit des femmes qui n'y figure pas. On voit mal comment une telle action, même si elle est plus visible que celle du 26 novembre, elle aussi dirigée contre la flexibilité, pourrait, selon l'expression de M. Laroze, « rendre impossible le vote de la loi ».

La CGT aurait tort d'entretenir les illusions autour de tels mots d'ordre alors que l'urgence est bel et bien l'adaptation de la vie interne de la centrale et l'adaptation du syndicalisme. Sur ce terrain, M. Henri Krasucki a fait quelques ouvertures, se montrant réellement soucieux de l'unité et de la capacité d'évolution de son syndicat. Mais malgré les interventions de MM. Obadia, Sainjon et d'une trentaine de délégués, la « clarification » a fait passer ce débat au second plan. « Il n'y a pas de déclin fatal », a pourtant dit un orateur, qui a encore ajouté : « Si le salarier de tout ce qui bouge, c'est prendre à bras les corps toutes les mutations sociales qui traversent le monde du travail. Ne savons pas fléchir, repliés sur des schémas dépassés. (...) Ce n'est pas altérer notre analyse de classe que de prendre en compte certains problèmes nouveaux ». Ce langage « moderne » a été tenu par M. François Duteil, qui vient d'écarter du bureau et a déjà l'effluve d'un futur secrétaire général.

Il y a malheureusement peu de chances pour que des délégués qu'on

LES DEUX CHINES A LA BANQUE ASIATIQUE DE DÉVELOPPEMENT

Un test de cohabitation pour Pékin et Taïpeh

Voir siéger dans la même enceinte un représentant de Pékin et un représentant de Taïpeh, c'est là un tour de force que ni les Nations unies ni la Banque mondiale n'ont réussi. La Banque asiatique de développement (BAD) est en passe de le réaliser. Près de trois ans de négociations aussi discrètes que laborieuses devraient ainsi permettre au président de cette banque régionale, le Japonais Masao Fujioka, de concrétiser une ambition personnelle majeure, aux implications politiques et économiques de taille : faire cohabiter les deux Chines.

Les bases d'un compromis sont apparues suffisamment solides pour que Pékin demande officiellement le 28 novembre son adhésion à la Banque et pour que l'institution envisage ouvertement cette entrée d'ici l'assemblée annuelle d'avril 1986. Un compromis à la mesure des difficultés à résoudre. Membre fondateur de la Banque, Taïwan ne pouvait en être exclu, comme ce fut le cas lors de l'entrée de la Chine populaire aux Nations unies. Il lui était tout aussi difficile d'y rester sous sa dénomination actuelle de « République de Chine ».

A moins de voir les tenants purs et durs des principes taïwanais l'emporter au cours des semaines à venir sur les partisans d'une ouverture permettant au pays de sortir d'un isolement diplomatique croissant, c'est donc sous le nom de « Taïpeh-Chine » que le représentant de l'île siégera auprès de celui de la République populaire de Chine.

Un test politique suivi avec une attention particulière par les Etats-Unis, dont les pressions sur Taïpeh ne sont pas étrangères au déblocage du dossier. Le différend symbolique sur les drapeaux pourrait lui aussi être réglé de façon aussi simple qu'expéditive : seul celui de la BAD sera sans doute appelé à flotter au siège de l'institution, à Manille. Quant à la formulation même de l'adhésion de Pékin, elle fera les délices des experts en exercices de style diplomatique, toute allusion à l'unique représentation du peuple chinois étant, bien évidemment, exclue.

Certains ne verront dans ce compromis qu'une série de contorsions subtiles. Ce serait oublier que, au-delà d'une cohabitation politique,

ment impensable il y a quelques années avec Taïwan, l'entrée de la Chine apportera une nouvelle dimension à une banque régionale disposant de solides moyens financiers. L'an dernier la BAD a approuvé pour plus de 2,23 milliards de dollars de prêts. Créée en 1966 à l'initiative des Etats-Unis et du Japon, cette institution de 45 membres — dont 31 pays d'Asie et du Pacifique — cherche aujourd'hui un nouveau souffle.

Après la forte croissance de 5,5 % de la région en 1984, les lézards économiques apparaissent jusque dans les nouveaux pays industriels — Taïwan, Corée du Sud, Singapour. Dans la foulée d'une politique réactionnaire restrictive, le Fonds asiatique de développement (FAD), mis en place pour offrir des crédits à taux d'intérêt privilégiés aux plus démunis, a été contraint de limiter ses interventions. Dans le meilleur des cas, les ressources dont le Fonds disposera pour la période 1987-1990 ne dépasseront guère, en dollars constants, les 3,2 milliards de 1983-1986. On est loin des 5 milliards réclamés initialement par les dirigeants de la BAD.

de financements assez modestes pour de vastes pays pourrissent d'ailleurs subir un premier test avec l'Inde.

Membre actif de la BAD, ce pays n'en a jusqu'à présent obtenu aucun prêt. Reflet des mauvaises relations de New-Delhi et de Washington, cette mise à l'écart est sur le point de prendre fin avec l'octroi d'un programme de financement sur trois ans. Considérée par chacun comme une expérience de ce qui pourrait être montée à l'avenir pour la Chine, cette opération continue de susciter des discussions serrées.

Les Américains ont apparemment mis un peu d'eau dans leur vin, et un programme de l'ordre de 300 à 300 millions de dollars n'est pas exclu. Cette avance prudente par tests successifs n'a pas encore permis de résoudre un autre problème, de fond, pour la BAD et ses membres, celui de la place à accorder à Pékin lors de la définition de sa participation initiale au capital de l'institution.

La part du Japon et des Etats-Unis, 16,5 % chacun, est bien évidemment hors de portée. Les observateurs estiment qu'un accord devrait être trouvé entre 5 % et les 7,8 % de l'Inde. Mais tout dépendra en fin de compte de l'attitude de Taïwan. En réaffirmant, le 29 novembre, que les dirigeants de Pékin entendent disposer du seul représentant légal de la Chine à la BAD, l'agence Chine nouvelle cherche à conforter l'impression que « Taïpeh-Chine » ne disposera guère plus que d'un statut de simple province.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

Le test de l'Inde

Comment s'étonner dans ces conditions des inquiétudes des membres de la Banque, qui voient dans l'adhésion d'un géant aux immenses besoins, la Chine, un risque de forte compression de leur part des crédits ? A Manille, au siège de la BAD, on se veut rassurant. Pékin se serait engagé à ne pas être trop gourmand, dans un premier temps tout au moins. L'utilisation judi-

la CGT. Et la centrale, comme le PC, avec un poids politique accru des communistes (76 % au lieu de 78 % à la CE mais un membre du Comité central de plus au bureau), ferrailler avec le pouvoir socialiste. En attendant, après mars, l'heure des comptes.

MICHEL NOBLECOURT.

Le nouveau bureau confédéral de la CGT

Elu à l'unanimité par le comité confédéral national, le bureau confédéral est ainsi composé :

Secrétaire général : M. Henri Krasucki (PC).

Secrétaires : M. Gérard Alazard (PC) ; M. M. L. Brovelli ; MM. André Deluchat (PS), François Duteil (PC), Joannes Galland, Gérard Guerné (PS), Pierre Koehler (*), Bernard Lacombe, Jean-Claude Laroze ; M. Jacqueline Léonard (PC) ; M. René Lomet

(PC) ; M. Janine Marest ; M. Alain Obadia (PC) ; M. Thérèse Poupon (PC) ; MM. Alphonse Veronèse, Louis Vianet (PC), Michel Warcholek (PC).

(*) Nouveaux membres.

[M. Pierre Koehler est né le 28 juillet 1933 à Paris. Après des études de compositeur typographe au lycée Edouard et aux cours professionnels de la Charité central de typographie parisienne, il passe un CAP d'aide-comptable et obtient un diplôme d'analyse de gestion. A dix-huit ans, il adhère à la CGT. En 1965, il est élu membre du comité fédéral de la Fédération française des travailleurs du Livre. En 1971, il devient secrétaire chargé de la politique financière à la confédération et en 1975 commissaire aux comptes pour la construction du siège de Montreuil. En 1982, il est élu à la commission exécutive confédérale.]

[M. François Duteil est né le 21 juin 1944 dans la Manche. Technicien électricien de centrale thermique à EDF à Saint-Ouen, après des études secondaires et à l'école professionnelle d'EDF, il a adhéré à la CGT dès 1965. L'année suivante, il devient secrétaire de la section syndicale de Saint-Ouen. En 1968, il accède à des responsabilités régionales dans la région parisienne. Secrétaire de la Fédération de l'énergie en 1975, il en devient secrétaire général en 1979, poste qu'il conserve malgré son entrée au bureau confédéral. En 1982 il devient membre de la commission exécutive de la CGT et en février 1985 membre du comité central du Parti communiste.]

■ M. Raymond Barre a estimé à Dijon que « la politique agricole commune ne sera pas demain ce qu'elle était hier : il faut le dire aux agriculteurs français. Il ne faut pas leur faire croire qu'à coups de poing sur la table à Bruxelles on va changer la position... de nos partenaires ».

Evocant la situation des entreprises, M. Barre a affirmé qu'il faudra « cesser de financer un certain nombre de cotisations sociales en accroissant celles des entreprises plus fortement que celles des particuliers ». « Si les Français veulent le maintien de leur protection sociale (...), ils doivent participer davantage à son financement ».

Quant aux salaires, M. Barre a estimé que, « dans la France de demain, la flexibilité, en matière de rémunération, signifiera que... les salaires ne seront pas fixés en fonction de conventions rigides, mais qu'ils devront tenir compte de l'efficacité, de la productivité et du mérite du travailleur ».

ENTREPRISES

Tourisme et Travail : mis en liquidation

Tourisme et Travail, c'est fini. Le tribunal de grande instance de Paris a prononcé, le samedi 30 novembre, la liquidation judiciaire de cette association de tourisme social proche de la CGT, et dont le président, Jean Feucher, est membre du Parti communiste. Le financement de quarante-quatre des cent vingt-sept salariés du siège parisien et l'octroi d'un prêt de 60 millions de francs par le Crédit coopératif, n'a pas permis de tirer d'affaire Tourisme et Travail, depuis sa mise en règlement judiciaire, en juillet dernier. Dans un communiqué, ses dirigeants appellent « le mouvement associatif du tourisme social et les militants des comités d'entreprise et des collectivités à organiser la riposte indispensable des travailleurs ».

Vives réactions syndicales au projet de réforme des PTT

Les propositions de l'Association des ingénieurs des télécommunications (le monde du 29 novembre) d'abandon du statut d'administration des télécommunications, provoquent des réactions de rejet. La CFDT les estime « dangereuses pour le service public ». Si le centrale de M. Maire juge « nécessaire d'adapter les structures des PTT », elle souhaite conserver le statut de la fonction publique. La CGT, de son côté, rejette toute modification, qui porterait un « coup fatal » à l'unité des PTT : « il faut immédiatement organiser la riposte ».

Sidérurgie : les Etats-Unis bloquent les importations d'acier européen

Les importations américaines d'acier en provenance de la CEE, à l'exception des tubes et tuyaux, seront bloquées, tant que les dix pays de la CEE n'auront pas approuvé formellement l'accord de principe signé le 1^{er} novembre dernier entre les deux parties, et indiqué, le 29 novembre, un porte-parole du représentant américain pour le commerce, M. Clayton Yeutter. La signature de cet accord est repoussée par la Grande-Bretagne, qui estime son quota d'exportation trop faible (le monde du 29 novembre).

Renault-Véhicules industriels : licenciements envisagés

La direction de la filiale poids lourds de Renault envisage d'employer des mesures « plus coercitives » pour supprimer 500 à 600 nouveaux emplois, les mesures incitatives prévues dans son « plan-emploi 1985 » n'ayant pas donné les résultats

escomptés. RVI avait l'intention de supprimer cette année 2 550 emplois, répartis dans toutes ses usines, sur un total de 23 000 salariés, mais jusqu'à présent 2 000 personnes seulement sont parties du groupe soit par départ volontaire, soit en préretraite, soit avec des aides à la reconversion ou au retour (pour les immigrés). La direction envisage donc d'imposer aux salariés restant en surnombre des licenciements ou des congés de formation-recherche d'emplois. Ces dispositions seront précisées au cours du mois de décembre.

L'en dernier, RVI avait déjà supprimé 2 150 emplois exclusivement par des mesures incitatives. Mais la situation du constructeur ne s'arrange pas : 800 millions de pertes au premier semestre, après 2,24 milliards en 1984, et une part du marché français qui continue de décliner.

Les premiers magnétoscopes sud-coréens arriveront en janvier

Samsung, premier groupe industriel sud-coréen (29 milliards de francs de chiffre d'affaires), commercialisera ses premiers magnétoscopes en France au début de 1986. Les dirigeants de ce conglomérat viennent de passer un accord de distribution avec M. Christian Peillot, PDG d'Alkaï-France et de Konika. Les objectifs de ventes sont de 20 000 à 40 000 appareils pour la première année (2 % à 4 % du marché national). En outre, Samsung espère vendre un million de cassettes-vélos, la moitié sous sa marque, l'autre sous celle d'Alkaï. Enfin Alkaï-France distribuera sous sa marque des radio-cassettes haut de gamme Samsung.

Le métro l'emporte, à Strasbourg, sur le tramway

La communauté urbaine de Strasbourg a décidé, le 29 novembre, par 70 voix contre 20, de débloquer 25 millions de F pour l'avant-projet d'une ligne de métro léger VAL fabriqué par Matra.

Le projet comporte une première ligne de 9,8 kilomètres de 13 stations nécessitant 17 rames. La mise en service pourrait intervenir en 1992. Les deux lignes prévues coûteraient, au total, entre 3 et 4 milliards de F. Notre correspondant à Strasbourg Jacques Fortier signale que les opposants, qui auraient préféré la solution du tramway, se recrutaient aussi bien dans la majorité UDF-RPR du conseil que dans la minorité PS-PC.

Le succès du VAL à Strasbourg vient à point pour conforter Matra Transports qui ne peut faire valoir, à ce jour, qu'un seul réseau de métro automatique en activité : celui de Lille. Certes, Toulouse, Chicago pour la desserte interne de son aéroport et Jacksonville (Floride) ont choisi la technologie de Matra, mais les travaux n'y ont pas encore commencé. Le choix de Strasbourg, capitale européenne, permettra à la firme de disposer d'une vitrine de choix. Cette décision prouve que le VAL est adapté aux agglomérations moyennes d'un million d'habitants, explique M. Bernard Félix,

directeur général de Matra Transports. A cet égard, le projet de notre marché, s'ajoute maintenant une banalisation du VAL dont je me félicite. Il n'est plus un système de transport étonnant que l'on admire, il est devenu un métro que le client achète sur catalogue. Cette évolution ne peut que nous aider pour nos exportations ».

Le VAL l'a emporté sur le tramway, que les élus de la communauté urbaine de Strasbourg avaient d'abord retenu. Cette défaite du tramway est regrettée par certaines associations. M. Jean Sivadère, secrétaire général de la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (FNAUT), y voit une victoire indirecte de l'automobile. « Circulant au sol et non en souterrain, le tramway implique une certaine reconquête de la voirie urbaine sur l'automobile, dit-il. Les habitants de Zurich, en refusant le métro il y a dix ans, avaient bien compris, le champ libre à la voiture. On réalisera donc à Toulouse et à Strasbourg une ligne unique de métro au lieu d'un véritable réseau de tramway, et on continuera à investir pour l'automobile. Les projets de parkings centraux le confirment ».

Les gâchettes de la semaine des 39 heures

DOUANIERS HORS DU TEMPS

Il est interdit d'« aebeter » un douanier, mais il est tout à fait légal de lui payer les heures supplémentaires qu'il passera à dédouaner vos colis, au plus fort de la nuit ou au petit matin.

Contradiction ? Pas du tout, affirme M. Gaudillère, le directeur général des douanes et des droits indirects. La semaine de trente-neuf heures des fonctionnaires français est parfois incompatible avec les exigences des grandes firmes qui travaillent à l'import-export, et les douanes s'en voudraient de gêner les exportateurs français.

Un problème ancien, puisque c'est de 1952 que date l'arrêté ministériel réglementant le « travail hors d'heures » : une entreprise dans le besoin peut acheter les heures de douane, de 27,90 F à 44,55 F les soixante minutes. « Cela ne porte aucune atteinte à notre indépendance », insiste M. Gaudillère, pour qui la morale est sauve, puisque ces « salaires » sont versés à l'administration, qui les reverse au douanier.

Un système dont se félicite le directeur du centre de distribution d'IBM à Evry-Lisses, qui a qu'un seul regret : les quinze douaniers, qui ont établi leurs bureaux dans l'usine, refusent obstinément de porter le badge de la société. Quelle indépendance !

D. B.

صكنا من العمل

L'euromarché

Des squelettes dans les euro-placards

L'approche de la fin d'année précipite le lancement d'émissions nouvelles. Ce mouvement est renforcé par les conditions très favorables que trouvent actuellement les emprunteurs sur le marché international des capitaux par suite de la concurrence acharnée que se font entre elles les euro-banques. Soucieuses de terminer 1985 dans le peloton de tête des établissements ayant dirigé le volume le plus élevé d'opérations internationales au cours de l'année, elles proposent aux débiteurs internationaux des conditions extrêmement avantageuses.

L'avance du Credit Suisse-First Boston, qui a d'ores et déjà suscité la direction de plus de 18 milliards de dollars d'euro-emprunts cette année, est telle que l'établissement américain-suisse est assuré d'être, et de loin, le numéro un. Mais, derrière cet incontestable leader, se trouve un peloton de trois banques américaines qui se battent désespérément pour atteindre la seconde place : Merrill Lynch (8 milliards de dollars), Salomon Brothers (7,8 milliards) et Morgan Guaranty (7,3 milliards). Au-delà de ces concurrents en lice d'admettre officiellement que derrière le flux d'euro-emprunts qui est en train d'inonder le marché se dissimule l'ambition de se hisser en seconde position. En privé, ils se montrent toutefois moins affirmatifs. On ne peut, de toute manière, s'empêcher de penser que ce n'est pas tout à fait par hasard si Morgan Guaranty a dirigé cette semaine une série d'euro-emprunts dont le montant s'élève à 1 milliard de dollars. Cela lui a permis de venir saluer Salomon Brothers (« Sollys » pour les intimes de l'euro-marché). Sollys est, de son côté, également montrée très active, ce qui lui permet maintenant de rivaliser avec Merrill Lynch.

Si les emprunteurs internationaux trouvent avantage à cette compétition gigantesque, il n'en va pas de même des investisseurs. Très souvent oubliés dans la course aux premières places à laquelle se livrent les banques internationales, ils commencent d'autant plus à se méfier de transactions dotées de conditions très basses que l'affaire Texaco a jeté un doute sur la qualité des sociétés multinationales. Les banques, sous-capitalisées et emprunteuses dans les réseaux insatiables de créances douteuses, étaient, à ce jour, seules dans le collimateur des prêteurs.

Chacun, du reste, attend le grand jour qui verra l'une d'elles s'effondrer, ce qui provoquerait un effet de domino mettant dangereusement en jeu l'équilibre de tout le monde bancaire.

Cette hausse a tout au long de l'année profité aux grandes sociétés industrielles et commerciales. Leur solidité, étant considérée comme bien meilleure que celle des banques commerciales, leur a permis d'obtenir des conditions de prêts défiant toute concurrence. Avec Texaco affectée d'une avance de plus de 10 milliards de dollars pour conduire, d'ici à la fin de l'année, l'opération de l'OPA sur Getty Oil, les investisseurs internationaux s'interrogent maintenant pour savoir quels autres squelettes ils vont bientôt découvrir dans les placards multinationaux.

L'affaire Texaco, qui n'a pas manqué d'avoir un effet désastreux sur le comportement des euro-obligations en circulation du pétrolier américain, a jeté la suspicion sur toutes les autres sociétés internationales. Le climat de doute qui s'installe sournoisement dans l'esprit des euro-investisseurs, en revanche, pour effet de bénéficier aux risques souverains. On s'achète maintenant plus que du papier grand par des Etats de toute première qualité tels l'Allemagne, le Royaume-Uni, le Japon, les Etats-Unis ou la France. Cette dernière a, dès cette semaine, profité de ce nouvel état d'esprit dans le cadre de deux opérations internationales garanties par la République française qui ont été immédiatement très chaleureusement perçues.

Des warrants de rapport

La Banque française pour le commerce extérieur (BFCE) a innové en lançant, mercredi, sous la direction de la Société Générale, une euro-emission à taux variable de 270 millions de dollars accompagnée de trois cent mille warrants dits « de rapport » (« income warrants »). Les euro-obligations à taux flottant auront une durée de dix ans et trois mois. Elles seront émises à 100,05 et porteront un intérêt trimestriel qui sera l'addition de 0,04 % au taux du Libor à trois mois. Le tout est assorti d'une commission bancaire, totalisant 0,12 %.

Les warrants acquis auprès de la BFCE par la Société Générale et qui sont offerts par cette dernière à un prix unitaire de 100 dollars, porteront un intérêt annuel de 9,25 %. Chacun d'eux permettra aux porteurs d'acheter un cours des cinq prochaines années à un prix de 900 dollars une euro-obligation d'une valeur nominale de 1 000 dollars dont la durée sera également de dix ans et trois mois mais dont le taux d'intérêt annuel, cette fois fixe, sera de 9,75 %. C'est la première fois que des warrants sont dotés d'un coupon, d'où leur nom de « warrants de rapport ». Cette technique présente un double avantage pour l'investisseur. Premièrement, elle confère à l'émission ultérieure à taux fixe que les warrants permettront d'acquiescer le caractère d'un emprunt à paiement partiellement différé. Les 100 dollars que coûte immédiatement chaque warrant conjugués avec la libération de 900 dollars complémentaires lors de l'achat de l'euro-obligation à taux fixe représentent les 1 000 dollars de valeur nominale de cette dernière. Mais le porteur disposera de cinq années pour l'effectuer alors que, généralement, la période de libération totale des euro-emprunts à paiement partiel ne s'étend que sur deux ans. Deuxièmement, les porteurs disposeront également de cinq ans pour spéculer tant sur l'évolution des taux d'intérêt que sur celle de la devise américaine.

Pour sa part, la BFCE y trouvera son avantage, que les warrants

soient exercés ou non. S'ils sont tous exercés et qu'on stipule que leur exercice s'effectuera vraisemblablement la dernière année, c'est-à-dire la cinquième, elle disposera pendant cinq ans de 30 millions de dollars à un taux fixe de 9,25 % et de 270 millions de dollars à taux variable, puis pendant les cinq dernières années de 270 millions de dollars à un taux fixe de 9,75 %. Dans un tel cas, le coût actuariel sera pour la BFCE de 9,05 % par an, si le taux du Libor est de 8,50 % durant la première année puis de 8 % pendant les quatre suivantes. L'équipe Elbel-Charrat-Omyer de la BFCE, qui a permis à la présente opération de voir le jour, se doit d'être félicitée. Son succès se mesure à la bonne tenue de l'euro-emission sur le marché gris : vendredi, les euro-obligations à taux variable étaient recherchées à 100 et les warrants se traitaient à 111-113 dollars. Jean Reiboul, le directeur financier de Gaz de France, s'est, lui, offert le luxe de choisir tout seul le syndicat de banques chefs de file nécessaire pour réunir 700 millions de dollars destinés à rembourser, et refinancer à un coût plus avantageux des emprunts antérieurs. Cela permettra à Gaz de France d'acquiescer quelque 1 million de dollars par an de commissions d'engagements.

La transaction se présente sous la forme d'une ligne de crédit multidevises dont la durée s'étendra sur dix ans et trois mois destinée à cautionner l'émission ultérieure de notes et d'avances bancaires, à court terme, de même que celle de papier commercial aux Etats-Unis et en France. Cette dernière possibilité est évidemment soumise à l'approbation préalable de la réglementation applicable en France. Mais le prêt euro-crédit fait de Gaz de France la première institution française disposant du soutien nécessaire à l'émission de « Billets de trésorerie » libellés en francs français dès que la législation permettant la création d'un marché du papier commercial en France sera approuvée.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les devises et l'or

Après le yen, le mark

Le fait saillant de la semaine a été la nouvelle baisse du dollar, non plus à l'égard du yen, apparemment stabilisé, mais bien vis-à-vis du mark.

Cette remontée de la devise allemande, il faut bien le souligner, n'est le fait des marchés et de la spéculation, non point celui des banques centrales, qui, apparemment, sont restées sur la réserve.

Tout est parti d'un retournement d'opinion, mardi, sur le yen. En début de semaine, voyant le dollar à Tokyo tester la barre des 200 yens et même glisser fugitivement au-dessous, les opérateurs jouaient la poursuite de ce glissement. Certains même au dollar à 120 yens, cours « d'équilibre » pour les relations commerciales américano-japonaises, suivant plusieurs experts d'outre-Atlantique, notamment MM. Fred C. Bersten et William R. Cline, de l'Institute for International Economics.

Les anticipations s'appuyèrent sur les déclarations du gouverneur de la Banque du Japon, M. Sanjō Sumita, qui, depuis des semaines, affirmait que la baisse du dollar n'était pas la hausse du yen, « encore insuffisante », devait se poursuivre, en dépit du propos en sens inverse tenu par M. Noboru Takeshita, ministre des finances, pour qui la remontée du yen était, au contraire, « suffisante ».

M. Takeshita se faisait l'écho des inquiétudes des industriels exportateurs, durement pénalisés par cette remontée (le Monde du 28 novembre 1985). Or, le lundi

25 novembre, si le ministre des finances réaffirmait, sans surprise, qu'il était « satisfait » de la récente revalorisation japonaise, M. Sumita, dans une conférence de presse séparée, déclarait la même chose. Ce fut un signal pour les opérateurs qui en déduisirent, immédiatement, que la Banque du Japon n'allait plus pousser à la remontée du yen, et que le cours de ce dernier, contre dollar, allait se stabiliser à 200 yens, ce qu'il fit à partir de mardi.

Non moins immédiatement, ces mêmes opérateurs se hâtèrent de changer de cheval. Ils commencèrent à revendre les yens qu'ils avaient achetés précédemment, pour se porter sur le deutschemark, jugé « en retard » par rapport à la devise nipponne. En début de semaine, celle-ci avait, sur la base des cours au 22 septembre dernier, date de l'accord de Cinq, progressé de 17 %, et la devise allemande de 10 % seulement.

En conséquence, on assista à un transfert massif des capitaux sur le deutschemark, les derniers à le faire étant les « traders » de l'International Monetary Market (IMM de Chicago) qui, en bons spéculateurs, accentuèrent le mouvement avec l'ampleur habituelle des marchés à terme. Ledit mouvement fut même très vif dans la matinée du vendredi 29 novembre, le dollar tombant à moins de 2,51 DM, au voisinage du fameux seuil de 2,50 DM, que l'on dit, sans certitude, avoir été fixé comme objectif par le groupe des Cinq, le 22 septembre à New York.

Cet intérêt de plus en plus manifeste porté au mark se justifie, aux yeux des opérateurs, par la bonne santé de l'économie allemande et, surtout, par les excédents croissants des balances de la RFA, commerce et paiements, qui prennent une physionomie presque « obsédante » au sens latin du terme, c'est-à-dire provocant.

L'envolée du mark a, cette fois, fait naître des tensions au sein du Système monétaire européen, avec la réapparition de la rumeur d'un réaménagement dudit système pendant le week-end. La monnaie la plus éprouvée a été la lire, qui aurait déjà « dévoré » le bénéfice de sa dévaluation de 8 % à la fin de juillet dernier.

Le franc belge a été également secoué, mais moins furieusement. Quant au franc français, il a glissé vis-à-vis du mark dont le cours est nettement remonté, repassant au-dessus de 3,05 F.

Vendredi, la Banque de France a même limité son glissement en vendant des marks. Il est vrai qu'elle en avait acheté les jours précédents (700 à 800 millions mardi). On ne peut, toutefois, s'empêcher de penser au dernier trimestre 1980 : le franc, riche de l'afflux de capitaux étrangers, était si fort que la Banque de France soutenait le mark. En février suivant, l'axode commença.

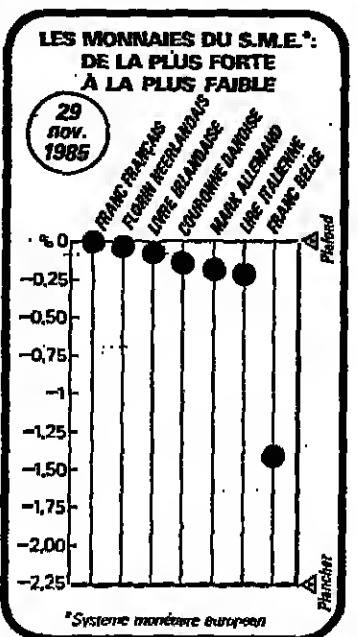
FRANÇOIS RENARD.

COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 25 NOVEMBRE AU 29 NOVEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACES	Libre	92 L.	Franc suisse	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Franc	Lira italienne
London	1,4996	11,3946	3,8941	3,7344	76,8736	4,2834	2,547,68	
New York	1,4996	11,3946	3,8941	3,7344	76,8736	4,2834	2,547,68	
Paris	11,3946	11,3946	3,8941	3,7344	76,8736	4,2834	2,547,68	
Zurich	3,8941	3,8941	3,8941	3,7344	76,8736	4,2834	2,547,68	
Frankfurt	3,7344	3,7344	3,7344	3,7344	76,8736	4,2834	2,547,68	
Bonn	3,7344	3,7344	3,7344	3,7344	76,8736	4,2834	2,547,68	
Munich	3,7344	3,7344	3,7344	3,7344	76,8736	4,2834	2,547,68	
Ams	2,547,68	2,547,68	2,547,68	2,547,68	76,8736	4,2834	2,547,68	
Tokyo	2,547,68	2,547,68	2,547,68	2,547,68	76,8736	4,2834	2,547,68	

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 29 novembre, 3,7921 F contre 3,9070 F le vendredi 22 novembre.



Les matières premières

Repli du cuivre, hausse du platine

Le facteur monétaire, avec la hausse de la livre sterling par rapport au dollar, est venu fausser une fois de plus l'évolution des cours sur les différents places commerciales. Celles-ci sont toujours soumise aux incertitudes de l'évolution économique aux Etats-Unis et à la crise prolongée de l'étaïn qui constitue une menace pour nombre d'accords internationaux de stabilisation des prix.

MÉTALX. — La crise de l'étaïn joue les prolongations. Aucune date précise ne peut être avancée au sujet de la reprise des cotations sur le marché de Londres. Quelques transactions officieuses s'effectuent, limitées à des prix inférieurs aux derniers cours pratiqués, soit aux alentours de 6 800 livres la tonne.

En dépit d'une diminution des stocks britanniques de métal (— 6 275 tonnes), les cours évoluent en livres se sont repliés au Metal Exchange de Londres, revenant à leurs niveaux les plus bas pratiqués depuis deux ans, mais exprimés en dollars, les cours n'ont guère varié, gagnant quelques points. La consommation mondiale de métal rouge devrait fléchir de 2,1 % en 1986 par rapport à 1985. La production mondiale est estimée à 7,32 millions de tonnes pour 1986, en augmentation de 80 000 tonnes par rapport au chiffre prévisionnel de 1985.

Un mouvement de reprise s'est esquisse sur le marché du platine. Toutefois, en fin de semaine, les meilleurs niveaux (354,5 dollars l'once Troy) n'ont pu être conservés en totalité. La baisse du dollar et des taux d'intérêt, l'évolution de la

situation en Afrique du Sud ont provoqué ce petit emballement du marché permettant aux prix d'atteindre leurs niveaux les plus élevés depuis seize mois.

CAOUTCHOUC. — Nouvelle effrénation des cours du naturel. La consommation mondiale marque le pas, alors que l'offre progresse avec l'apparition de nouveaux pays producteurs. L'accord international de stabilisation des prix a été prorogé jusqu'en octobre 1987.

LES COURS DU 26 NOVEMBRE 1985

(Les cours sont parenthésés sont ceux de la semaine précédente.)

MÉTALX. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (high grade), comptant, 229 (242) ; à trois mois, 947 (962) ; étain comptant (8 548) ; à trois mois (8 460) ; plomb, 265,5 (273) ; zinc, 408 (412) ; aluminium, 656 (667) ; nickel, 2 700 (2 780) ; argent (en once par once troy), 416 (416). — New York (en cent par livre) : cuivre (premier terme), 61,30 (59,70) ; argent (en dollars par once), 6,08 (6,17) ; platine (en dollars par once), 345,40 (335,30). — Pérou (en cent par kilo) : laiton poivré (29,50).	TEXTILES. — New York (en cent par livre) : coton, décembre, 60,60 (61,35) ; mai, 60,87 (61,98). — Sydney (en cent par kilo) : laine peignée à sec, décembre, 588 (592). — Roubaix (en franc par kilo) : laine, décembre, 49,50 (51,30).	CAOUTCHOUC. — Kuala Lumpur (en cent par kilo) : RSS (comptant), 176,50 (178,50).	DÉNREES. — New York (en cent par lb) : café, décembre, 2 105 (2 124) ; mai, 2 179 (2 208) ; sucre, janvier, 5,44 (5,57) ; mai, 6,18 (6,32) ; café, décembre, 159,60 (159,87) ; mai, 164,56 (157,35). — Londres (en livre par tonne) : sucre, décembre, 143 (147,40) ; mai, 159 (163,40) ; café, janvier, 1 862 (1 903) ; janvier, mars, 1 900 (1 934) ; cacao, décembre, 1 628 (1 659) ; mai, 1 674 (1 705). — Paris (en franc par quintal) : cacao, décembre, 1 845 (1 900) ; mai, 1 875 (1 925) ; café, mars, 2 148 (2 145) ; mai, 2 180 (2 150) ; sucre (en franc par quintal), mars 1 374 (1 419) ; mai, 1 399 (1 451). — Tournaix de soja : Chicago (en dollar par tonne), décembre, 143,30 (138,20) ; janvier, 142,80 (138,10). — Londres (en livre par tonne), décembre, 125 (125,50) ; février, 126,3 (127).	CÉRÉALES. — Chicago (en cent par boisseau) : blé, décembre, 328 (337,50) ; mai, 328,2 (336,25) ; maïs, décembre, 242,4 (239,50) ; mai, 242,4 (241,75).	INDICES. — Moody's, 918,50 (921,40). — Reuters, 1 707,8 (1 722,50).
--	---	--	--	--	---

Marché monétaire et obligataire

Une assurance contre la hausse des taux

A tout seigneur, tout honneur ! Le quatrième grand emprunt d'Etat de l'année, annoncé le jeudi 28 novembre pour 20 milliards de francs, a pu aisément être porté à 25 milliards de francs le lendemain, tant la demande était forte. On est loin de la « colle » épaisse et historique dans laquelle s'engluait l'emprunt d'Etat de 15 milliards de l'automne dernier, si mal calculé et si mal accueilli qu'il fut coté au-dessous de son cours d'émission dès l'origine et mit des semaines à le retrouver. La leçon a donc servi, et le Trésor ainsi que la Banque Paribas, qui est, cette fois-ci, chef de file, ont tout lieu de se féliciter du plus beau succès de ces dernières années.

Il est vrai que les conditions de l'émission avaient tout pour plaire. Paradoxalement, son principal attrait est dû non pas à l'espoir d'une nouvelle baisse du taux dans un avenir proche (assez problématique), mais, au sens inverse, à la possibilité pour les souscripteurs de se garantir contre une remontée des taux plus tard, qui déprimerait les cours des obligations précédemment émises et occasionnerait de douloureuses pertes en capital.

Techniquement, l'emprunt est divisé en deux tranches, d'un minimum de 5 milliards de francs chacune, toutes deux en obligations assimilables du Trésor (OAT) auxquelles pourront se raccorder d'autres émissions. La première tranche, dite « OAT

9,90 % décembre 1991 », d'une durée de six ans seulement, est émise à 98,50 % du nominal, ce qui lui donne un rendement actuariel de 10,25 %, à peu près au niveau des rendements sur le marché (10,44 %) en prenant en compte sa durée courte. La deuxième tranche, dite « OAT 9,90 %, décembre 1997 », a une durée de douze ans, avec remboursement in fine, elle est émise à 96,65 % du nominal, ce qui donne un rendement actuariel de 10,40 %, au voisinage de celui du marché. C'est déjà une différence appréciable avec l'emprunt d'automne.

Mais la surprise offerte par le Trésor et Paribas a été, pour cette seconde tranche, une option d'échange contre des obligations à taux révisable qui produirait un rendement équivalent à celui des obligations d'Etat non indexées à taux fixe, d'une durée supérieure à sept ans (TRE) avec une minoration de 0,75 point. Cette option pourra être exercée tous les ans entre le 14 décembre et le 14 février de l'année suivante, à partir de 1986.

En clair, bonnes gens, cela veut dire qu'en cas de hausse des rendements les souscripteurs pourront troquer leur ancien taux contre le nouveau, plus élevé, la minoration de 0,75 point étant même, actuariellement, ramenée à 0,25 point du fait de l'émission au-dessous du pair. Il s'agit bien d'une assurance contre la remon-

tée des taux, en l'absence de marché à terme d'instruments financiers (MATIF) qui permettrait aux détenteurs d'obligations de se « couvrir ».

Comme les détenteurs commencent à se poser des questions sur l'évolution des taux de rendement après mars 1986, qu'un surplus tout remou sur le franc entraînerait automatiquement un arrêt de la baisse de ces taux et une possible remontée, tout le monde s'est rué sur cette deuxième tranche : compagnies d'assurances, caisses de retraites et, surtout, gérants de SICAV de trésorerie, si anxieux de se garantir contre les risques au capital (quand les taux montent, les cours des obligations baissent). On voit même des gestionnaires vendre des emprunts d'Etat antérieurs pour souscrire le nouveau. Vraisemblablement, sur les 25 milliards de francs français, la seconde tranche à option, qualifiée de « superbe », recueillera 19 milliards de francs, contre 6 milliards pour la première, qui se place « gentiment » sans plus.

L'émission de cet emprunt, qui porte à 100 milliards de francs la somme levée par l'Etat pour couvrir le déficit du budget, a été motivée vraisemblablement par la nécessité de couvrir le « dérapage » dudit déficit (9 milliards et plus), sans compter les 18 milliards de francs de remboursement de l'emprunt obligataire de juin 1983.

F. R.

سورة من القرآن

Le Monde

LE SORT DES OTAGES FRANÇAIS AU LIBAN

« Le gouvernement connaît tout et analyse le dossier » déclare le docteur Raad à son retour de Beyrouth

« Maintenant, on connaît tout sur l'affaire des otages. Presque tout. Le Quai d'Orsay est en train d'analyser le dossier, et il faut laisser aux responsables politiques le soin de trancher cette affaire », a déclaré, vendredi 29 novembre, le docteur Raad, émissaire du gouvernement français, de retour du Liban où il a passé dix jours. Au cours d'une conférence de presse qu'il a tenue au Quai d'Orsay en compagnie de M. Jean Blouin, le diplomate qui l'accompagnait à Beyrouth, M. Raad s'est déclaré « très optimiste » sur le sort de MM. Carton et Fontaine, les deux diplomates enlevés le 22 mars dernier, le chercheur Michel Serrati, et notre confrère Jean-Paul Kaufmann, enlevés le 22 mai.

Un optimisme fondé, à en croire le docteur Raad, sur les rapports faits par les hezbollahis, intermédiaires entre lui et les ravisseurs. Les déclarations faites par le docteur Raad avant son départ de Beyrouth ne permettent pas de savoir s'il avait pu ou non rencontrer M. Carton. Mais à Paris, le docteur Raad a déclaré qu'il n'avait pas vu M. Carton, l'otage malade, mais qu'il avait pu s'entretenir avec les médecins hezbollahis qui l'avaient examiné. M. Carton, « gravement malade », le 19 novembre, à l'arrivée de la mission humanitaire française, trait mieux aujourd'hui.

Durant sa mission au Liban, le docteur Raad a séjourné plusieurs jours à Baalbek et a eu des contacts dans la banlieue sud de Beyrouth. M. Blouin, pour sa part, n'aurait pas quitté l'ambassade. Il semble aujourd'hui que MM. Carton et Fontaine soient détenus à Baalbek, alors que MM. Kaufmann et Serrati seraient toujours à Beyrouth.

M. Blouin a estimé que la mission était positive, car, a-t-il dit, « nous savons que le jour où le feu sera au vert, il n'y aura pas une mauvaise tête qui gardera la porte fermée ».

La mission de M. Daillat

Le problème est de savoir qui donnera le feu vert, et il semble bien que ce soit Téhéran qui soit mieux à même de le faire. Interrogé à ce sujet, M. Dumas a répondu vendredi à Europe 1 que Paris avait des contacts avec les autorités libanaises, mais qu'il n'avait pas eu de contacts avec l'organisation des otages. Le fait qu'il apporte du matériel médical ne peut être interprété que comme un signe de la bonne volonté française.

Du côté de Téhéran, en revanche, des problèmes demeurent. Le gouvernement iranien réclame toujours le remboursement du milliard prélevé au temps du chah pour Eurodif (1). Une mission d'Eurodif est partie la semaine dernière en Iran, ainsi qu'un émissaire du gouvernement français, qui est revenu.

L'essentiel pour les Iraniens est que le gouvernement change d'attitude à l'égard de Téhéran.

Parallèlement aux efforts du gouvernement, les parlementaires français UDF-RPR, avec à leur tête M. Jean-Marie Daillat, avaient pris contact avec les Iraniens il y a quelques semaines pour se rendre à Téhéran et y rencontrer des responsables. Dans ce but et avec l'accord du gouvernement, M. Daillat avait rédigé une question orale à l'adresse de M. Bérégovoy pour lui demander ce que le gouvernement comptait faire pour rembourser à Téhéran le milliard d'Eurodif.

Divergence entre l'administration des finances et le pouvoir politique, calcul de politique intérieure, la détermination de l'opposition? Quoi qu'il en soit, au nom du gouvernement, M. Josselin, secrétaire d'Etat chargé des transports, a affirmé, en réponse à la question de M. Daillat, que le règlement de cette affaire complexe était aux mains d'un « tribunal international ». Une fin de non recevoir en fait, qui a immédiatement provoqué une réaction opposée de M. Dumas. Recevant M. Daillat au Quai d'Orsay, le ministre des relations extérieures lui a demandé de se poser la question, afin qu'il puisse lui répondre plus positivement vis-à-vis de Téhéran. Dès vendredi, M. Daillat a donc, par une question écrite dont la réponse devrait intervenir très vite, interrogé le ministre des relations extérieures pour lui demander « s'il pouvait compléter la réponse de M. Josselin par l'exposé des aspects diplomatiques de cette affaire dans la perspective de l'amélioration des relations de la France avec la République islamique d'Iran ».

Une façon de s'attirer une réponse positive de M. Dumas, qui, interrogé à dessein par Europe 1, a déjà dit qu'il était favorable à la mission de M. Daillat mais qu'il lui demandait simplement d'emmener avec lui des parlementaires du PS. Deux d'entre eux, dont M. Tavernier qui s'était occupé du cas de notre confrère Jacques Aboukhar détienu en Afghanistan, devraient donc se joindre à la délégation qui doit partir pour Téhéran le 6 décembre prochain.

Ce « coucou » entre ministères — M. Bérégovoy, prévenu pourtant depuis quinze jours de la question de M. Daillat, était vendredi introuvable même pour son collègue des relations extérieures — a quelque peu déconcerté les Iraniens et mis sur la place publique une affaire dont les promoteurs souhaitaient pour des raisons d'efficacité la discrétion.

Il ne fait pas de doute que l'Iran peut jouer un rôle dans la libération de ces otages. La mission parlementaire qui doit rencontrer à Téhéran le président du Parlement, Fayatollah Rafsandjani, a l'intention de lui demander l'envoi au Liban d'une délégation iranienne qui serait mieux à même de faire fléchir les ravisseurs.

Le gouvernement français a, semble-t-il, en main maintenant tous les éléments qui conditionnent la libération des quatre otages. Sur le plan iranien, Téhéran souhaite le rétablissement de la position française, dont le premier pas pourrait être un geste dans l'affaire d'Eurodif. Un remboursement sous forme de compensation, par des contrats industriels ou bien en armes, serait apprécié par l'Iran. M. Dumas, qui a regagné cette semaine le chargé

d'affaires iranien, l'a en tout cas assuré que l'opération parlementaire avait son appui et qu'il espérait lui-même pouvoir se rendre dans les mois qui viennent en Iran. Le chargé d'affaires iranien, qui quitte Paris mardi prochain pour prendre à Téhéran les fonctions de vice-premier ministre chargé des affaires politiques, sera mieux placé pour évaluer l'évolution de la position française. Le risque étant bien sûr que Téhéran soit tenté d'attendre les prochaines élections pour entamer une nouvelle relation avec Paris.

Au niveau des ravisseurs, la revendication principale demeure la libération du commando qui avait tenté d'assassiner l'ancien premier ministre iranien, M. Chapour Bakhtiar. Parant vendredi à Baalbek, M. Hussein Moussouni, chef du mouvement chiite Amal islamique, a déclaré que la question des otages français était « liée aux détenus en France. La France sait exactement à qui il faut s'adresser, des négociations sont en cours », a-t-il précisé.

Dans la difficile partie qui se joue pour la libération des quatre Français, un autre élément est à prendre en considération : la dégradation des relations syro-iraniennes. Car, si Téhéran a sans aucun doute de l'influence sur les ravisseurs, Damas contrôle plus ou moins le terrain. Quel qu'il en soit, M. Dumas ne croit pas que les négociations soient en cours, mais la différence est mince entre ces deux expressions.

FRANÇOISE CHIPAUX.

(1) Union d'enrichissement d'uranium construite dans le sud de la France avec une participation étrangère, notamment iranienne.

« Journée d'action CGT à EDF le 3 décembre ». A l'appel de la Fédération de l'enseignement CGT, les syndicats de la région parisienne ont décidé d'appeler l'ensemble du personnel à un arrêt de travail de quatre heures l'après-midi du 3 décembre pour exiger l'ouverture des négociations et le retrait immédiat des sanctions. Cette action fait suite au mouvement de grève qui a été déclenché il y a une semaine dans les centrales thermiques, notamment dans le Rhône, pour protester contre une procédure disciplinaire jugée abusive. EDF a été obligé de mettre en œuvre une série de « mesures d'urgence », (annulation des exportations d'électricité, mise en route de centrales de réserve, recours à des contrats spéciaux), et la grève se traduitra le vendredi 29 novembre, en début d'après-midi, par une baisse globale de production de 8.000 mégawatts, soit 16 % de la capacité nationale.

En Pologne

Purge dans les universités

Après la mise en place méthodique des dispositifs nécessaires à une purge dans les universités polonaises, et notamment l'adoption d'une loi ad hoc, les autorités de Varsovie viennent de passer à l'acte. Plus de trente-sept responsables d'établissements d'enseignement supérieur ont été révoqués ces derniers jours, sur décision du ministre de l'Éducation, sans motif explicite, mais pour des raisons politiques.

La plupart des recteurs, vice-recteurs ou doyens sanctionnés avaient le tort d'efficher leur attachement à une conception démocratique de la vie universitaire et leur peu de goût pour l'obédience idéologique. Certains avaient signé des pétitions pour la libération des prisonniers politiques, d'autres avaient pris la parole lors des obèques d'un étudiant vraisemblablement victime d'une « bavure policière ».

Cependant, les agresseurs se désignent pour la plupart fort populairement parmi les étudiants. Ainsi, jeudi 28 novembre, le recteur de l'École polytechnique de Varsovie, M. Wlodeklaw Fieduszyński, a été particulièrement touché par les réactions, les quatre vice-recteurs et sept des huit doyens ont ainsi été déposés.

Les autorités réduisent la portée de la purge et parlent de « révision » dans la hiérarchie universitaire. Une « révision » a, en fait, depuis l'adoption, en juillet dernier, d'un amendement législatif qui réduisait à presque rien l'autonomie des établissements d'enseignement supérieur reconnus par une loi votée en 1982.

Ces révisions, qui ont été surtout quantifiées, ont été destinées à l'exclusion des étudiants « coupables d'activités nuisibles sur le plan social », de formation « des choyers d'un État socialiste », remettant ainsi complètement les autorités — théoriquement élues — des établissements d'enseignement supérieur sous le coup de la censure, et donc du parti. Car, d'après

LES PERTES DE LA SIDERURGIE RÉDUITES DE MOITIÉ EN 1985

Le dernier obstacle financier de la restructuration de la sidérurgie est levé. Le gouvernement a réparti entre Usinor et Sacilor l'enveloppe de 20 milliards de francs qui restera à leur distribuer en 1986 et 1987. Sacilor en recevra 12,8 milliards et Usinor 7,2 milliards. Ainsi définitivement placé sur ses rails, le plan acier doit conduire au redressement de la sidérurgie à la fin 1987. Si du moins tout se passe comme prévu, en particulier si la levée progressive des mesures de contrôle des quantités produites par la Commission européenne, à partir du 1er janvier prochain, ne débouche pas sur une foire d'empoigne entre les sidérurgistes européens. Hypothèse qui n'est, hélas ! pas à exclure.

Les 20 milliards seront répartis par l'émission d'obligations convertibles par chacun des groupes le 31 décembre, souscrites par le Fonds d'intervention de la sidérurgie. Pour moitié, ces aides serviront à rembourser les dettes des deux groupes de ramener les frais financiers de la sidérurgie à environ 5 % du chiffre d'affaires.

Par ailleurs, les pertes de cette année devraient être pour l'ensemble Usinor-Sacilor réduites de moitié, s'établissant entre 7 et 7,5 milliards de francs en 1985 contre 15,9 milliards en 1984. Mais un problème se pose de consolidation des deux filiales (à 51 % Sacilor et 49 % Usinor) Unimetal et Ascometal dont les pertes devraient être de 4,2 milliards (dont 3 milliards de pertes d'exploitation). Sacilor n'accepte de les verser à 100 % que si Usinor lui verse la fin de l'année une subvention qui en couvre 49 %.

E. L. B.

Autre sujet en discussion : la publicité. M. Jean-Jack Queyranne (PS, Rhône) annonce que, pour protéger la presse écrite, « des transferts financiers doivent être effectués » dans l'ouverture de la publicité télévisée de nouveaux secteurs, mais sans privilégier les journaux. De toute façon, M. d'Alibert et Bilion (PS, Paris) et d'Alibert furent d'accord pour constater que, si une télévision commerciale devait vivre de la publicité, elle ne pouvait en abuser sans laisser des séquelles. Mais le député de la Haute-Savoie a insisté sur le fait que les médias avaient toujours été contre la publicité commerciale.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été interrompu par

le président de la séance, M. d'Alibert, qui a annoncé que la séance serait reprise à 14 heures.

Le débat a été